

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT.

LA RÉFORME AGRAIRE EN YOUGOSLAVIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 Décembre 1921, à 2 heures

PAR

TCHÉDOMIR SREBRENO-DOLINSKI

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : } MM. DESCHAMPS { *professeurs.*
 } HITIER }

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^o

19, RUE CUJAS, ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1921

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT.

LA RÉFORME AGRAIRE EN YUGOSLAVIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 Décembre 1921, à 2 heures

PAR

TCHÉDOMIR SREBRENO-DOLINSKI



Président : M. SOUCHON.

Suffragants : } MM. DESCHAMPS
 } HITIER } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE MODERNE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ERNEST SAGOT & C^e

19, RUE CUJAS ET RUE VICTOR-COUSIN, 10

1921

Les Serbes appartiennent à la religion orthodoxe et se servent de l'alphabet cyrillique. Les Croates, par contre, sont catholiques et emploient l'alphabet latin pour écrire une même langue et pour la parler également mais avec un accent différent. Leurs coutumes sont aussi les mêmes.

C'est donc un seul peuple que seule la religion sépare et les deux peuples possédaient dans le passé chacun son état indépendant et son histoire propre.

En ce qui est des Slovènes ceux-ci sont également catholiques se servant de caractères latins pour écrire, ayant eu leur état indépendant comme leur propre histoire. Leur langue diffère quelque peu du serbo-croate sans cesser toutefois d'être compréhensible aux Serbes et aux Croates.

Les trois peuples réunis composent la race yougoslave; c'est pourquoi on aurait dû donner au nouvel état formé le nom de « Yougoslavie ». Si ce nom n'a pas été adopté c'est bien la faute des dirigeants des peuples précités, qui à la naissance du nouvel état lui ont donné le nom qu'il porte, mais cette faute, tout porte à le croire, sera réparée dans l'avenir, selon le vœu de la jeune génération. Si l'on veut bien nous le permettre, au cours de cette thèse, nous adopterons la dénomination « Yougoslavie » pour abréger ce nom de Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le nouvel état une fois formé, deux questions capitales se posaient : apporter au peuple une nouvelle Constitution; — résoudre la Réforme agraire.

La première question a disparu de l'ordre du jour, car le 28 Juin de l'année en cours (1921) l'Assemblée Nationale a voté la Constitution sur laquelle le Prince-Régent a prêté serment, en foi de quoi la dite Constitution est entrée, ce jour même, en vigueur.

Mais un autre problème infiniment plus difficile à résoudre se pose encore. C'est la Réforme agraire. Cette solution est d'autant plus difficile que en Yougoslavie fonctionnent actuellement trois régimes politico-agraires alors qu'il n'en faudrait qu'un seul établi sur une base tout à fait moderne et démocratique et répondant surtout aux besoins du présent. Ayant choisi comme sujet de thèse cette question extrêmement délicate, nous savions à l'avance que nous nous heurterions à des difficultés sans nom, car aussi bien dans l'ancienne petite Serbie, qu'en Yougoslavie l'absence de toute littérature y afférente est totale. A notre grand regret nous avons constaté même que dans les grands états modernes très pauvres sont les sources où nous aurions pu puiser les éléments nécessaires à notre documentation.

Conscient de toutes ces difficultés, nous nous sommes malgré tout cramponné à notre sujet parce qu'il nous paraît d'un intérêt capital et parce qu'aussi, à notre connaissance, il n'a pas encore été traité en langue française ou tout au moins on n'en trouve trace dans la littérature française.

Afin de mieux présenter le régime politico-agraire actuellement en vigueur en Yougoslavie, nous croyons

utile d'examiner d'abord ce régime tel qu'il a fonctionné au moyen âge dans l'Empire Serbe, et le régime agraire au temps où les Turcs régnaient sur les contrées Serbes dans les Balkans.

Le Régime Agraire de la Serbie du Moyen-Age

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I^{er}

La Propriété.

La Propriété de la Serbie au moyen-âge se divisait en quatre catégories :

- 1) Les Domaines du Roi ou de l'Etat;
- 2) Les Bachtiné ;
- 3) Les Proniyé;
- 4) Les Domaines de l'Eglise.

Le domaine du Roi ou de l'Etat proprement dit était celui qui se trouvait en dehors des bachtiné et des proniyé, car en réalité à cette époque toutes les terres étaient considérées appartenant à l'Etat ou au Souverain, toutes celles qui portaient revenus étaient dites impériales et les souverains en pouvaient disposer à leur gré en toute propriété, les vendre ou les donner.

Sous le nom de « *bachtina* » on désignait un bien héréditaire. Ces derniers se répartissaient en deux groupes : les *bachtiné* seigneuriales ou indépendantes et les *bachtiné* assujetties ou dépendantes.

Les *bachtiné indépendantes* étaient exemptes de toutes charges et le possesseur de ces *bachtiné* (le seigneur ou la tribu) était tenu, en cas d'hostilités seulement de se mettre, lui et son cheval, à la disposition du souverain et de combattre dans les rangs de l'armée impériale en qualité de chef.

Les *bachtiné assujetties* ou dépendantes étaient grevées de certaines charges redevables au seigneur-chef de tribu. Les possesseurs de cette catégorie étaient également astreints aux obligations militaires envers le souverain et payaient régulièrement certaines redevances, la dime « *déssetak* » et le « *kharatch* », alors qu'ils étaient exempts de toutes redevances extraordinaires et de toutes corvées.

Ces dernières *bachtiné* se subdivisaient à leur tour en trois catégories : les *bachtiné* échues en héritage, celles faisant l'objet d'acquisition et en dernier lieu, les *bachtiné* dotales.

Les *Proniyé* sont des terres données par le souverain en récompense des services rendus en temps de guerre ou des mérites acquis dans le service administratif. Les *proniyé* n'étaient pas données en toute propriété, mais le souverain concédait au *proniyar* une partie de ses droits de suzeraineté sur ces terres.

Indépendamment de toutes ces terres il en existait

encore un groupe que composaient les *Domaines de l'Eglise*. Ces terres étaient entièrement indépendantes, n'étaient astreintes à aucune obligation militaire mais en revanche les Eglises et Monastères ne possédaient pas sur elles des droits de disposition illimités. Les droits de ceux qui y habitaient étaient au contraire limités et spécialement déterminés par des ordonnances souveraines, ce qui leur donnait une certaine analogie avec les *bachtiné* d'un côté, comme avec les *proniyé* d'un autre côté.

Les *proniyé* faisaient parfois l'objet de dons faits par les chefs de grandes tribus (le souverain n'en avait pas l'exclusivité) et de ce fait, elles se subdivisaient, à l'instar des *bachtiné*, en indépendantes et assujetties ou dépendantes selon que les bénéficiaires les tenaient du souverain même ou du seigneur.

Les *bachtiné* et les *proniyé* se distinguaient entre elles non par les charges dont elles étaient grevées mais par ce fait que les *proniyé*, à l'encontre des *bachtiné*, n'appartenaient pas en propre au détenteur et ne pouvaient se transmettre par héritage.

Les souverains pouvaient distribuer les *bachtiné* comme les *proniyé* tout à leur gré et les reprendre de même.

Les possesseurs de *bachtiné* se nommaient « *bachtiniks* », ceux des *proniyé* « *proniyars* », les uns et les autres étaient nobles, seigneurs. Ceux qui habitaient les terres des seigneurs se répartissaient en « *méropakhs* » et en « *otroks* ».

Les historiens serbes ne sont point d'accord sur la condition du *méropakh*, s'il était cultivateur libre ou non. S. Novakovitch prétend que les *méropakhs* étaient des agriculteurs qui vivaient sur les grands domaines des souverains, des églises et des seigneurs et qu'ils étaient propriétaires des terres qu'ils cultivaient. Komadinitch en doute et pense au contraire que le *méropakh* n'était pas un cultivateur entièrement libre. Le Code de Douchan (1) accorde aux *méropakhs* certains droits en les limitant excessivement, car l'art. 67 du dit Code dit « que rien ne peut leur être enlevé en dehors de la loi », par contre la même loi les confond avec les *otroks* et l'art. 83 lie le *méropakh* à la terre qu'il habite; tout porterait donc à croire que la situation du *méropakh* était analogue à celle du tenancier en France.

Les *méropakhs* se divisaient en *bachtinski* (habitant les *bachtiné*) et en *proniyarski* (habitant les *proniyé*).

L'art. 68 du Code de Douchan règle le travail du *méropakh* comme suit: Il doit travailler deux journées par semaine pour le *proniyar*, il lui doit la dime, redevance impériale, une journée par semaine il doit faucher le foin et s'il est possesseur (le *proniyar*) de vignoble, une journée de travail dans les vignes.

(1) Le code de l'Empereur Douchan, le plus grand et le plus vaillant souverain qui ait régné sur tous les Balkans dans la première moitié du XIV^e siècle, parce qu'il avait soumis les Byzantins et les Bulgares et partant pour la conquête de Constantinople il fut empoisonné, sous les murs de cette ville par les soins de sa propre femme qui était d'origine byzantine.

A défaut de vignoble, cette journée est due et est consacrée à tous autres travaux. Le Code visé mentionne seulement le travail du *méropakh* à effectuer dans les *proniyé*. Quant aux *bachtiné* il n'en est pas question. Il semblerait donc que le travail du *méropakh* dans les *bachtiné* était régi uniquement par le Code coutumier.

Les historiens prétendent également que les *méropakhs* avaient une prédilection pour les terres appartenant à l'église, ces dernières entraînant au minimum de charges, exemptant du service militaire et les juridictions locales y étant plus clémentes à leur égard que sur les terres des seigneurs.

Les travaux auxquels les *méropakhs* étaient astreints dans les *bachtiné* et les *proniyé* étaient stables, permanents, mais les privilèges royaux suscitaient parfois des travaux temporaires. Tous ces travaux restaient cependant d'ordre agricole et comportaient le labour, l'ensemencement, le fauchage, la fenaison, la moisson. A ceux-ci venaient s'ajouter cependant des travaux d'ordre militaire tels que pansement des chevaux, entretien des fauconneries, des chenils, construction de fortification et autres.

Plus rare étaient ces travaux où le *méropakh* travaillait pour un seul seigneur ou bien où tous travaillaient ensemble sur un même ouvrage.

La seconde classe de la population asservie était composée « *d'Otroks* », véritables esclaves constituant la chose de leur maître, ce dernier ne respectant ni

la propriété, ni l'individualité pas plus que la vie de ses serfs.

Le maître pouvait céder son *otrok* à un tiers ou bien le vendre, de même qu'il cède ou vend son bien. En vertu de l'art. 17 du Code de Douchan, toutes classes de la société avaient droit de recourir à la justice du souverain, seul l'*otrok* en était privé, parce qu'il était paria, dépourvu de tout : il était l'esclave.

En vertu de ce même Code l'*Otrok* pouvait être libéré uniquement par le seigneur, l'épouse ou le fils de celui-ci.

Komadinitch suppose que les *Otroks* constituaient un élément ethnique complètement étranger aux Serbes, sorti des rangs du peuple asservi, et ces arguments nous semblent les plus probants, aussi y aurons-nous recours le plus souvent, et le plus volontiers possible dans le courant de notre exposé.

D'après l'art. 67 du Code de Douchan, il existerait une certaine égalité entre les *Otroks* et les *méropakhs* au point de vue juridique dans les villages qu'ils cohabitent et Novakovitch ne prétend-il pas qu'ils possédaient même leurs terres propres qu'ils cultivaient. Ceci porterait à croire qu'il existait des *Otroks* qui possédaient des terres et d'autres qui ne possédaient rien.

Les historiens serbes ne sont pas d'accord sur ce point. Quant à nous, nous serions tenté de croire, ce qui d'ailleurs n'a rien d'in vraisemblable, que certains *Otroks* recevaient de leur maître, en échange de

loyaux services ou des mérites exceptionnels, quelque lopin de terre, circonstance qui ne modifiait en aucune façon leur condition, leur état civil, vu qu'ils continuaient à rester des parias, c'est-à-dire qu'ils occupaient toujours le dernier échelon de l'échelle sociale.

Au point de vue de ses droits nous ne pouvons mieux comparer l'*Otrok* qu'au *Servus Mancipius*.

En ce qui concerne le droit de succession dans la noblesse serbe, les termes du Code Douchan en sont tout à fait confus. L'art. 100 nous dit : « Lorsque le seigneur meurt, son cheval et ses armes reviennent à l'Empereur, mais le grand sautoir orné de perles fines et son ceinturon c'est le fils qui en hérite ». Tout porte à croire que la succession était régie par le Droit Coutumier. L'histoire nous affirme qu'à la mort du souverain c'est toujours son fils aîné qui recevait la couronne; les *bachtiné* et les biens se partageaient tous les fils du souverain décédé. De même lorsqu'un seigneur décédait ses fils se partageaient les biens.

L'organisation économique des domaines féodaux se divisait, d'après Komadinitch, en trois parties :

1) La partie du seigneur que cultivaient les *méropakhs* et les *otroks*;

2) Les *bachtiné* soumises des paysans avec droit de culture transmissible aux héritiers et

3) La partie commune qui comprenait les pâturages et les forêts.

Jusqu'au début du XIV^e siècle le bétail constituait la principale richesse des seigneurs comme aussi

celle des paysans. Quant à l'agriculture elle ne laissait que trop à désirer. Mais à partir de l'époque mentionnée l'agriculture entre dans une phase de progrès, ses produits trouvent un débouché dans les villes côtières de l'Adriatique, notamment à Doubrovnik (Raguse), ville florissante par excellence qui trafiquait non seulement avec les Balkans mais qui entretenait des rapports avec de nombreux autres pays. Il semblerait qu'à cette époque l'échange des produits s'opérait sur une plus vaste échelle que le négoce même, et si l'on en croit l'historien Novakovitch la pénurie fiduciaire à cette époque était si grande que les diverses amendes étaient payées non en espèces mais en bœufs qui à cette époque possédaient une valeur énorme.

Au temps de l'Empereur Douchan (1) les relations commerciales avec les ports de l'Adriatique devenaient de plus en plus prospères, rivalisant avec le luxe qui s'implantait à la Cour dans toutes ses manifestations et qui atteignait du même coup également toute la noblesse. Les exigences devenaient excessives et pour les couvrir, d'immenses revenus étaient nécessaires. C'est pourquoi des chartes royales instituent sur les marchés où se vendent le bétail et les divers produits du sol certains monopoles au profit du roi et de la noblesse.

Voici comment. On procède tout d'abord à la vente du bétail et des produits provenant des domaines du

(1) Première moitié du XIV^e siècle.

Roi, puis de ceux tirés des domaines seigneuriaux, enfin de ceux élevés ou récoltés sur les biens des populations soumises. Ce commerce prend de plus en plus d'extension et ne se borne plus aux ports de l'Adriatique, mais s'étend également à l'étranger, augmentant les revenus tirés du bétail, et des produits agricoles et augmentant davantage encore le goût du luxe à la Cour et dans la noblesse qui à cette époque déjà affectait le caractère de la féodalité. Cette noblesse féodale chasse de plus en plus les *méropakhs* de leurs terres en s'en emparant et en s'appropriant les revenus qu'ils en tiraient.

Bien qu'à cette époque la Serbie accuse un progrès dans l'ordre économique, la situation des classes soumises s'aggrave, car non seulement les seigneurs féodaux frustrent les *méropaks* de leurs biens mais portent encore atteinte à leurs droits individuels, dans le sens restrictif s'entend.

A cette époque la jouissance du Pouvoir Central décroît alors que l'on voit grandir celle du pouvoir féodal qui s'empare aussi du pouvoir judiciaire sur ses *bachtiné* et ses *proniyé* de même que sur toutes les populations courbées sous son joug.

Nous avons déjà dit que cette époque marque l'aube d'un grand progrès économique en Serbie et que les conditions agraires auraient certainement pris une autre orientation dans la suite des temps si l'invasion turque dans les Balkans et en Serbie plus particulièrement n'en avait entravé le cours.

Dans le chapitre qui va suivre nous allons examiner quel a été le régime politico-agraire au temps de la puissance ottomane.

CHAPITRE II

Le Régime politico-agraire de la Serbie sous la Domination des Turcs

A la fin du XIV^e siècle les Turcs commencent leurs invasions en Europe en s'emparant progressivement des Balkans tant qu'au commencement du XV^e siècle ils n'en deviennent pas complètement les maîtres. Nul ne l'ignore la puissance de la Turquie et la renommée de l'héroïsme de ses soldats ainsi que celle de ses conquêtes résident principalement et exclusivement peut-être dans la foi mahométane.

L'islamisme n'a pas seulement influé sur le courage des soldats mais il a aussi joué un rôle prépondérant dans la vie administrative, agissant sur les relations juridiques non sans atteindre les conditions politico-économiques du pays.

Le premier commandement du Coran dit : « La terre est à Allah » et le Sultan n'est que le remplaçant d'Allah sur la terre. Du moment que le Sultan est la personnification de l'Etat, la terre appartient à l'Etat. Il revient à dire que tout le territoire composant les pays conquis appartenait à l'Etat. Un manifeste du Sultan Mourad, lancé lors de la prise de Salonique (1).

(1) Ainsi s'exprime le chroniqueur turc Sadédine.

confirmerait bien cette opinion. Mourad proclame son manifeste qui dit entre autre : « L'armée se livrera au pillage. Les hommes, femmes, petits garçons et filles, l'or, l'argent resteront acquis à l'armée; le Sultan conservera pour lui la ville avec les maisons vides ». Sans nul doute la politique ottomane tendait à l'accaparement de la terre formant tout le territoire conquis. Les historiens prétendent par contre que l'administration ottomane maintenait les propriétaires qu'elle avait dépossédés sur ces terres frustrées, qu'ils cultivaient de père en fils et la suzeraineté du Sultan s'exerçait sous la forme de perception d'un tribut (*baït-oul-mal*) et la propriété réelle du Sultan, notamment de l'Etat, s'étendait uniquement sur les terres qui avaient appartenu auparavant à l'Etat ou qui avaient été abandonnées par leurs propriétaires.

Une *fétva* datant du règne du Sultan Soliman I^{er} (1516 à 1567) fait bien ressortir ce fait; elle dit : « lorsqu'un Sultan fait la conquête d'un pays et qu'il le partage entre les conquérants ayant fait la guerre à ses côtes, ces derniers lui doivent une redevance s'élevant au 1/10 du rendement de ces terres reçues en partage, les 9 autres dixièmes appartiennent au possesseur de ces terres et aux travailleurs (*à la raya*) (1) qui cultivent ces terres.

Dans le cas où lors d'une conquête les propriétaires primitifs renient leurs terres et déclarent ne plus

(1) *La Raya* constituait l'élément serbe subjugué que les Turcs désignaient sous ce nom.

vouloir y séjourner ni travailler sous les ordres du nouveau maître qu'il avait plu au Sultan de leur imposer, ceux-là se classaient dans la seconde catégorie pour le versement de la redevance que l'on désignait sous le nom de *Kharatch* (*erazi Kharadjîé*). Ce *Kharatch* était perçu soit en espèces soit en nature (*kharatch moukhacilé*). Le taux de ce *Kharatch* n'était pas fixe; il variait suivant la fécondité du sol sur lequel il était prélevé et pouvait atteindre la moitié de la production d'un terrain, bien entendu les terres de cette catégorie étaient peuplées uniquement de mécréants, (1) non-musulmans, autrement dit d'une population soumise exclusivement. Le *Kharatch* était perçu par le propriétaire de la terre qui portait le nom de *spahi* et dont nous parlerons ultérieurement.

Pas plus le *spahi* que le serf qui cultive la terre affermée n'avaient le droit de la vendre, vue que, nous l'avons déjà dit par ailleurs, le sol appartenait au Sultan, à l'Etat.

Une *fetva* de Sélim II disait que les terres comprises dans les limites de l'Empire des Osmanlis ne sont ni « *dessetinské* » ni « *kharatchké* », c'est-à-dire qu'elles ne sont soumises ni à la dime ni au *kharatch*, qu'elles appartiennent à l'Etat et qu'elles ne constituent qu'un bien non exclusif mais usufruitier au bénéfice de l'exploitant.

Un recueil de lois qui a été publié au XVI^e siècle

(1) Les Turcs réservaient ce nom de *mécéréants* à tous les peuples qui ne professaient pas la foi de Mahomet.

sous le titre de « *Mouletka* » cite comme propriété privée les biens meubles, les maisons, bâtiments (granges, hangars), vergers et vignobles sis dans les villes ou les villages. Tout le reste du territoire ne rentre pas dans la propriété privée mais se confond avec tout le reste des terres non cultivées sous la désignation de Domaines de l'Etat.

On voit clairement de ce qui précède que d'après l'organisation financière les terres dans les contrées serbes soumises à la domination turque se divisaient en terres grevées de la dime (*dessetinské*) et en terres grevées du kharatch (*khàratchké*). Une telle division ne nous éclaire pas sur la différence qui existe au point de vue du droit de la propriété, mais simplement au point de vue des redevances dues à l'Etat.

Mais bien qu'au point de vue juridique la terre était considérée comme faisant partie du domaine de l'Etat, en réalité elle se trouvait aux mains des seigneurs terriens (spahis).

L'Etat garantissait aux agriculteurs le droit de culture sur le terrain, mais le seigneur avait la libre disposition des récoltes moyennant une redevance qu'il payait au Sultan.

Pour intenter une action judiciaire quelconque concernant la terre, l'agriculteur (le paysan) devait en avoir l'autorisation de son seigneur.

Tout nous prouve donc que le régime économique qui, au Moyen-Age, fonctionnait dans les contrées féodales serbes jusqu'à l'invasion turque n'a nullement

modifié la condition de l'agriculteur, par contre, au point de vue juridique sa condition a sensiblement changé.

Les terres connues au temps de la féodalité serbe sous la dénomination *proniyé* ont été maintenues sous le régime ottoman avec droit de culture transmissible par héritage, par les possesseurs précédents, du régime précédent. Mais les *bachtiné* ont été complètement abolies, vu que le Coran ne reconnaissait pas la propriété privée. D'autre part nous savions pourtant que dans la Serbie médiévale la *bachtina* était un bien héréditaire.

Dans la législation ottomane il est question de *bachtiné* mais ce ne sont nullement ces *bachtiné* héréditaires qui existaient au Moyen-Age en Serbie; ces *bachtiné*-là sont des terres que les Turcs accordaient par privilège à la *raya* et dont elle n'était qu'usufruitière avec droit d'hérédité transmissible et non propriétaire avec droit d'hérédité.

Cette politique agraire à maintenu une telle situation en Turquie jusqu'au commencement du XVI^e siècle. Jusqu'à cette époque la puissance de la Turquie était sans bornes, sa domination s'étendait de plus en plus sur les peuples qu'elle pliait sous son joug; le pouvoir du Sultan était tout puissant et illimité, et il l'étendait sur tous les pays conquis qu'il avait rattachés à son empire. Mais après la défaite qu'infligèrent aux Turcs les Polonais, sous les murs de Vienne, la puissance de la Turquie commence à

décliner, non seulement qu'elle ne présente plus aucun danger comme puissance conquérante, mais elle se montre incapable de maintenir ses conquêtes antérieures.

Une telle situation se prolonge jusqu'au XVIII^e siècle et entame le XIX^e siècle même.

La Turquie devient le théâtre de troubles fréquents.

Certains Pachas, en qualité de gouverneurs de province refusent obéissance au Sultan et s'arrogent l'omnipotence pour gouverner à leur gré. Ceci amène des fluctuations dans la valeur de la monnaie qui décroît terriblement dans les contrées restées fidèles au Sultan. Les revenus des seigneurs terriens diminuent et pour y remédier ils multiplient leur exigences auprès des serfs à leur merci nonobstant le mécontentement qu'ils créent dans leurs rangs.

Pour enrayer cet état de choses, le Sultan Abdul-Médjid lance, le 3 novembre 1839, le fameux hatiché-rif de Djoulkhan qui annonce une réorganisation complète de la politique agraire ottomane en même temps qu'une réforme administrative radicale de la Turquie.

Les réformes annoncées par l'acte ci-dessus étaient les suivantes: la répartition des impôts suivant la fortune de chacun, l'égalité de tous devant la loi, la fixation de la durée du service militaire, le contrôle des dépenses militaires, la publication des jugements rendus, la suppression du monopole de l'Etat sur les biens immeubles, la liberté de transfert de ces der-

niers, la suppression du droit de confiscation par l'Etat.

Tirons de ce hatichérif un passage qui se rapporte spécialement à la propriété et qui est ainsi conçu :
« Chacun pourra posséder des biens de quelque nature
» que ce soit, qui lui seront propres et dont il pourra
» disposer en toute liberté sans la moindre entrave
» de la part de qui que ce soit.

» Il est indispensable que chacun soit, dès à présent, imposé proportionnellement à sa fortune et
» selon ses capacités, Outre cela il ne devra rien à
» personne et nul ne pourra rien lui réclamer. Ces
» mesures sont générales et s'appliquent à tous nos
» sujets sans exception, quelle que soit la foi que
» chacun d'eux professe ou la secte à laquelle il
» appartient. Sécurité pleine et entière est assurée à
» tous les habitants en ce qui concerne leur propre
» vie, leur honneur et la propriété ainsi que l'exige
» Notre Loi Chérifienne ».

Par cet acte la Turquie officielle a pour la première fois depuis la création de l'Empire des° Osmanliô reconnu la propriété foncière privée et pour la première fois elle a également reconnu l'égalité entre les musulmans et les non-musulmans.

Tous ceux qui auparavant avaient eu la jouissance de la terre ne la possédaient plus. C'étaient les seigneurs terriens, les spahis et la raya privilégiée qui avait la jouissance des *bachtiné*. A présent tous pouvaient

acquérir des biens personnels, privés, les musulmans au même titre que les chrétiens, la raya.

La suppression des spahis ne s'opéra pas immédiatement et également sur tous les points du territoire impérial; elle dépendait des autorités locales et de bien d'autres circonstances et ce n'est qu'en 1864 que la suppression définitive s'accomplit. Les spahis n'existaient plus. En compensation ils avaient tous reçu une rente viagère. D'après les données historiques c'est à cette époque que remonte la création des plus vastes domaines fonciers qui existent encore de nos jours, car le plus grand nombre de titres de propriété et de documents ruraux datent de cette époque.

Quoi qu'il en soit jamais le hatichérif en question n'a été exécuté selon les termes. Au contraire la spoliation devint en honneur chez les Turcs. Ils s'approprièrent de force terres et biens au détriment de la population chrétienne, obligeant celle-ci à leur reconnaître tous les droits sur telle ou telle autre terre convoitée, et c'est ainsi qu'on est arrivé à la création de ces domaines immenses à l'ombre du hatichérif et à force de spoliation, de coercition, de violence et de brigandage. Les autorités et les tribunaux ottomans n'avaient aucun moyen ni pouvoir pour s'opposer à cet état de choses et force leur fut d'homologuer tout acte illicitement acquis par ces brigands et de lui donner une valeur légale.

La Révolution Jeune-Turque de 1908, qui a proclamé la liberté et l'égalité, a aboli seulement quelques vesti-

ges de la dépendance féodale et certaines obligations personnelles, de corps. Elle a aboli notamment la corvée (*koulouk*) dont bénéficiaient les begs, et les travaux obligatoires, l'hospitalisation du beg lorsqu'il se rendait dans ses domaines.

Elle n'a cependant amélioré en rien la situation économique de l'agriculteur; tout au contraire, la colonisation des domaines ruraux de l'Etat par les « *Moukhdjers* » a restreint la superficie arable au grand préjudice des cultivateurs autochtones. Cette colonisation tendait à l'extermination du peuple serbe économiquement comme nationalement.

Jusqu'à présent nous avons examiné le régime politico-agraire qui fonctionnait en Turquie. Voyons maintenant quels étaient les droits et la véritable situation des seigneurs qui exerçaient leur pouvoir sur le sol, les spahis, ainsi primitivement appelés qui sont devenus les « *Tchitlouk-Sakhibiyé* » et quelle a été la situation économique et légale des agriculteurs qui travaillaient sur leurs biens.

Le spahi et le tchitlouk-sakhibiya.

Le spahi recevait du Sultan des terres en récompense pour des services rendus dans l'ordre militaire. La superficie de la terre était proportionnée à l'étendue du mérite et le Sultan faisait généralement don au spahi de cette terre même à la conquête de laquelle celui-ci avait participé. Le territoire reçu par le spahi portait le nom de « *spahilouk* » c'est pourquoi le possesseur prenait le nom de *spahi* ou *spahiya*.

Les *spahilouks* se divisent en :

Timars avec un revenu inférieur à 20,000 aspres (800 fr.) et en *Ziyamets* dont le revenu dépassait 20,000 aspres. « Ainsi l'on voit, prétend Komadinitch, que les spahilouks se distinguaient entre eux non par leur étendue mais bien par les revenus que l'on en tirait. Ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut, le spahi ne recevait pas ce spahilouk à titre de bien personnel et privé, il en avait seulement la jouissance ce qui lui donnait quelque analogie avec les *proniyé* du moyen-âge qui existaient en Serbie.

Le spahi qui recevait la terre en don du Sultan était tenu de se rendre au premier appel de l'Alay-beg, de prendre rang dans l'armée à la tête d'un nombre déterminé d'hommes dont il devait assurer lui-même la subsistance, qu'il devait cantonner (!) sur les biens à lui concédés et en cas de non exécution de tous ces engagements il perdait la jouissance des spahilouks.

Il était interdit au spahi de vendre le spahilouk ou d'en faire don, vu que le spahilouk était propriété de l'Etat; il ne pouvait davantage prétendre à la totalité des revenus mais à une partie seulement.

Les historiens dont les opinions divergent sur ce point se demandent si l'Etat a concédé au spahi le droit de perception de l'impôt ou bien l'impôt lui-même.

Le D^r Nintchitch, par exemple, nous dit, que l'impôt était acquis au spahi en totalité; d'autres écrivains

par contre affirment que les spahis émargeaient au Trésor. Ce serait le Sultan Soliman qui aurait remplacé ces émargements par la perception de l'impôt. Ceci confirmerait l'opinion qu'il était permis aux spahis de prélever un impôt supérieur au dixième prescrit par la loi. Komadinitch croit qu'au début des conquêtes turques les spahis retenaient la totalité des revenus et ce n'est qu'à partir du XVI^e siècle qu'ils commencèrent à percevoir l'impôt pour le compte de l'Etat et non pour leur propre compte. D'après certains documents en 1567 la Turquie d'Europe comptait 55,000 spahilouks et si ceux-ci avaient détenu tous les impôts, les revenus du Trésor ne se seraient certainement pas montés à cette époque à 1 million de ducats prélevés à titre d'impôt personnel et à 200,000 ducats d'impôt foncier. Nintchitch dit : « bien que les spahis, d'après leurs fonctions, n'égalassent pas la noblesse féodale de Etats chrétiens, ils constituaient néanmoins une sorte d'aristocratie de l'épée ».

Quoique le spahilouk ne constituait pas un bien personnel, les attributions du spahi y étaient multiples et son pouvoir effectif. Voyons ce qu'elles étaient ces attributions, toujours d'après Nintchitch.

Le terrain que l'agriculteur (*la raya*) n'aurait pas cultivé pendant 3 années consécutives, le spahi avait le droit de le concéder à un autre pour le cultiver. C'est ce qu'on nommait « *Tessarouf* ».

Toute la terre qui se trouve entre les mains de la

raya ne peut être ni vendue ni concédée à un tiers sans l'assentiment du spahi.

Le spahi pouvait raser la maison du cultivateur si celui-ci l'avait construite sans son autorisation.

Le cultivateur désertait-il sa maison, sans le consentement de son seigneur, et laissait-il ses champs incultes une saison durant, tout un été, il perdait alors ses droits sur la maison comme sur la terre; le spahi pouvait l'en déposséder, y installer un remplaçant et lui délivrer des titres de propriété qui l'y fixaient légalement.

Mais l'absence aura-t-elle été préalablement consentie, alors le spahi est impuissant et toute action contre l'absent est interdite.

Les autorités ottomanes tenaient un registre, une sorte de cadastre où figuraient les noms des propriétaires fonciers avec la désignation et l'étendue de leurs biens. Nul ne pouvait prétendre que sur les terres inscrites à son nom au registre, si d'aventure le spahi trouvait à quelqu'un plus de terre qu'il n'en possédait selon le registre, il pouvait le déposséder de l'excédent au profit d'un tiers de son choix.

En cas de décès, le spahi transférait les biens du défunt à la descendance la plus proche du décédé.

Si un cultivateur né dans un spahilouk, se réfugie dans un autre, et que le premier spahi le découvre dans un délai de 10 ans, il a le droit de le ramener par contrainte à son spahilouk; au cas où le fugitif n'aurait pas été inscrit chez un autre spahi, il peut

être restitué avant la prescription qui est de 30 ans, à courir du jour de la fuite. Le délai de restitution des paysans au spahilouk était généralement de 10 ans au maximum. Ce délai passé et la réintégration n'ayant pas eu lieu, le paysan en question était passible d'une amende le « *tchift-bozane* » qui devait être payée en dédommagement des champs abandonnés, dans un délai maximum de 15 ans. De cette façon un fugitif, repris par la suite devait, 15 années consécutives durant, payer ladite amende aux deux spahis.

Tels étaient les droits du spahis conférés par la loi mais dans la pratique ils étaient plus tyranniques encore.

Les historiens ne savent pas au juste si les spahis détenaient le pouvoir judiciaire comme au temps de la féodalité en Occident. Nintchitch nous dit bien : « Aucun texte de loi ne conférait ce droit au spahi ; mais il paraît évident que lorsque la puissance du Sultan commença à faiblir, à dater du XVI^e siècle, les spahis s'arrogent le pouvoir dans une certaine limite, sans le moindre égard à la loi. C'est ainsi que leurs droits sur la terre et la population soumise prévalaient sur ceux de l'Etat même. On peut donc en déduire que le pouvoir judiciaire féodal se trouvait bien entre leurs mains non de par la loi mais bien par la force des coutumes. On sait pertinemment que c'est de cette manière que les spahis astreignaient leur serfs à la corvée. La *raya* pratiquait la corvée pour le spahi en même temps que pour l'Etat, elle construisait les rou-

tes, cultivait les terres, coupait le bois dans la forêt et le ramenait et indépendamment de tout cela, chaque chef de famille Serbe devait envoyer sa femme ou sa fille au château du spahi pour aider à l'entretien de la maison et surveiller les enfants.

Quand le spahi se rendait au village, les paysans devaient sortir à sa rencontre, lui faire escorte et l'hospitaliser dignement. Disons en passant que le spahi n'habitait jamais son spahilouk mais bien toujours en ville; il dirigeait son domaine par l'entremise de « *Soubachas* ». Le spahi n'était donc pas seulement un administrateur au service du Sultan et un percepteur d'impôts, mais ses attributions paraissaient très analogues à celles des seigneurs féodaux de l'Occident.

Au début les spahis relevaient directement du Sultan, plus tard ils furent soumis aux « *Pachas* » et aux « *Alay-begs* ». Comme l'Empire ottoman et le pouvoir du Sultan étaient tout puissants et toujours croissants jusqu'au XVI^e siècle, telle était aussi la puissance des spahis jusqu'au XVI^e siècle.

A dater de là, les *pachas* s'immiscent dans leurs affaires, mettent la main sur les spahilouks, les vendent aux plus offrant. Le spahilouk devenait donc un bien purement négociable, que tout le monde pouvait acquérir et non une faveur accordée pour des mérites acquis dans l'armée. Cette circonstance en multiplie considérablement le nombre. Nous avons déjà eu l'occasion de voir que l'on comptait dans les Balkans,

d'après un document datant de 1567, 55,000 spahilouks et au XVIII^e siècle, écrit l'historien Ranke, on en comptait 132,000. Du moment que le nombre de spahilouks augmentait il est évident que l'étendue de chacun d'eux diminuait, partant, les revenus du spahi baissaient et pour les augmenter ils pressuraient nécessairement le pauvre paysan soumis, bien heureux encore lorsqu'ils ne le frustraient de son bien en fabriquant de nouveaux titres de propriété. Lorsqu'à la fin du XVII^e siècle on cesse de tenir registre pour les spahilouks, les spahis n'ont plus aucune retenue, on ne les compte plus les abus qu'ils commettent.

Les spahis tendent à devenir, par n'importe quel moyen, les propriétaires légaux de leurs biens; mais à la même époque les Sultans ottomans préparent une organisation moderne de l'armée telle que possède l'Occident et dont les spahis deviennent les victimes. Comme nous l'avons déjà dit, le hatichérif de Djoulkhan a aboli les spahis en Turquie, et en 1864 on leur a assuré une rente viagère en compensation des biens perdus.

La seconde classe privilégiée de seigneurs terriens en Turquie était représentée par les « *Tchitlouk-Sakhibiyas* ». Novakovitch, historien serbe moderne, considère la position du *Tchitlouk-Sakhibiya* égale à celle du seigneur ou bachlinik, autrement dit du propriétaire foncier. Komadinitch rattache, par contre, cette catégorie de propriétaires à l'ordre plutôt économique que juridique. Ce n'est qu'à dater de la proclamation

du hatichérif de Djoulkhan que la propriété privée est reconnue en Turquie, tandis que les historiens font remonter l'origine des *tchitlouk-sakhibiyas* à une époque de beaucoup antérieure, du moment qu'ils constatent leur existence. Le *spahi* était donc une institution de droit public, le *tchitlouk-sakhibiya* une institution de droit privé.

Les terres des *tchitlouk-sakhibiyas* se nommaient « *Tchitlouk* ». Le *spahilouk* se transformait en *tchitlouk* non par la voie légale mais par la force et la contrainte. Le *spahilouk* ne pouvait être bien personnel tandis que le *tchitlouk* constituait la propriété du *tchitlouk-sakhibiya* avec droits de succession et de vente transmissibles. Cette transformation arbitraire de *spahilouk* en *tchitlouk* dépendait des autorités locales et beaucoup aussi de la résistance opposée par les paysans du lieu. Une résistance opiniâtre faisait naturellement échouer tout projet de transformation et de spoliation. Les écrits historiques de cette nature abondent relatant la tyrannie et les violences exercées par les Turcs sur les malheureux paysans révoltés.

Ranke, dans ces écrits, nous narre comment Algnibeg, de Zvornik, en Bosnie, faisant une tournée dans les villages serbes voisins, accompagné d'une forte escorte armée, par ses gens, faisait ligoter les hommes. Une fois qu'ils étaient en son pouvoir il leur arrachait un engagement écrit par lequel ils déclaraient lui avoir régulièrement vendu leurs terres. En possession de

tels engagements écrits, il se rendait alors sur les biens en questions et se proclamait sans autre forme de procès, *tchitlouh-sakhibiya* en y installant ses *soubachas*. C'est ainsi que naquirent la plupart des *tchitlouk-sakhibiyas*. L'ère la plus florissante en création de tchitlouks fut sans conteste cette période chevauchant sur les XVIII^e et XIX^e siècles, lorsque la puissance de l'empire central ottoman était déjà à l'agonie et aux fameux temps des janissaires.

Les historiens serbes nous affirment que la plupart des *tchitlouk-sakhibiyas* étaient d'anciens spahis qui, au mépris de la loi et à la force du poignet ont transformé la propriété en bien personnel.

Le *Tchitlouk-Sakhibiya* était le maître au point de vue juridique et économique, dans son tchitlouk, qu'il affermais avec droit de succession transmissible et sous certaines conditions. Il habitait au village dans son domaine, le « *tchitlouk* » ou le « *beglouk* » comme on l'appelait encore. Il y possédait sa « *Koula* » (château) et se trouvait en contact journalier avec ses serfs, circonstance néfaste pour ces derniers.

A l'instar du spahi il employait les paysans agriculteurs qui vivaient sur ses terres à toutes sortes de travaux. Au début, les paysans travaillaient pour le tchitlouk-sakhibiya (le beg), seulement durant la saison d'été et cela les jours fériés et aux frais du maître. Plus tard ils furent astreints à la corvée et durent travailler même l'hiver, même les jours ouvrables. Outre les travaux des champs, les cultivateurs de-

vaient abattre le bois pour le beg et le lui apporter à la maison, l'accompagner à la chasse et même se livrer aux divers travaux d'ordre domestique.

L'audace du tchitlouk-sakhibiya alla jusqu'à instaurer au tchitlouk, toujours arbitrairement, sa juridiction et des amendes en espèces; il s'avisa de percevoir l'impôt du tchitlouk qui égalait et souvent dépassait celui du spahilouk; de plus il percevait le neuvième du tchitlouk, c'est-à-dire le neuvième de toute la production agricole.

Ces agissements suscitaient auprès de la population serbe asservie une révolte toujours croissante jusqu'au jour où éclata enfin la révolution nationale dans la Choumadia (1) sous la conduite de Kara-George. Cela se passait en l'an de grâce mil huit cent quatre.

Jusqu'à présent nous nous sommes occupé des seigneurs tures, les spahis et les tchitlouk-sakhibiyas qui résidaient sur le territoire de la Serbie soumise. Examinons maintenant quels étaient les droits des populations serbes vivant sur les biens des seigneurs et leurs rapports avec ces derniers.

Les Tures désignaient donc les serbes asservis sous le nom de *raya*, ce qui en premier lieu signifie esclave; mais cet élément n'était pas uniformément égal au point de vue juridique. On divisait la Raya en deux classes: la raya privilégiée et celle ne jouissant d'aucun

(1) La Choumadia était la plus vaste et la plus riche province de toutes celles qui composaient l'ancien petit royaume de Serbie.

privilège, différence consistant uniquement dans les charges qui pesaient sur chacune d'elle.

La *raya* privilégiée s'acquittait des obligations militaires et remplissait encore d'autres obligations envers l'Etat moyennant quoi elle était exempte d'impôts extraordinaires; elle recevait de l'état des terres désignées sous le nom de *bachtiné* que celui-ci lui concédait avec des droits de culture indépendants et reversibles.

Komadinitch nous apprend que la *raya* privilégiée se subdivisait en 25 catégories, dites « *Taïfa* » dont il nous décrit les principales.

En premier lieu vient le *soldat*. Cette catégorie a été déjà créée par Monrad I^{er} en 1386. Entraient dans cette catégorie les habitants des provinces des Balkans et de Rhodope. Tous ces soldats étaient versés dans le train des équipages et servaient de valets, dans l'armée, auprès des cavaliers et des chevaux. Ils procédaient également aux travaux de fortification. Ils étaient exempts de tout impôt et s'ils possédaient plus de 100 moutons ils payaient 1 aspre par couple de mouton et s'ils cultivaient plus de terre que n'en renfermait leur *bachtina*, ils payaient l'impôt uniquement sur le surplus tout comme la *raya* non privilégiée. Ces soldats étaient également exempts de corvées. Leurs *bachtiné* ne pouvaient être ni aliénées ni morcelées. La *bachtina* constituait un bien héréditaire qui revenait en totalité au fils aîné. Le hatichérif de Djoulkhan ayant aboli cette catégorie, les soldats la com-

posant devaient racheter leurs *bachtiné* à l'Etat.

La seconde de ces classes était représentée par les « *Sokolari* » (fauconniers) en turc « *dogandji* ». Leur principale attribution était la chasse, l'entretien, l'apprivoisement et le dressage des faucons à l'usage de l'armée ou de la chasse impériale. Les *Sokolari* ne payaient ni le « *kharatch* » ni l'impôt servile et leurs *bachtiné* étaient exemptes de toute charge. S'ils possédaient plus de 200 moutons ils payaient alors un aspre par couple de moutons ; ils ne devaient aucune corvée ni autres charges, leurs frères et leurs enfants étaient également exempts du *kharatch* et de l'impôt servile.

La troisième classe comprenait les « *Martolozî* » qui étaient les gardiens des postes frontières « *Karaoulas* ». Ils payaient certaines redevances mais bien inférieures à celles que payait la raya non privilégiée. Ainsi pour un « *dounoum* » de terre, ils payaient 4 aspres.

Les « *Dérébendji* » formaient la 4^e classe et étaient préposés à la garde des défilés, des gorges dans les montagnes. Ils étaient à un certain point de vue, également exempts de l'impôt.

Venaient ensuite : les « *Madendji* » qui assuraient tout le travail dans les mines, ce qui leur valait certains privilèges par rapport à d'autres charges de l'Etat ;

La raya dite « *Serbestiet* » qui habitait les domaines privés du Sultan ou de l'Etat ;

Les « *Khassovtchani* » qui habitaient les contrées dites « *Khassoviné* » et qui ne devaient ni corvée ni autres obligations de corps mais qui payaient l'impôt impérial sur les terres. Ils ne donnaient pas le dixième de leurs récoltes ni le capital en espèces équivalent au dit dixième; par contre ils payaient l'impôt complémentaire sur la terre qui se nommait « *Spenza* ».

Les prêtres appartenaient aussi à la raya privilégiée.

Les terres de la raya privilégiée que l'on dénommait *bachtiné* ne constituaient pas sa propriété privée mais lui étaient concédées avec des droits de succession pour qu'elle les cultive. Seules les maisons qu'elle habitait lui appartenaient en toute propriété.

L'histoire nous démontre que depuis Soliman II la condition de ces malheureux a sensiblement empiré économiquement comme juridiquement; les uns succombent sous les exactions, on leur retire de nombreux privilèges et une grande partie de cette raya privilégiée, afin de conserver ses droits précédemment acquis, se convertit à l'Islamisme.

C'est en somme la raya privilégiée qui représentait la principale masse de la population. D'après la conception turque, c'était la véritable raya mécréante et ne jouissant d'aucun droit. Elle constituait cette population agricole qui habitait sur les biens des spahis. Elle n'était exempte d'aucune charge ni due au spahi ni à l'Etat. Si l'on en croit les historiens elle payait plus de 40 impôts divers.

En faisant abstraction de la condition purement ser-

ville qui était la sienne, cette raya a malgré tout conservé le plus vaillamment non seulement sa foi et ses coutumes mais même son patronymique serbe. C'est encore elle qui au début du XIX^e siècle, sous la conduite de Kara-George, ainsi que nous l'avons déjà dit, s'est soulevée contre les cruautés, les violences et les exactions turques. N'est-ce pas elle qui au moyen de canons fabriqués dans du cerisier a renversé la première l'Empire ottoman dans la Choumadia, plantant ainsi le premier jalon de l'affranchissement de la race yougoslave du joug étranger.

Ainsi nous venons de terminer l'exposé du régime politico-agraire de la Serbie au moyen-âge et sous la domination turque. Passons maintenant au régime agraire tel qu'il a fonctionné aux mêmes époques, dans le Royaume Yougoslave, régime actuellement soumis aux réformes.

Le Régime politico-agraire actuel en Yougoslavie

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I

En Yougoslavie fonctionnent actuellement trois régimes agraires : le régime agraire de l'ancien petit royaume de Serbie ; celui qui subsiste dans les contrées restées soumises aux Turcs, telles le Sandjak de Novi-Bazar, la Macédoine, une partie du Monténégro comme aussi la Bosnie et l'Herzégovine. Enfin le troisième régime agraire qui régit les contrées yougoslaves libérées du joug autrichien et détachées de l'Empire des Habsbourg morcelé.

Nous dirons, en premier lieu, quelques mots sur le régime de l'ancien royaume de Serbie et sa brève histoire.

Au commencement du XIX^e siècle, dans la province dite Choumadia, ainsi que nous l'avons déjà dit, éclata la révolution nationale et la lutte engagée entre l'ar-

mée impériale et le peuple serbe se poursuivait sans trêve. Comme cette province se trouvait éloignée du Pouvoir Central et de Constantinople, d'autre part que le Danube baignait ses rives et favorisait la complicité des états libres de l'autre rive qui approvisionnaient le peuple insurgé en armes et en munitions, le pouvoir central ottoman se voyait impuissant à étouffer le mouvement insurrectionnel, d'autant plus qu'il se sentait à bout et près de sa fin. Acculée et mise en demeure par la toute puissante Russie et quelques Etats occidentaux qui se sont engagés pour l'élément chrétien, la Turquie dut, au début du XIX^e siècle, reconnaître certains droits aux états chrétiens soumis à sa domination. C'est ainsi que les Serbes de la Choumadia furent dotés de certains privilèges économiques notamment celui de ne point tolérer les tchitlouk-sakhibiyé. Et effectivement dans cette région on ne voyait que des Spahis.

Lorsque à la faveur de quelques soulèvements, Kara-George affranchit plusieurs districts de la domination turque, il n'y avait point d'unité dans l'administration, car l'Etat n'existait pas encore. Le Droit coutumier régnait en maître. A ce moment les Turcs se défaisaient à vil prix de leurs biens sis dans ces contrées, ou les abandonnaient même afin de se soustraire à l'autorité chrétienne. Ces biens abandonnés, comme bien d'autres encore, les Serbes s'en emparaient à la faveur de la coutume turque qui voulait « que la terre soit à celui qui la travaille »,

D'ailleurs à cette époque on devenait propriétaire par la simple occupation ; cela s'explique et se justifie même du fait que la population dans ces contrées était clairsemée et assez rare, état causé par l'émigration des Turcs. Il y avait donc de la terre en surabondance.

Dans les régions où la population était plus dense c'est par la voie des tribunaux régionaux que l'on devenait propriétaire des terres turques abandonnées et ces tribunaux versaient l'argent, produit des ventes, à la caisse de l'Etat.

Grâce à son attitude héroïque, grâce aussi à la protection de la Russie, la Choumadia devient une principauté vassale, qui après plusieurs siècles d'esclavage est gouvernée par un prince serbe (Knez) reconnu par le Sultan et les Etats Européens, du nom de Miloch Obrénovitch.

Il dirige son état au moyen d'une organisation juridique et un arrangement économique louables. Le 26 Octobre 1833 est publié un hatichérif qui abolit les Spahis et leurs Spahilouks et qui remplace les obligations corporelles (?) par les impôts. La réforme politico-agraire est ainsi résolue de la façon la plus simple. Le hatichérif explique : que, jusque là la terre constituait des domaines appartenant aux Spahis ou était propriété privée mais que le hatichérif reportait les droits du Spahi sur le peuple serbe. Mais comme, d'après la loi ottomane, les droits de Spahi étaient liés à la personne (à l'individu) le nouveau Spahi — le peuple serbe n'était pas tenu de recon-

naître le Spahi précédent ni les titres de propriété qu'il avait délivrés, et comme les Turcs ne pouvaient posséder des terres que sur le territoire qu'ils habitaient, les biens des Spahis ou de l'Etat sis en dehors des lieux de résidence ont été purement abolis.

Seuls ont été reconnus propriétaires de biens ceux qui possédaient des titres de propriété en règle : des « Ispravés ».

La réforme agraire fondamentale a donc été apportée dans la Choumadia affranchie par le hatichérif du 26 Octobre 1833. Cet acte émanait de l'administration turque et abolissait les droits des spahis et des tchitlouk-sakhibiyés en conférant des droits de propriété foncière aux Serbes qui habitaient les spahilouks et les tchitlouks, dont ils étaient devenus les propriétaires libres.

Mais cette réforme avait subi des modifications et des additions de telle sorte que le 28 Juillet 1839 apporta une loi relative à la restitution des terres. D'après cette loi les tribunaux devaient statuer sur tous les litiges qui avaient surgi depuis 1816 relativement à la propriété foncière privée. Tout ce qui aurait été fait antérieurement à cette époque (1816) tombait en désuétude. D'après cette loi tous les titres relatifs aux terres qu'habitent les Turcs sont légaux et dûment valables.

De même, la loi proclame propriétaire du bien même les Turcs qui ne possèdent pas des titres de propriété mais qui habitent sur les terres dont ils vivent. Dans

la pratique ceci a été considérablement modifié car l'administration serbe ultérieure exigeait des preuves probantes, à l'aide de témoins ou de documents légaux la justification de propriété chaque fois qu'un Turc se disposait à vendre une terre prétendue sienné. Il devait en effet prouver que ce bien était véritablement sien, qu'il en possédait des titres légitimes et qu'il ne provenait pas de spoliation.

Lorsque les autorités administratives avaient une fois reconnu les droits du Turc sur sa propriété, elles lui donnaient le droit de la vendre.

D'après une résolution datant du 16 Décembre 1843, B. N. 1385 : « En cas de vente, les Turcs qui résident en Serbie sont tenus d'offrir, par la voie des tribunaux, la terre tout d'abord à celui qui l'habite. Les Turcs qui vivent hors de la Serbie ne peuvent pas faire cette offre directement. Il appartient aux autorités locales de la faire en leur place et lieu à ceux qui jouissent du bien en question ».

Les forêts et les marécages étaient proclamés bien national.

Ainsi la propriété foncière à cette époque s'acquerrait par la simple transaction ou par le seul fait de résidence sur les terres du Spahi, et aussi par l'occupation des terres libres, non occupées. Ce dernier moyen de possession par occupation était extrêmement incommode. Afin d'éviter les conflits qui surgissaient entre paysans le Code Civil serbe de 1844 art. 231 ordonne: « que seul le bocage (?) (loug) dont le gou-

vernement ordonne le labour, peut appartenir en toute propriété à celui qui l'aura cultivé ».

En 1878 la Serbie a agrandi son territoire de 4 nouveaux districts (départements), et après la guerre avec la Turquie et grâce à l'intervention de la Russie, d'après le Congrès de Berlin, elle a été proclamée en 1882 royaume indépendant.

Cette même année elle a introduit une nouvelle réforme agraire dans les 4 districts mentionnés plus haut. Cette réforme avait été destinée à la Serbie par le traité de Berlin, alors que la réforme de 1833 avait été le résultat d'un accord entre le Gouvernement Serbe et la Turquie.

D'après le traité de Berlin, la Serbie avait pris l'engagement de dédommager les anciens seigneurs des tchitlouks et des spahilouks dans ces régions libérées; d'après cela cette réforme était plus désastreuse que celle de 1833, puisqu'elle reconnaissait aux spahis les droits de propriété foncière.

Pour dédommager les anciens seigneurs dépossédés, la Serbie a voté une loi dite « loi agraire » datant du 22 Juin 1882.

Aux termes de cette loi, l'Etat devait rembourser les possesseurs précédents de ces biens et il s'est constitué créancier des nouveaux propriétaires en prenant lui-même hypothèque sur leurs biens. A cet effet il dut faire un emprunt de 4.500.000 francs auprès du Comptoir d'Escompte de Paris et de la Länders-Bank à Vienne. Cet emprunt était destiné à libérer

l'Etat envers les propriétaires tures, à les dédommager ». Ce qui fut fait. Pour faire entrer les fonds dûs par les nouveaux propriétaires avec les intérêts, une caisse spéciale fut instituée au Ministère des Finances placée sous le contrôle de l'Etat et un consortium de banques des créanciers.

Mais on constatait déjà en 1887 que les débiteurs s'exécutaient fort mal ou point, la plupart d'entre eux n'avait payé que 4 ou 5 semestres en tant qu'amortissement et intérêt.

Alors que l'Etat avait déjà éteint cet emprunt agraire, et la Skoupchtina nationale Serbe, le Parlement, avait, par un acte législatif, libéré tous les débiteurs agraires.

Voilà en quelques traits les étapes qui ont été franchies par le régime politico-agraire dans l'ancien royaume de Serbie. Il nous faut cependant citer encore quelques détails pour être complet.

Nous avons déjà dit plus haut que lorsque la Serbie, dite « Choumadia » avait été affranchie, au siècle dernier, de la domination turque, sa population était extrêmement clairsemée pour la cause que nous avons déjà relatée, c'est-à-dire par suite de l'émigration de la population turque qui abandonnait la Serbie pour son cher empire turc. Conformément aux préceptes du Coran, des Turcs, fidèles à leurs traditions, ne pouvaient admettre l'autorité des mécréants ; il faut noter également que parmi ces Turcs il se trouvait de nombreuses familles serbes qui, dans le passé s'étaient

converties à l'Islamisme pour se soustraire à la tyrannie du conquérant.

Etant donné cette sporadicité de la population, la terre disponible était en surabondance, aussi les familles paysannes serbes pouvaient-elles prétendre à d'immenses surfaces pour les livrer à la culture. Il n'est donc pas étonnant qu'à cette époque toute famille serbe possédait 50, 100 ou 200 hectares de terre. Toutes ces familles vivaient en communautés qui se nommaient « Zadrougas » et à la tête desquelles se trouvait généralement le doyen d'âge des membres masculins de la famille.

La vie dans ces Zadrougas était patriarcale. Les travaux des champs s'y effectuaient de la façon la plus primitive. On cultivait principalement le blé, le maïs et l'orge pour les besoins de la famille, car le commerce des produits agricoles était nul à cette époque. Il n'en est pas de même de l'élevage ; le commerce du bétail se faisait sur une échelle relativement forte avec l'Autriche-Hongrie, car les paysans serbes élevaient des moutons, des porcs et des bœufs en très grande quantité. N'ayant point de côtes, la Serbie n'avait aucun débouché pour son commerce ; elle a passé tout le XIX^e siècle dans l'esclavage économique, soumise aux caprices de l'Autriche-Hongrie et réduite aux seules relations commerciales avec cette puissance, à l'exclusion de toute autre.

Mais si jusque là la population serbe est rare, au commencement du XIX^e siècle elle s'accroît rapide-

ment ; les familles vivant en communauté augmentent sans cesse le nombre de leurs membres, on est à l'étroit dans les maisons existantes, il en faut construire d'autres, plus spacieuses. Alors les familles commencent à se diviser, les plus proches membres se groupent pour qu'une partie vienne habiter les nouveaux logis, entraînant ainsi le partage des terres et des biens. Ce processus commence vers le milieu du XIX^e siècle ; la propriété se morcèle de plus en plus, le commerce prend de l'extension, notamment le trafic du bétail et des céréales, blés et maïs. Tout naturellement toute la production est pour l'Autriche-Hongrie qui ouvre et ferme ses frontières à sa guise, qui, de plus, établit tout à son gré, les cours du blé, du bétail qu'elle importe de Serbie.

Cette situation se maintient en Serbie jusqu'en 1906, époque à laquelle, après une guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie, la Serbie se crée de nouveaux débouchés, par Salonique, sur les marchés d'Italie, de Grèce, d'Egypte, d'Asie Centrale, de France et d'Espagne. C'est ainsi qu'elle s'affranchit une bonne fois de cette vassalité économique envers l'Autriche-Hongrie.

Pour présenter mieux la situation économique dans laquelle la Serbie se trouvait à la veille de la grande guerre mondiale, nous ne pouvons mieux faire que de donner quelques chiffres statistiques.

A la veille de 1912-1913 la Serbie comptait 3.200.000 habitants répartis sur une superficie de 48,000 km² :

90 % de la population se livrait à l'agriculture, 10 % seulement s'occupait du commerce, de l'industrie ou des diverses professions libérales.

La terre est divisée comme suit : 55 % de la population possède des lots de 5 hectares, 27 % des lots de 5 à 10 hectares, 14 % des lots de 20 hectares et 4 % à peine des lots excédant 20 hectares de superficie. Des domaines dépassant 300 hectares, on n'en compte que 3 en tout dans toute la Serbie.

Sur tout le territoire de la Serbie on compte 2 millions d'hectares de terre arable, tout le reste est planté de forêts au représenté par des montagnes, des domaines de l'Etat ou des biens communaux.

D'après les données statistiques, les terres arables pour la période ayant précédé immédiatement la guerre ont été réparties comme suit :

	Hectares
Pour la culture du blé, du maïs et de l'orge	1.020.000
Pour les vergers	136.000
» taillis, bois, enclos	136,400
» forêts	166.600
» potagers	25.800
» vignobles	33.000
» pâturages	95.700
» prés	322.000
» terres en friches	50.000
» divers	60.000
Total . . .	2.045.500

La culture des céréales, froment, maïs et orge, occupe une superficie de 1.020.000 hectares dont 46 % consacrés au maïs, 30 % au blé et 9 % à l'orge et à l'avoine. Pour la culture potagère 37.000 hectares et la culture maraîchère (destinée au commerce) 22.000 hectares.

L'élevage du bétail pour la même période :

Bêtes à cornes (bœufs et vaches)	963.000 têtes
Porcs	908.000 »
Moutons	3.160.000 »
Chèvres	510.000 »
Total	5.541.000 »

En 1905 l'exportation du bétail a produit 30.000.000 de francs, savoir : 12.000.000 pour les bêtes à cornes, bœufs et vaches, 15.000.000 pour les porcs, 1.000.000 pour les moutons, et 2.000.000 pour la volaille, et l'exportation de la viande abattue et des produits de boucherie et de charcuterie a rapporté 7.000.000 de francs.

Les forêts de la Serbie couvrent une superficie de 1.517.000 hectares dont 550.000 sont propriété de l'Etat, 650.000 appartiennent à diverses communes 17.000 aux monastères, 300.000 hectares seulement constituent la propriété privée.

D'après les diverses essences les forêts couvrent en :

	hectares
hêtres	302.000
chênes	137.000
essences diverses	27.500
conifères (sapin, pin)	82.000

L'exportation du bois a été très faible en 1909 c'est à peine si l'on a exporté 14.000 tonnes de bois représentant une valeur de 1.250.000 francs.

Il serait également intéressant de dire ici quelques mots sur le développement de notre industrie et de la prendre au point où elle en était à la veille de la Grande Guerre.

La première place dans l'industrie nationale est, à coup sûr, assignée à la minoterie. En 1909 on comptait en Serbie 50 moulins actionnés par la vapeur qui représentaient une valeur de 10.000.000 de francs sans compter les innombrables moulins agrémentant les rives des divers cours d'eau, et des ruisseaux. Ajoutons que tous ces moulins suffisaient aux besoins du pays.

L'exportation de la farine était relativement faible : 120.000 tonnes en tout pour l'année 1909.

La brasserie occupe la seconde place dans l'industrie nationale. Il existait, à l'époque, 5 grandes brasseries représentant une valeur de 5.000.000 frs et débitant 112.000 hectolitres de bière par an, sans compter un certain nombre de brasseries de moindre importance qui produisaient toutes la bière pour le pays. Une très faible quantité était exportée en Bulgarie et en Turquie.

Deux sucreries fonctionnaient en Serbie avant la guerre qui produisaient ensemble 120.000 quintaux de sucre par an. Le capital engagé dans ces deux fabriques était de 12.000.000 de francs.

Le pays possédait également deux filatures de chanvre dont la production annuelle globale était de 12.000 quintaux et toute destinée à l'exportation. Deux fabriques de toile, deux de chaussures, une corderie, deux cristalleries, six savonneries et une masse d'autres fabriques de moindre envergure qui travaillaient avec un capital variant entre 100.000 et 250.000 francs.

En 1911 l'importation totale en Serbie a produit 115.424.000 de francs et l'exportation 116.908.000

Les pays avec lesquels la Serbie a été en relations commerciales, pour cette même année sont les suivants : l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie en quatrième lieu seulement, alors que jusqu'en 1906, tout le commerce d'exportation et d'importation de la Serbie était exclusivement fait avec cette dernière puissance. En dehors des pays susmentionnés, la Serbie entretenait des rapports commerciaux avec beaucoup d'autres, mais dans des proportions bien moindres. Les statistiques nous prouvent que l'Allemagne et les Etats-Unis occupaient la première place dans le commerce de l'ancien petit royaume de Serbie, pour l'époque indiquée.

L'exportation des céréales, notamment du blé, du maïs, de l'orge et de l'avoine, représentait plus de la moitié du commerce total d'exportation, soit 60.202.000 francs. Le bétail venait ensuite avec un produit total de 38.130.000 francs. L'exportation des céréales et du bétail produisait donc ensemble

98.330.000 francs, alors que l'exportation totale du pays rapportait 116.917.000 francs.

Il découle des données ci-dessus que la Serbie était un pays essentiellement agricole dont la population, ainsi que nous l'avons déjà dit, s'occupait d'agriculture et d'élevage dans la proportion de 90 %.

Particulièrement dans les dernières années qui ont précédé la grande guerre, grâce au partage de la terre en petits propriétés, partage résolu de la façon la plus simple par les familles nombreuses devant se diviser, et grâce au débouché créé au commerce d'exportation avec les nombreux Etats étrangers par Salonique, l'agriculture et l'élevage en Serbie ont pris une extension aussi rapide que florissante. On multipliait les machines agricoles dans une grande proportion, et c'est surtout les régions septentrionales et occidentales de la Serbie qui recouraient le plus au travail mécanique.

En un mot la situation en Serbie était, à la veille de la guerre, des plus brillantes à tous les points de vue.

La richesse totale de la Serbie était estimée avant la guerre à 8 milliards de francs avec un revenu de 1 milliard 700 millions de francs.

Les professions libérales étaient les plus imposées c'est-à-dire qu'elles payaient l'impôt au taux le plus élevé, alors que la terre payait l'impôt le plus bas, circonstance qui favorisait encore le développement de l'agriculture.

Nous avons donc dit que la petite Serbie était en majorité composée de petits propriétaires vivant sur

leur bien, généralement le père avec ses enfants. On peut affirmer en toute certitude qu'il n'existait pas de paysan qui ne possédait pas son lopin de terre qu'il cultivait lui-même pour subvenir à l'entretien de sa famille. L'excédent de sa récolte, il le vendait et avec une partie du produit de la vente il payait l'impôt qui était infime. Ces dits petits propriétaires qui possédaient une nombreuse famille, plusieurs enfants, pretaient leur concours aux propriétaires possédant plus de terre qu'eux et moins de membres dans la famille, à ceux qui ne parvenaient pas seuls à cultiver leur bien. Cette aide de paysan à paysan était considérée comme une sorte de prêt ou se compensait par une partie de la récolte tirée de la terre cultivée ensemble. A cette époque se pratiquait également la «Napolitza» (pola = moitié), c'est-à-dire que le paysan plus pauvre se chargeait en totalité du travail agricole que ne pouvait effectuer seul le voisin plus fortuné; la moisson faite, la récolte se partageait alors en deux moitiés égales, de là Napolitza. Le paysan qui cultivait, ne recevait de son voisin que la terre pure et simple, lui-même devait fournir la semence et assurer le travail en totalité. Le propriétaire du terrain ne prenait donc aucun autre engagement que celui de prêter sa terre, moyennant quoi il prélevait la moitié de la récolte. Hâtons-nous d'ajouter que ces napolitzés se pratiquaient rarement au village, chaque paysan possédant, et au cas où ses récoltes en céréales ne suffisaient pas à son entretien, il livrait sa terre à d'autres cultures

plus lucratives, notamment la vigne et la prune, et le fruit en général ; dans d'autres contrées le tabac, la betterave à sucre et autres.

La vie des paysans était des plus simples tant au point de vue de l'habitation qu'au point de vue de l'alimentation et du vêtement.

Peu de maisons au village, dont le propriétaire possédait plus que d'autres, se distinguaient des autres maisons par le genre de vie, le train que l'on y menait. Tous avaient les mêmes coutumes, les mêmes traditions empreintes de tendances essentiellement démocratiques.

La Serbie comptait deux classes seulement dans la société : la classe paysanne, ou celle habitant le village et la classe bourgeoise-citadine, habitant naturellement la ville. Cette définition était purement établie par l'usage, sans appui d'aucune loi.

De même que rien ne distinguait un paysan d'un autre, aucune distinction n'existait entre les citadins de la ville. Les officiers, les fonctionnaires, les négociants comme les artisans menaient tous, pour ainsi dire, le même genre de vie, leurs ressources respectives étant à peu de chose près équivalentes. Peu sensible était en effet la différence entre la solde des officiers supérieurs et le traitement des hauts fonctionnaires, de même que s'égalisaient pour ainsi dire les revenus des notables commerçants et artisans. Cette différence, lorsqu'elle était apparente, se manifestait dans une habitation un peu plus luxueuse et une mise

un peu plus recherchée. Tous se nourrissaient également autant que nous en pouvions juger. Quant à leurs relations réciproques il n'existait point de différence. Ils fréquentent les mêmes cafés, les mêmes lieux de spectacle, s'asseyaient journallement à la même table sans le moindre égard à la position de chacun.

Ainsi que nous l'avons déjà pu voir l'industrie était à l'état embryonnaire pour ne pas dire nulle. Aussi la Serbie ne possédait pas d'ouvriers d'usine mais bien de simples artisans. Les négociants capitalistes, au sens propre du mot, n'existaient pas davantage. Si d'aventure il se trouvait en ville ou dans l'intérieur du royaume quelque négociant disposant d'un capital de 50.000 francs il était bien vite proclamé un homme riche. Combien rares étaient ceux dont on estimait la fortune à 100.000 francs ! Aussi résidaient ils à Belgrade ou dans les autres grandes villes seulement. Quant aux millionnaires... on pouvait les compter sur les doigts.

D'après sa fertilité, la Serbie était cotée une des plus fécondes, des plus généreuses; tout ce qu'on confiait au sol y venait avec abondance, aussi peut-on dire que la vie dans cette petite Serbie jusqu'en 1912 était des plus faciles, le meilleur marché du monde entier. Le kilogramme de viande de bœuf se vendait entre 50 c. 70 c. au détail, chez le boucher; on avait 6 à 8 œufs pour 20 c. un poulet pour 50 à 70 cent. La pension au mois qui comprenait les deux repas du midi et du soir et chaque repas un service de 4 à

5 plats, variait entre 40 et 60 francs, prise dans les meilleurs établissements. Lorsque nous comparons ces prix à ceux qui étaient en usage avant la guerre dans ce riche et fertile pays de France, nous pouvons affirmer doublement, l'expérience personnelle aidant, que la petite Serbie était vraiment le pays de cocagne, où la vie était le meilleur marché au monde. Nous sommes sur ce point d'accord avec les écrivains étrangers et les voyageurs que les affaires ou les loisirs ont amenés dans ce pays. Cette modicité provenait à coup sûr de l'extrême fécondité du sol d'abord, puis de l'organisation foncière, de ce partage du sol en petites propriétés où chaque propriétaire avait de tout à gogo ; ajoutons aussi que la politique de l'ancien empire austro-hongrois et sa guerre douanière avec la Serbie y avaient contribué largement. La hausse se produit seulement lorsqu'après 1908 la Serbie s'assure de nouveaux marchés par Salonique. Là encore, alors que la Serbie exporte le maximum de ses produits, que son commerce d'exportation est à l'apogée, ses prix sont encore les plus bas sur tous les marchés les plus importants de l'Europe. Il y fait toujours bon vivre au meilleur compte et meilleur marché que nul part ailleurs. Point n'est besoin de dire que dans de telles conditions le paupérisme était franchement inconnu dans ce pays. Il n'y avait pas de misère, mais on n'y rencontrait pas non plus ces grandes richesses, ce capital qui existent partout ailleurs.

Affranchi de l'esclavage turc au début du XIX^e s, le

Serbe, qui était l'esclave du Turc, devient son propre maître. Le paysan commence à organiser l'Etat et c'est un paysan qui devient le premier Knez serbe. Le Roi actuel même est de souche paysanne, notre sang coule dans ses veines, notre caractère, nos coutumes sont les siens. Nos généraux, nos voyvodes, nos ministres et tous nos grands hommes sont tous, tous sans exception, fils de paysans. Nous relevons tous d'une même origine paysanne; le négociant qui habite la ville comme l'artisan sont tous nés au village. Rien ne distingue notre ville du village comme rien ne distingue le citadin du paysan et nous en avons un sentiment très net, nous nous sentons véritablement tous égaux. Tous nos sentiments, toutes nos manières extérieures sont empreints du plus haut démocratisme. La petite Serbie peut, à juste titre, prétendre encore à cette dernière qualité. On peut dire avec raison, qu'avant la grande guerre la Serbie était un des pays les plus fertiles, le meilleur marché et le plus démocratique. Elle l'a prouvé aussi par son héroïsme déployé pendant cette guerre, héroïsme qui lui a valu quelques pages citées en tête de l'histoire Universelle contemporaine.

Afin de libérer ses frères soumis au joug ennemi elle a vaincu tour à tour tous leurs oppresseurs. La Turquie d'abord, puis la Bulgarie et l'Albanie, l'Autriche-Hongrie enfin. Cette dernière, que les succès serbes exaspéraient et inquiétaient sans doute aussi, mobilisa toutes ses forces, et en 1915 s'étant assurée la parti-

cipation des forces bulgares totales et d'une partie de l'effectif allemand se rua sur la malheureuse petite Serbie qui tomba entre ses griffes. Quant à l'armée serbe, elle franchit les défilés impraticables d'Albanie, sans pain et sans eau, alors qu'il gelait à pierre fendre, et gagna le front de Salonique. Ainsi s'opéra cette retraite serbe de tragique mémoire. En 1918 aidée presque uniquement par les Français, elle bat à nouveau la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie dont elle chasse les troupes hors de son territoire, libérant ainsi tous ses frères apprimés qu'elle réunit en ce Royaume yougoslave, soutenue militairement comme matériellement toujours par les Français, et tout au début un peu par ses grands frères les Russes. Cette action, unique dans l'histoire du monde n'a pu être accomplie que par le paysan serbe, grâce à son intelligence et à son instinct démocratique. Il se souvenait que sa maison et son lopin de terre, que sa famille étaient restés en pays envahi, qu'il lui fallait les reprendre, les reconquérir. Il ne luttait en somme que pour lui-même, et non pour le seigneur ni le capitaliste. Il n'est pourtant pas loin ce temps heureux où il régnait en maître chez lui, dans sa maison, sur son bien. Fallait-il le laisser maintenant aux mains de l'ennemi ? Plutôt mourir que redevenir l'esclave du conquérant, ainsi que l'étaient ses aïeux sous le Turc, ainsi que le sont ses frères encore maintenant en Autriche-Hongrie, et pour lesquels il lutte. Une énergie surhumaine s'empara alors du paysan serbe, il battit l'ennemi et libéra

ses frères. La Nation Française s'est montrée envers le paysan serbe la plus magnanime protectrice, la plus fidèle amie ; en armant son bras, elle a stimulé son courage, elle a partagé ses deniers, lui a facilité de chasser l'ennemi et d'affranchir ses frères. Depuis son affranchissement de la domination turque, le paysan serbe ne s'est point connu d'ami ; aussi pendant cette dernière guerre, quand la France lui a ouvert ses bras, son cœur a-t-il tressailli d'une joie débordante. Il trouvait enfin une amie ! Une amie cordiale et sincère ! C'est sans doute ce qui raviva l'héroïsme de certains exploits sur le front de Salonique lorsqu'il se voyait combattre aux côtés de son frère, le soldat Français, uniquement venu lui porter secours, libérer son sol de l'envahisseur et lui aider à tirer ses frères des serres de l'horrible aigle noir, l'aigle bicéphale des Austro-Hongrois qui leur labouraient constamment les chairs.

Dans le plus profond de son âme, le paysan serbe, grâce à son éducation démocratique et aux impulsions de son cœur sait quelle dette de reconnaissance il a contractée envers sa généreuse bienfaitrice, la Nation Française. Il lui doit sa liberté reconquise. A ses pieds il dépose son glaive, trempé dans l'héroïsme le plus éprouvé que gaine la gratitude la plus immense, ... infinie. Et si tant est vrai « qu'on a souvent besoin d'un plus petit que soi... »

Le grand favori du paysan-soldat serbe, le Maréchal Franchet d'Esperey, voïvode serbe, a confirmé cette

opinion au collaborateur du journal de Belgrade « Politika » (Interview paru dans le n° du 27 Août 1921), lors de son arrivée à Belgrade à l'occasion des funérailles du Roi-paysan Pierre^I^{er}, ce capitaine Français de 1870, — on s'en souvient encore — alors qu'il avait fait une tournée dans la Choumadia et dans certains villages rencontré des paysans serbes qui avaient combattu sous ses ordres sur le front de Salonique.

Voilà comment arrivons nous à conclure que la Serbie, pays de petits propriétaires n'a plus besoin de réformes agraires puisque ces dernières y ont été apportées par un processus tout à fait naturel.

C'est aussi l'opinion du Gouvernement yougoslave sans parler de l'opinion publique. Quant à nous, nous ne nous rangeons pas entièrement à cette opinion, et pensons qu'on pourrait modifier le régime agraire de la Serbie en ce qui concerne tous les biens excédant 30 hectares de superficie; on devrait confisquer tous les domaines des églises et monastères, tous les biens communaux et même ceux de l'Etat, à l'exception toutefois des forêts, et les partager entre tous ceux qui possèdent moins de 5 hectares de terre proportionnellement au nombre de membres dont se compose la famille de chacun. Nous nous étendrons d'ailleurs, sur cette opinion personnelle dans le chapitre final de la présente thèse, terminant ainsi ce que nous avons à dire sur le régime agraire du petit royaume de Serbie.

CHAPITRE II.

Le Régime agraire actuel dans les contrées qui étaient sous la domination turque.

Le second régime agraire qui fonctionne actuellement en Yougoslavie c'est celui des contrées qui sont restées le plus tard sous la domination turque, notamment les régions méridionales du royaume actuel enlevées à la Turquie en 1912 seulement. Ce sont donc le Sandjak de Novi-Bazar, la Macédoine, la partie du Montenegro libérée également en 1912 du joug ottoman, et en suivant, la Bosnie et l'Herzégovine, reprises à l'Autriche-Hongrie en 1918.

Nous nous sommes déjà assez étendu sur la politique agraire menée au temps des Turcs dans les contrées serbes soumises à leur domination. Nous allons examiner tout spécialement maintenant les conditions juridico-agraires que la Serbie a rencontrées dans ces contrées méridionales lorsqu'elle les a affranchies en 1912, qui y subsistent encore actuellement, mais que le nouveau Royaume yougoslave a soumises à la révision.

Nous allons parler en premier lieu des différentes catégories de terrain qui se trouvent de nos jours dans les contrées précitées. Notons qu'aucun pays en Europe

ne possède une répartition aussi variée de la terre que la Turquie.

En Turquie pas plus les conditions administratives légales que les conditions politico-agraires n'ont jamais été en harmonie avec la situation juridique.

Lorsque l'on s'adonne à la lecture des lois ottomanes on serait vraiment tenté de croire que la Turquie est le pays le plus civilisé de la terre. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle comme au début du XX^e on publia une masse de hatichérifs impériaux tous copiant plus ou moins la législation des Etats modernes de l'Europe Occidentale. Ces lois répondaient à toutes les exigences d'un état moderne civilisé. Un étranger ne connaissant pas bien la Turquie aurait commis une cruelle erreur en prenant ces lois à la lettre, car jamais en Turquie on n'a gouverné selon les lois mais bien suivant le bon plaisir des pachas, des begs, des agas et autres tyrans de leur sorte. De là cette dissemblance, ce bariolage, comme aussi le chaos et l'anarchie partout, voire dans la propriété privée.

D'après la loi ottomane relative à la propriété immobilière, promulguée le 21 Avril 1858, le sol est divisé en 5 catégories. L'art. 1^{er} de ladite loi nous cite ces cinq catégories comme suit :

1) La terre dite «Moulk» dont les particuliers disposent le plus entièrement possible. D'après cette loi il y a quatre sortes de «Moulk» : a) « Okoutchnitza » ayant une superficie maximum d'un demi-dounoum ; b) « Milkiet », terre de Miri qui est donnée à un tiers

en toute propriété, lequel en dispose selon les préceptes du Coran; c) « Ouchriyés », « Dessetinské Zemlié », (soumises à la dîme) terres échues en partage aux vainqueurs, encore à l'époque des conquêtes; d) « Kharatchké Zemlié » (soumises au Kharatch) qui au temps des conquêtes avaient été abandonnées à la population non musulmane avec droit de culture transmissible à la descendance. Toute terre dite « Dessetinska » ou « Kharatchka » entrant dans les deux dernières catégories devenait, à la mort du propriétaire, domaine de l'Eat.

La catégorie de biens dits « Moulk » renferme des objets constituant la propriété personnelle et absolue de l'individu et comprend : a) les meubles, les vêtements, les biens mobiliers en général, les valeurs, l'argent, etc.; b) les biens immeubles, le terrain destiné à recevoir la maison à construire, les potagers et les vergers. Pour les bâtiments « Moulk » élevés sur le terrain « Moulk » si la valeur des précédents dépasse la valeur du terrain ils conservent le nom de Moulk; dans le cas contraire ils prennent celui de « Miri ». A cette catégorie des biens Moulk il faut ajouter la récolte moissonnée sur le terrain Miri;

c) Les biens immeubles dits « Moukatas » c'est-à-dire les bâtiments et les semailles et plantations Moulk sur les biens vakouf des fondations. Dans ce cas les terres vakouf sont considérées comme Moulk si, d'après le principe, elles servent d'accessoires au principal; d) les Mines; e) « Ghédik » élevés ou con-

struits comme Moulk sur les terrains vakouf. On y comprend le droit permanent accordé à un tiers pour exercer, un métier, dans un édifice déterminé.

2) La terre Miri fait partie du domaine de l'Etat. Elle comprend les champs, les résidences d'été et d'hiver, les forêts et autres domaines afferchés par l'Etat et qui autrefois, en cas de vente ou de disponibilité, s'obtenaient par autorisation ou concessions de la part des possesseurs de Timars (« Timariotes ») et de Ziyamets, institutions féodales dont ils étaient considérés les seigneurs et maîtres du sol et plus tard aussi des Moultezimes et des Moukhaciles. Puisque cet état de choses a été aboli, la propriété de cette catégorie du sol ne s'acquerra que par titres.

3) Les terres « Mevkoufé », biens de main-morte. Cette terre peut être de deux sortes : a) terre d'origine Moulk qui devenait vakouf en se soumettant à certaines formalités exigées par le Chérif. Elle constituait la propriété de l'Eykaf et était régie non par le code civil mais bien soumise aux caprices du donateur ; b) une terre qui, de domaine public de l'Etat, était transformée en vakouf par acte émanant de l'autorité suzeraine. C'est en réalité le revenu qui était transformé en vakouf.

Il existe encore deux sortes de vakouf : c) le seigneur pour la cession du bien à la mosquée reçoit le prix convenu, donne le dixième de ce terrain dont il jouit comme par le passé du revenu ; d) le revenu est commué en fondation.

4) Les terres « Métrouké » qui sont laissées à la

disposition du peuple; elles sont également de deux sortes: a) Makhmiyé », servitudes et b) « Mourefské », des pâturages communs.

5) Les terres « Mévat » (mortes) dont l'Etat dispose sans limites. Ce sont des terres qui ne sont à personne, dont nul ne se soucie et ne les cultive, qui se trouvent éloignées de toute agglomération, hors de portée de la voix humaine, ce qui représente une distance d'une demi-heure environ.

La terre Moulk qui est la propriété personnelle d'un tiers a été instituée par une loi ottomane datée du 7 ramazan 1274. Cette loi est ainsi conçue: « La propriété entière, absolue de la terre Moulk appartient au possesseur avec droit de transfert par la voie de l'héritage, à l'instar de tout autre bien ». Et la loi du 7 Moukharème 1293 s'exprime ainsi relativement au droit de propriété immobilière des non-musulmans (chrétiens):

« 1) Les sujets de l'Empire, fussent-ils musulmans ou non-musulmans, peuvent indifféremment acquérir de la terre pour la cultiver: les tchiflouks communaux, de l'Etat ou des vakoufs qui seraient vendus aux enchères publiques ou transférés à des tiers s'ils sont propriété de particuliers ;

» 2) Toutes les terres peuvent être transférées même à des non-musulmans;

» 3) Les cultivateurs musulmans ou non-musulmans qui habitent les tchiflouks, ont la priorité en cas de

vente de ces terres par la voie des tribunaux ou par l'initiative privée ».

Au point de vue de la culture du sol, la propriété foncière se divise en deux groupes : la propriété libre et la propriété assujettie.

Le cultivateur qui cultivait la terre entrant dans la catégorie de propriété libre disposait de cette dernière sans limites; malheureusement l'étendue de ces propriétés libres était si exigüe que le revenu ne suffisait pas à subvenir à l'entretien d'une famille. Ainsi d'après une statistique dressée par le Ministère de l'agriculture ottoman, l'étendue moyenne des terres libres, dans la région de Salonique, était de 13 dounoums, dans la province de Kossovo de 28, dans celle de Bitolia (Monastir) de 25 dounoums. Etant donnée l'exiguité de ces terrains, on conçoit aisément la situation misérable du paysan libre. On peut dire avec justesse que la situation de ce dernier, au point de vue économique et social, était pire que celle du paysan vivant sur la propriété assujettie. Le paysan soumis, en cas de besoin, avait recours à son seigneur qui lui prêtait assistance; le paysan libre, livré à lui-même, avait pour unique ressource l'usurier de la ville qui le fondait sans vergogne.

Toute la propriété foncière libre était concentrée entre les mains des chrétiens, des non-chrétiens et des Albanais (Arnaoutes). Toutes ces terres doivent leur origine à l'abolition des tchitlouks, des domaines des

agas et des spahilouks même et ont été instituées par voie légale.

A cette époque les spahis délivraient aux chrétiens des titres de propriété sur leurs terres moyennant espèces ou des dons en nature tels que bétail, fromage, beurre et autres. Et les habitants rachetaient, de cette façon, aux spahis des villages entiers qu'ils se partageaient ensuite.

La propriété libre des chrétiens était principalement située dans les régions montagneuses, très peu fertiles où la population se fixait de préférence pour se soustraire aux cruautés turques et parce qu'aussi la prodigalité ottomane s'étendait surtout sur les terres de cette sorte, peu convoitées par les fidèles.

Les terres assujetties.

Les terres assujetties se divisent, d'après leur étendue, en terres appartenant aux Begs et en celles appartenant aux Agas.

La terre des Begs (begovska Zemlia), quant à son étendue, est plus considérable que celle des Agas (agalarska Zemlia) cette dernière morcelée en parcelles d'étendue moindre. Dans ces régions les unes et les autres occupent 60 à 78 % du territoire total. Les tchiptchiyas-Kmets cultivaient ces terres.

La propriété foncière prenait le nom de Tchiflouk. D'après la législation ottomane le nom de Tchiflouk, ou Tchitlouk, comme on l'appelle également, est donné

à une parcelle de terre qui est constamment cultivée et productive et qui peut être labourée par un attelage de deux bœufs.

Quand la terre est de bonne qualité, le Tchiflouk comporte une surface de 70 à 80 dounoums, 100 dounoums quand la qualité est moyenne et lorsqu'elle est médiocre ou mauvaise 130 dounoums.

Dans la pratique cependant, on désigne sous le nom tchiflouk tout bien que son propriétaire peut cultiver et qui suffit à son entretien, c'est-à-dire dont la production peut le nourrir, un bien où s'élèvent la maison d'habitation et d'autres bâtiments destinés à l'usage agricole. Le Tchiflouk porte généralement le nom du village où il se trouve où dont il dépend, cependant parfois le contraire arrive aussi, le village tire son nom de Tchiflouk. Les Tchiflouks ont été créés soit par la contrainte, la raison du plus fort, soit par la voie légale. Le premier moyen a été adopté naturellement par les Spahis, les Janissaires et les Turcs musulmans en général, qui s'accaparaient de la terre par des moyens coercitifs. Ce sont généralement ces Tchiflouks qui ont été créés par la mutation des droits de Spahi en ceux du Tchitlouk Sakhibiya, dont nous avons parlé par ailleurs. On rencontre le plus grand nombre de Tchitlouks — quoique il en existe partout — dans les contrées où les Serbes se trouvent en contact direct avec la population Albanaise. On les distingue aisément c'est-à-dire qu'on reconnaît facilement les Tchiflouks, on voit de suite entre quelles

maines ils se trouvent et même on reconnaît à qui appartient la maison habitée par le « Tchiptchiya ».

La contrée de Kóssovo et le Sandjak en renferment le plus grand nombre; viennent ensuite les régions de Skoplié (Uskub) et de Bitolia (Monastir), les parties les plus fertiles de ces territoires, s'entend.

Dans la catégorie des Tchiflouks légitimes rentrent, en premier lieu, les Tchiflouks des vakoufs et des monastères, ce sont les plus anciens car la législation ottomane les reconnaît encore avant le « Tansimat » Ils sont constitués par les fondations des anciens souverains Serbes ou Turcs ou d'autres âmes pieuses.

Viennent ensuite, toujours dans cette catégorie de Tchiflouks légitimes, ceux qui ont été achetés régulièrement, en forme due, par des chrétiens ou des musulmans. Dans le cas des musulmans, on pouvait en être certains, la plupart du temps cet achat devait masquer une spoliation très habilement réglée.

En tant que Tchiflouks absolument légitimes on ne pouvait uniquement considérer que ceux acquis par les chrétiens, ces derniers devaient en tous points se conformer à la loi avant d'entrer en possession et en jouissance du bien acquis. Mais parmi les propriétaires de ces tchiflouks on rencontre un assez grand nombre de négociants chrétiens et israélites que des opérations usuraires ont rendu maîtres de ces biens. Dans la région fertile de la province de Bitolia il existe un grand nombre de tchiflouks qui ont été rachetés aux juifs.

En ce qui concerne l'exploitation de ces tchiflouks, le travail agricole, il est généralement confié aux tchiptchiyas — Kmets. Les attributions du tchiptchiya consistent à cultiver tout d'abord une étendue sélectionnée, la plus fertile du tchiflouk, naturellement au profit du Beg ou de l'Aga, donc du maître du tchiflouk ; la partie moindre et moins féconde à coup sûr, échoit au tchiptchiya qu'il cultive à son profit en compensation de la peine prise en faveur du seigneur. Dans ces derniers temps la pratique de ce système commence à se raréfier et le fermage pur et simple vient s'y substituer. Le fermier exploite le tchiflouk avec le concours d'ouvriers agricoles, argâtes. Ce dernier système est surtout adopté dans les tchiflouks situés à proximité des villes ou dans les vallées fertiles ; il est très apprécié vu qu'il assure à son propriétaire un revenu beaucoup plus grand, la main-d'œuvre dans ces contrées étant abondante et bon marché.

Autrefois les Begs et les Agas, vivaient dans leurs tchiflouks ruraux, témoin leurs châteaux (« Koulas ») et dépendances que l'on rencontre encore dans ces domaines. Plus tard, grâce aux troubles et à l'anarchie qui s'emparèrent de l'empire ottoman à la fin du XIX^e et au commencement du XX^e siècle, grâce aussi à l'action naissante de ces bandes de comitadjis, créés par les chétiens pour la sauvegarde des éléments chrétiens, la préservation de la tyrannie et des exactions comme l'affranchissement du joug ottoman, les seigneurs,

possesseurs de tchiflouks se réfugièrent dans les villes, confiant leurs biens à la direction des « Soubachas » ou comme on disait encore des « tchékhayanes » ou des « Yézadjianes ».

Le séjour en ville des Begs en des Agas est néfaste pour leur fortune; le fast les ruine chaque jour davantage. Ils s'endettent, font hypothéquer leurs biens par les banques et les particuliers. Ceci amène nécessairement des perturbations, et dans les derniers temps on voit diminuer considérablement le nombre des tchiflouks, comme on sent leur disparition.

L'étendue des tchiflouks n'est pas toujours la même. Tantôt ils absorbent un village tout entier, tantôt on en compte plusieurs dans le même village. Il en existe de 400, 500 et jusqu'à 2000 dounoums. Certains tchiflouks possèdent un seul tchiptchiya-kmet, d'autres en ont 100 pour le tchiflouk qui travaillent avec quelques 500 argates (ouvriers agricoles) à la fois.

La charge de Tchiptchiya est une charge particulière et exclusive à la Turquie. Komadinitch prétend que la définition de cette charge est absolument impossible à donner. D'après sa conception à lui, le tchiptchiya se présente tantôt comme tenancier tantôt comme le propriétaire du bien. Il nous dit que les droits du tchiptchiya ressemblent le plus à ceux dévolus par affermage héréditaire où le droit de culture (jus fruendi) exclut le droit du propriétaire (jus abutendi) pendant toute la durée du premier. Le droit que possède le tchiptchiya c'est le jus in ré aliena,

liberté légale d'exercer ses droits sans entrave ; ce n'est cependant pas l'affermage car la durée n'en est pas déterminée et les conditions de fermage n'ayant pas été réglées à l'avance, ce n'est pas davantage une servitude puisqu'il y a dédommagement.

Le peuple donne ce nom de tchiptchiya au cultivateur qui habite le Tchiflounk du beg ou de l'aga, qui cultive leurs terres dans des conditions déterminées à l'avance. En un mot c'est un cultivateur qui ne possède pas de terrain en propre pour la culture.

Le mot même de tchiptchiya dérive du turc « tchipt » qui veut dire paire, couple (on pense à une paire de bœufs) et au véritable sens du mot cela signifie cultivateur.

On désigne également, sous le nom de tchiptchiya, un cultivateur qui possède un peu de terre personnelle comme celui qui habite et cultive les biens d'autrui. Nous nous occuperons ici seulement des tchiptchias qui vivent sur les tchiflouks d'autrui.

L'origine des tchiptchias remonte à une époque très ancienne. Le tchiptchiya cultivait d'abord les biens du Spahi, puis ceux du tchitlouk-sakhibiya. Dans la plupart des cas et jusqu'à nos jours presque on créait des tchiptchias par la force et la contrainte ; certains acceptaient la charge bénévolement cependant, mais c'était uniquement pour avoir la vie sauve, puisqu'ils ne pouvaient pas sauvegarder leur bien. Grâce à de telles circonstances la plupart des cultivateurs devinrent tchiptchias ou Kmets.

La situation légale du tchiptchiya n'a été déterminée par aucune loi ottomane. Le code civil ottoman, le

« Médjélé » parle du fermage et du prêt — Zaiam (en Serbe) — mais ne fait mention nulle part du tchiptchiya.

La condition légale du tchiptchiya a été créée par le bon plaisir du propriétaire du bien et les autorités ottomanes, considérant le tchiptchiya comme une institution du droit coutumier, restaient parfaitement indifférentes à son égard.

Au point de vue de la condition juridique et économique du tchiptchiya dans ces contrées, Komadinitch les répartit en trois groupes, trois ressorts si l'on aime mieux: 1) le ressort de la Loi séférienne dont dépendent les territoires de Siénitza, de Plévalj, de Prichtina et de Petch; 2) le ressort de l'organisation coutumière qui est le plus grand et s'étend sur toute la Macédoine et 3) le ressort de l'oppression et de l'insubordination. Ce dernier ressort s'étend sur toute la vieille Serbie (anciennement) où les Serbes sont mélangés, où ils se sont confondus ou se trouvent en contact avec les Albanais.

1) La loi séférienne assurait au tchiptchiya des conditions les plus favorables. Elle réglait les rapports entre tchiptchiyas et agas qui n'étaient plus, toujours d'après cette loi, les rapports de fermier à seigneur mais bien ceux de seigneur à seigneur, car tous deux figurent au registre des actes de propriété. Les rapports étaient donc réglés par la loi. Cette dernière

assure au tchiptchiya le droit d'hérédité sur la terre, droit qu'il perd s'il ne s'est pas conformé aux prescriptions de ladite loi. Le tchiptchiya possède encore la priorité d'achat sur la terre qu'il habite et qu'il cultive. La part des récoltes (« Khak ») que le tchiptchiya doit au propriétaire est de : $\frac{1}{4}$ des semailles, $\frac{1}{3}$ du foin et $\frac{1}{2}$ de la récolte fruitière. Les bâtiments que le tchiptchiya aurait fait élever sur le terrain constituent sa propriété personnelle. En cas de départ du tchiptchiya, le propriétaire du bien devait lui racheter les maisons et autres constructions qu'il avait fait bâtir ainsi que lui rembourser tous les frais de réparation et restauration.

Mais cette loi, ainsi qu'il en était toujours avec les Turcs, n'était jamais strictement exécutée. Les agas la déjouaient avec quelque désinvolture, toujours au préjudice du tchiptchiya, est-il besoin de le dire. Ils déjouaient surtout les prescriptions relatives au « Khak » et le quart des semailles dû est devenu le tiers alors que la récolte des vergers lui revenait en totalité au lieu de la moitié prescrite par la loi.

Les autres obligations du tchiptchiya envers l'Aga étaient : élever le bétail, les vaches et les moutons de l'aga meilleur marché qu'aux autres. Lorsque l'aga le demandait il devait se rendre chez lui pour labourer ou bêcher la terre, faucher, moissonner, labourer à nouveau et sarcler. C'est ce qu'on appelait « la Moba ». Réglementairement le tchiptchiya ne devait rien à l'aga de sa récolte potagère, du lin et du chanvre qu'il

cultivait. Dans le courant de l'été, la montagnarde devait, à plusieurs reprises, porter à l'aga du lait, de la crème, du miel et autres présents analogues.

Le tchiptchiya qui était au service d'un aga plus fortuné se trouvait aussi économiquement plus favorisé, plus garanti tout au moins. S'il lui manquait du blé ou d'autres produits, l'Aga lui en prêtait. Dans tous le ressort de cette loi séferienne la corvée (kou-louk) était tombée en désuétude. Le tchiptchiya ne devait plus aucun travail gratuit à l'aga, qui lui devait salaire pour toute besogne accomplie.

Mais après la révolution jeune-turque la situation du tchiptchiya se modifie, ainsi que nous l'avons déjà dit, grâce à la colonisation de cette région par les *Moukhadjirs*, colonisation qui amène le lotissement inévitable du territoire et diminue ainsi le champ d'action du tchiptchiya en lui occasionnant bien entendu de grands préjudices.

2) Le ressort du droit coutumier. Dans les contrées ressortissant du droit coutumier la situation du tchiptchiya est évidemment moins enviable que celle du tchiptchiya favorisé par les prescriptions de la loi séferienne. Ici l'aga traite le tchiptchiya comme une sorte d'ouvrier agricole, et ses exigences sont d'autant plus grandes que leurs rapports sont purement conventionnels. Les attributions du tchiptchiya ne sont pas précisément simples, elles varient suivant les contrées, ainsi dans les régions fertiles de la province de Bitolia, l'aga confiait le travail agricole à des ouvriers

agricoles ordinaires et il dirigeait personnellement l'exploitation de ses terres. Dans ces parages les tchiptchiyas étaient d'humeur très nomade car le droit coutumier régissait les contrées les plus fertiles et les plus avancées sur le chemin du progrès. L'aga y attribuait au tchiptchiya autant de terre que celui-ci en voulait cultiver. Le tchiptchiya assumait toute la responsabilité pour la semence ; si elle se perdait ou ne levait pas il en devait dédommagement. L'aga donnait telle étendue de terre qu'il fallait pour les pâturages, mais dans les derniers temps il exigeait rémunération. La terre de l'aga était cultivée au moyen du koulouk (corvée) par le tchiptchiya jusqu'au jour où les tchiptchiyas, las de ce traitement, se révoltèrent, refusèrent le service. Alors d'un commun accord agas et tchiptchiyas supprimèrent la corvée par endroits et par ailleurs intervint le régime jeune-turc pour en décréter l'abolition. Il existait en outre, dans cette région la coutume de l'hospitalisation de l'aga lorsqu'il se rendait au tchiflouk, les dons en nature les jours de grandes fêtes, consistant principalement en têtes de bétail.

Komadinitch nous décrit les rapports des agas avec leurs tchiptchiyas dans certaines contrées faisant partie de ce domaine coutumier ; il nous en cite des exemples.

Dans la région de Skoplié (Uskub) l'aga fournit le grain pour l'ensemencement ; il prête en outre ses charrues et ses bœufs. La moisson faite, l'aga prélève

tout d'abord le grain qu'il avait fourni et partage ensuite la récolte en deux parts égales.

Dans la région de Bitolia (Monastir), tout comme dans la précédente, l'aga fournit le grain, les instruments aratoires et la traction animale, en vertu d'un accord passé pour un délai d'un an. Si les deux parties se déclarent satisfaites à l'expiration de ce délai, l'engagement est prorogé tacitement. L'aga dans cette région ne défalque plus de la récolte, la semence employée, récolte qui est quand même partagée par moitié; mais avec la part du seigneur le tchiptchiya est tenu de combler les greniers de l'aga.

A Koumanovo et dans la région, par contre le tchiptchiya fournit son grain et ses bœufs. La récolte est partagée par moitié alors qu'on en a prélevé le «dessétak» (dixième).

Comme on peut le voir la situation du tchiptchiya dans les contrées régies par le code coutumier était loin d'être brillante. Le numéro du 28 Septembre 1912 du « Jeune-Turc » nous apporte le budget annuel d'une famille de tchiptchiya de la région de Koukouche, budget établi pour l'année 1910. Le tchiptchiya avait à sa disposition 120 dounoums de terre dont il a cultivé 60 dounoums. Il a ensencé 30 dounoums avec du froment, et 30 autres dounoums ont été réservés à d'autres céréales. Il a récolté 2500 «okas» (1) de froment et 2630 okas d'autres céréales. A titre de «desse-

(1) Oka = Mesure turque équivalant à 1200 grammes.

tak» (dixième) il a été prélevé 300 okas de froment et 330 okas de céréales diverses. De la récolte du froment le beg a reçu 600 okas, des autres céréales 500 okas pour la semence. Et maintenant seulement ce qui restait devait être partagé entre le beg et lui. La valeur de la part du tchiptchiya représentait en espèces 1480 « groches » (2).

Il faut encore ajouter à la colonne des recettes 238 groches, produit de la vente de 15 moutons, 100 groches pour la volaille vendue et 100 groches également tirés de la vente du beurre et du fromage. Le revenu annuel total du tchiptchiya visé a donc été de 1918 groches. Ses dépenses ont été les suivantes : 225 groches donnés au Soubacha, 60 groches payés pour le transport des récoltes, 90 groches au quincaillier, 25 groches au pope (prêtre), 416 groches, salaire payé à 2 ouvriers laboureurs; 312 groches au berger, 208 groches à l'épicier, 260 groches « *pramatarinou* » et divers 72 groches. Dépenses totales : 1668 groches. A quoi il faut ajouter pour la nourriture de la famille et du personnel employé 1040 groches ce qui faisait monter ses dépenses totales à 2708 groches, pour l'année visée. Ainsi le pauvre tchiptchiya a subi un déficit de 790 groches.

N'est-elle pas lamentable la condition du tchiptchiya, sa situation économique dans ces régions ? Aussi la fraude y est-elle de pratique courante. Bra-

(2) Groche = Monnaie turque ou simplement valeur monétaire équivalant à 0 fr. 20 ou 4 sous.

vant la sévérité de l'aga, le tchiptchiya dissimule toujours une partie de la récolte avant de la livrer au partage.

Plus désastreux encore est le sort du paysan libre, du pauvre paysan libre, avec son méchant lopin de terre. Quelqu'un en tient-il compte seulement ? Si le tchiptchiya manque de quelque chose, l'aga le lui parfait. Mais lui le pauvre diable qui lui tendra la main ? La Providence donc..... dans la personne de l'usurier.

3) Il existe encore un troisième ressort dont nous avons déjà parlé. C'est le ressort de « l'arbitraire ». Ce ressort englobe toutes ces régions où l'élément serbe se trouve mélangé à l'élément albanais, aux Arnaoutes, autrement dit. Ce sont les régions limitrophes peuplées par l'élément serbe le plus pur, ethniquement parlant. La situation du tchiptchiya y équivaut ni plus ni moins à celle d'otrok, d'esclave. Le tchiptchiya est entièrement livré à la merci de son aga ; aucun droit ne le protège, rien ne lui garantit le partage équitable de la récolte, ni la sécurité du lendemain. L'aga prélevait le $\frac{1}{4}$ ou le $\frac{1}{3}$ de la récolte en usant de violence ; le tchiptchiya devait payer l'impôt en ses place et lieu, lui devait la corvée et en un mot tout travail qu'il plaisait à l'aga de lui commander. Une autre coutume venait s'ajouter à toutes les précédentes, cette dernière particulière à la région. Les paysans devaient nourrir les gendarmes chaque fois qu'ils venaient au village, et des patrouilles pas-

saient chaque jour que Dieu donnait. Il en était de même pour l'employé du fisc lorsqu'il venait percevoir l'impôt ; il était chaque fois flanqué d'une nombreuse escorte de gendarmes, que le village entier devait chaque fois rassasier. Cette région, ainsi que nous l'avons déjà dit était assez peuplée par les Arnaoutes qui constituaient un danger permanent non seulement pour les populations serbes, mais pour les Turcs eux-mêmes. Les Albanais se rangent parmi les populations les plus sauvages de la terre. Tuer un homme est non seulement un jeu pour eux mais une satisfaction suprême, et le pillage est l'unique but de leur existence.

Sans cesse ils mettaient à sac un village entier ou s'en prenaient à telle famille de paysans aisés en lui enlevant tout son bétail, ses récoltes, son argent, en emmenant les femmes et les filles.

Les autorités ottomanes n'y pouvaient rien, vu que les Albanais ne s'en souciaient guère. Ils pillaient également les villages turcs, mais peut-être avec moins de fréquence. Ces mœurs subsistent encore de nos jours sur les confins du territoire albanais. Ils violent sans cesse le territoire yougoslave, se livrent au pillage, au meurtre, et leurs forfaits accomplis, échappent aux sanctions, en demandant asile à la montagne inaccessible pour tous cependant, mais qui n'a aucun secret pour eux. L'état yougoslave n'est encore pas au bout de ses peines ; quelles difficultés ne rencontrera-t-elle pas encore dans cette partie de son territoire, avec ces sauvages ! Nous pensons cependant que le salut viendra

uniquement des Serbes, car les Arnaoutes craignent les Serbes seulement.

Les ouvriers travaillant dans les domaines privés.

Outre le tchiptchiya qui, comme nous l'avons dit, n'est pas un ouvrier proprement dit pas plus que le propriétaire, il existe des ouvriers véritables qui travaillent la terre et que l'on nomme : « *napolitchars* », « *izmetchars* » et « *argates* ».

Les « *napolitchars* » ou « *yaradjis* » sont ceux-là mêmes qui partagent leur récolte par moitié avec le propriétaire. Le partage par moitié a lieu après acquittement de l'impôt qui se nomme « *dessétak* » et qui atteint jusqu'à 20 %, et le prélèvement de 20 % pour la semence. Le « *napolitchar* » reçoit généralement 34 % de la récolte défalcation faite de l'impôt et de la semence. Dans certaines régions on ne prélève pas la semence, qui est à la charge du beg et qui est tenu de la fournir. Dans ce cas le « *napolitchar* » reçoit 44 % de la production. Les napolitchars habitent généralement des maisons qui ont été construites aux frais du beg ou à leurs propres frais sur le terrain du beg et dans l'enceinte de son domaine. Ils sont exempts de loyer mais doivent pourvoir à l'entretien de ces maisons.

Les « *izmetchars* », une autre catégorie d'ouvriers, plutôt domestiques, qui vivent à proximité de l'habitation du beg et se livrent à toutes les besognes que commande celui-ci dans son domaine ou dans l'habi-

tation. La famille de ces izmétchars ne doit rien au beg, si la femme est employée dans la maison du beg elle reçoit un salaire spécial. Leurs gages et leur condition en général dépendent de la région.

Komadinitch nous éclaire sur les gages que reçoivent ces salariés du beg dans certaines contrées ci-après.

Ainsi dans la région de Koumanovo, l'izmétchar reçoit une somme variant de 500 à 1500 groches par an; dans celle de Skoplié : 50 chiniks de blé, 12 okas de sel, 12 okas de haricots, les légumes pour l'hiver et la chaussure autant qu'il en usera ».

Dans la région de Bitolia : 20 okas de blé, 25 groches pour la chaussure, 20 okas de sel et 20 groches en numéraire et lorsqu'il travaille aux champs il est nourri par le maître.

Dans la région de Voutchitern il reçoit 50 dinars par an et il est dans ses attributions de servir les invités et de panser les chevaux.

Les argates sont les ouvriers agricoles au sens propres du mot; ils travaillent moyennant un salaire journalier payé en espèces ou en blé. Ceux qui sont payés en blé prennent le nom de « Momtzi » (valets).

Le travail d'argate est assuré par tous les paysans libres qui ne possèdent pas de terre propre ou qui n'en possèdent pas suffisamment pour leur subsistance. Cet élément est fourni non pas par les Serbes exclusivement mais par les Turcs aussi et par les Tziganes.

Le salaire des argates varie suivant les contrées et dépend du travail et de l'âge de chaque individu. Ainsi le bécage se paye généralement 2 dinars par jour, le fauchage 3 à 4 et la moisson, assurée en majorité par les femmes, 0.50 à 0.60 frs. Outre le salaire, le propriétaire fournit également la nourriture et les outils.

(Tous les chiffres énoncés plus haut sont des chiffres d'avant-guerre).

Malheureusement pour des raisons économiques et d'autres raisons politiques, la main d'œuvre a déserté ces régions et a émigré surtout dans le royaume de Serbie, dans la Choumadia, en Amérique et dans une faible proportion en Roumanie. Cette émigration a eu lieu avant l'affranchissement de ces régions, donc antérieurement à 1912. Il n'était pas rare, à cette époque, d'entendre les begs et les agas déplorer l'absence de la main d'œuvre ou tout au moins l'insuffisance. La statistique nous divulguait que 8,2 % seulement du territoire total de ces contrées était cultivé, et le territoire total rattaché à la Serbie par l'affranchissement de 1912 comportait 32,000 km² et il comptait seulement 1,500,000 habitants.

Il existe encore une catégorie dans la réparation du sol dont nous n'avons pas encore parlée, ce sont les biens des Vakoufs.

La terre « Vakouf » (Vakoufska zemlia) est celle qui a été destinée à une œuvre de bienfaisance ou une

œuvre pie. Ces terres se répartissent en trois groupes :

1) « *Vaks* » et « *Sarane* » terres qui après l'affranchissement de l'ennemi doivent servir à l'entretien des mosquées, des hôpitaux, des écoles et autres institutions basées sur la charité et la foi.

2) « *Vaks* » et « *Kayamini* », ce sont des terres vouées aux buts analogues que les précédents mais qui sont dues à la libéralité des particuliers.

3) « *Adeti* » ou vakoufs temporaires. Les terres de cette catégorie sont en majorité; elles sont données aux mosquées par des particuliers qui sont menacés de confiscation. Le propriétaire fait soit don au vakouf, soit qu'il vend son bien à un prix dérisoire et dans ce cas le propriétaire fait un contrat par lequel il se déclare fermier à vie de son bien moyennant un fermage insignifiant.

Cette pratique existe toujours en Turquie où une terre, par convenance ou par sécurité personnelle, se reporte sur une mosquée et se reprend à titre de ferme héréditaire.

La répartition des biens vakoufs existe encore sous une autre forme :

Les « *Mouesakafat* » (propriété bâtie) et les « *Moustasilat* » qui sont donnés comme accessoires.

Il en existe encore: des « *Takhissat* » et des « *Moukatali* ».

Le « *Takhsissat* » sont des terres qui ont été fondées par le Sultan ou des particuliers spécialement autorisés par le Sultan.

« *Moukatali* » sont des terres Vakouf affermées pour un temps indéterminé, moyennant un fermage établi et payable à l'avance. Ces biens étaient caractérisés par les diverses essences et les bâtiments, de sorte que si les essences et les bâtiments élevés sur ces terres sont Moulk, en cas de vente ces terres devaient rester Moulk aux mains de l'acquéreur.

Les biens Vakouf des mosquées rapportent aux mosquées le dixième des récoltes.

Komadinitch nous cite un intéressant exemple de revenus que les mosquées tirent de leurs biens Vakouf. Ainsi la Mosquée d'Issa Beg reçoit un revenu annuel de ces terres Vakouf de 224,552.31 groches.

Le monastère Kharabati, près Tétovo possède des biens Vakoufs sur une étendue de 8,000 dounoums. Et ces biens Vakoufs des mosquées abondent dans ces régions.

Dans la présente thèse nous nous sommes surtout occupé du régime agraire qui présente un caractère turc parce qu'il est le plus intéressant et le moins accessible aux réformes parce qu'aussi il a été le moins traité en français de ce régime politico agraire. S'en serait-on occupé davantage en France, aurait-on créé une véritable littérature en langue française à ce sujet, il me semble qu'elle n'aurait jamais pu dépasser en intérêt et en exactitude les productions des écrivains serbes, qui ont étudié la question sur place, qui se sont servi de la même langue que parle toute la population turque dans ces régions. Un cer-

tain nombre d'écrivains que nous avons eu l'occasion de citer ici-même, parlaient même le turc et s'en servaient avec aisance.

Il nous reste encore à parler de la richesse des contrées que nous avons étudiées jusqu'à présent.

Il nous a déjà été donné de dire que ces contrées affranchies des Turcs en 1912 s'étendaient sur une surface de 32,000 km² et comptaient 1,500,000 habitants.

D'après les données des experts la richesse totale de ces contrées a été en 1913 de 2 milliards et demi avec un revenu annuel brut de 500 millions. Il me semble avoir déjà assez clairement expliqué les raisons qui ont laissé ces contrées très loin en arrière au point de vue de l'agriculture. Ce sont l'intolérable régime ottoman en premier lieu, c'est la grande propriété, c'est l'absence totale de l'industrie. On peut donc ajouter foi aux dires des experts en ce qui concerne la richesse et le revenu des pays précités. Ils ne représentent en somme que le tiers de la richesse totale et des revenus de l'ancien petit royaume de Serbie.

Nous croyons cependant utile de donner ici encore quelques chiffres :

En résumé la richesse du royaume de Serbie avec les territoires affranchis en 1912 a été en 1913 de 11 milliards de francs et son revenu annuel brut de 2 milliards, 200 millions de francs.

La dette publique du royaume de Serbie a été au

début de la Grande Guerre, notamment en juillet 1914, de 1 milliard de francs. Pour cette même année 1914 le budget de l'Etat s'est élevé à 230 millions le budget des communes à 50 millions, soit ensemble 280 millions de francs.

Le Régime politico-agraire en Bosnie et en Herzégovine

L'histoire a appris à tous que ces deux provinces, la Bosnie et l'Herzégovine, qui des siècles durant sont restées au pouvoir des Turcs, ont été, conformément aux clauses du traité de Berlin, occupées par l'Autriche-Hongrie en 1878.

Le régime juridico-agraire dans ces provinces est resté sous les Habsbourg exactement le même tel qu'il a fonctionné au temps des Turcs, et tel que nous l'avons présenté dans les contrées méridionales de la Serbie reprises aux Turcs en 1912.

Nous avons parlé du rôle du tchiptchiya dans la Serbie méridionale. Cette classe de travailleurs agricoles existe également en Bosnie et en Herzégovine. Les attributions comme sa condition sont exactement les mêmes, mais les tchiptchiya en Bosnie et en Herzégovine portent le nom de « *Kmet* ».

A titre de simple constatation que le gouvernement Austro-Hongrois n'a amélioré en rien la situation économique dans ces provinces, nous allons voir quelle a été cette situation économique à la veille de la Grande Guerre.

La superficie de la Bosnie et de l'Herzégovine est de 51,000 km² (1). En 1910 le nombre de leurs habitants s'est élevé à 1,898,044. Le budget total pour 1913 a été de 92,997,594 couronnes. L'exportation a produit en 1911, 120 millions de couronnes et l'importation pour la même année 154 millions de couronnes.

Les chemins de fer de l'Etat et privés, pour la plupart à voie étroite, comptaient 1,629 km. avec 1037 km. de routes nationales et 1032 km. de routes départementales. La dette publique s'est montée à la veille de la Guerre à 335 millions de couronnes.

Produits agricoles :

Blé	912,535	quintaut	métriques.
Maïs	1,157,602	»	»
Divers	1,389,742	»	»
Total	3,459,602	»	»

Parmi tous ces chiffres les plus intéressants sont ceux qui se rapportent à l'importation qui a été deux fois plus grande que celle de la Serbie même.

Dans ces provinces, naturellement assez riches cependant, l'agriculture est restée très en retard, grâce au régime féodal instauré par les Turcs et respecté par l'Autriche-Hongrie qui s'est bornée à exploiter cette région économiquement seulement en favorisant spécialement l'importation de ses propres produits et

(1) Quant à leur superficie supérieures à l'étendue du précédent royaume de Serbie.

qui considérait ces deux provinces comme deux colonies siennes.

Voilà dix ans déjà l'Autriche-Hongrie a introduit en Bosnie et en Herzégovine le rachat des biens par les Kmets. Pouvait racheter le bien qui voulait. L'Etat consentait des prêts à tous ceux qui voulaient racheter des biens. Mais cette institution n'obtint pas grand succès en raison des complications que faisaient naître l'amortissement du capital et le versement des intérêts. Un nombre infinie de Kmets parvint à se libérer du joug de leur propriétaires. Telle était la situation de la Bosnie et de l'Herzégovine lorsqu'elles devinrent parties intégrantes du Royaume Yougoslave.

L'art 42 de la Nouvelle Constitution qui est entrée en vigueur le 28 juin 1921, dit que les Kmets (tchiptchiyas) doivent être transformés en bachtiniks (détenteurs de bachtinés) des domaines sans redevance aucune. L'Etat prend à sa charge tous les frais de rachat des biens pour indemniser les propriétaires.

TROISIÈME PARTIE

Le troisième Régime politico-agraire en Yougoslavie

Le troisième Régime politico-agraire de la Yougoslavie est celui qui fonctionne dans les contrées détachées en 1918 de l'Empire Austro-Hongrois exception faite de la Bosnie et de l'Herzégovine dont nous venons d'exposer en quelques traits seulement le régime agraire.

Outre la Bosnie et l'Herzégovine les provinces suivantes ont été libérées de la domination Austro-Hongroise : La Croatie, la Slavonie, la Syrmie (Srem), la Batchka, le Banat, la Barania, la Dalmatie, la Slovénie et la Carniole.

Jusqu'en 1848 la situation juridico-agraire dans ces provinces a été identique à celle que nous avons rencontrée de nos jours encore en Bosnie, en Herzégovine et en Macédoine.

Il existait dans ces provinces d'immenses domaines libres ou assujettis — ces derniers domaines de Kmet. En la dite année 1848 l'Autriche-Hongrie a apporté une réforme au régime existant dans les dites provin-

ces. Elle a pris à tâche de racheter les domaines assujettis exploités par les Kmets mais propriété de seigneurs féodaux. Ces seigneurs recevaient en paiement de leurs biens rachetés non du numéraire mais bien des titres, des obligations spécialement créées et destinées à ce but. Les Kmets qui recevaient la terre du propriétaire devaient se libérer envers l'état pour ce rachat en amortissant le capital et en payant les intérêts en même temps que l'impôt annuel. Jusqu'à cette réforme, les Kmets avaient, au même titre que leurs seigneurs, droit à la coupe du bois dans certaines forêts déterminées, de même qu'ils avaient droit au pâturage dans des pâturages désignés. Cette réforme apportée, ils avaient en mains certaines parties de forêts et de pâturages.

Jusque là le Kmet payait au seigneur le « *Khak* » (fermage, loyer) en nature et lui prêtait la main d'œuvre nécessaire (*téjaks*). Cette réforme a été fort mal appliquée. Le Kmet est toujours resté sur le même bien qu'il exploitait auparavant alors qu'il appartenait au seigneur, moyennant un fermage en nature. La réforme une fois introduite il devait à l'Etat le prix du rachat en espèces et ce prix s'élevait assez avec l'impôt. Les années mauvaises, de récolte déficitaire, le Kmet devait s'endetter pour faire face aux échéances. Les dettes s'accumulaient; il fallait vendre les biens, pour se libérer des dettes. Les Kmets les vendaient eux-mêmes si ce n'était le fisc pour recouvrer l'impôt impayé. Dans l'un comme dans l'autre cas la

propriété se vendait à vil prix trouvant toujours quelque Allemand ou quelque Magyar à l'affût d'une bonne affaire, mais toujours interposé par le Gouvernement qui tendait à s'accaparer de toute la propriété détenue par la population Serbe. C'est dans ce but uniquement qu'avait été apportée la réforme en question qui, en 1848, fit tomber une partie des biens Serbes aux mains des Juifs.

Voilà comment actuellement dans les provinces susmentionnées la moitié, plus de la moitié même du territoire, se trouve actuellement aux mains de grands propriétaires. Il existe également des biens fidéicommissaires soumis au même régime de tous les autres états où les biens de cette nature existent.

On trouve facilement dans ces provinces des propriétaires qui possèdent des domaines de 4, 5, 6 et davantage de milliers d'hectares d'étendue, alors que dans la petite Serbie ils sont au nombre de 3 les propriétaires qui possèdent 300 hectares de terre.

Le Banat, la Barania, la Batchka, la Syrmie (Srem), la Slavonie et même la Croatie possèdent des régions extrêmement fertiles, notamment le Banat, la Barania et la Syrmie qui se rangent parmi les plus fertiles de l'Europe entière.

La Slovenie et la Carniole possèdent par contre très peu de terre arable. Ce sont des pays montagneux tout couverts d'immenses forêts où la population se livre presque exclusivement à l'élevage du bétail qui y est florissant.

Malheureusement nous ne pourrons dire grand chose sur le régime agraire qui est en vigueur dans ces régions, les renseignements faisant pour la plupart défaut et ceux existants ne concordant pas toujours entre eux. Nous n'avons recueilli que ceux qui nous ont paru concluants et dont nous avons pu vérifier l'exactitude. Nous en donnons ci-après un aperçu qui résumera la situation numérique de la population, la superficie du territoire en kilomètre carrés, l'état numérique du bétail, la situation agricole, forestière et vinicole sur toute l'étendue du territoire de la Yougoslavie actuelle et de chacune de ses provinces en particulier. Nous ne pourrons cependant pas donner la situation du bétail, de l'agriculture, des forêts et des vignobles dans les contrées méridionales affranchies en 1912 des Turcs, ni dans les parties du Montenegro, car les renseignements officiels font absolument défaut.

PAYS	SUPERFICIE Kilomètres carrés	Population	Moyenne par Km2
	EN MILLIERS		
Croatie et Slavonie	42,532,5	2,621	61
Bosnie-Herzégovine	51,199,6	1,898	37
Dalmatie	12,831,0	645	50
Parties libérées de la Hongrie	41,750,0	2,675	64
Slovénie	21,681,6	1,610	74
Serbie (vieille)	48,313,0	3,200	70
Serbie (nouvelle)	39,055,0	1,500	38
Monténégro (vieux)	9,080,0	285	31
Monténégro (nouveau)	5,100,0	150	30
Total	271,542,0	14,340	54

Situation agricole, forestière, etc. du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

PAYS	Superficie totale hectares	SOL CULTIVÉ				SOL NON CULTIVÉ										
		Terre arable et jardins (vergers) hectares	hectares p. 100	Prairies hectares p. 100	Vignobles hectares p.100	Prairies hectares p. 100	Forêts hectares p. 100	Etangs hectar. p.100	Sol incultivable hectares p.100							
Croatie et Slavonie	4,253,250	1,452,195	34,8	428,172	10,0	47,754	1,1	574,362	13,5	1,496,029	35,1	3,684	0,08	221,387	5,2	
Bosnie et Herzégovine	5,119,960	1,237,300	58,060	25,3	412,200	8,6	6,640	0,3	618,060	11,5	2,552,300	50,1	—	—	235,400	4,6
Dalmatie	1,283,494	154,104	38,310	15,0	10,036	0,8	82,282	6,4	581,387	46,0	378,361	29,0	10,660	0,8	28,364	2,0
Parties libérées de la Hongrie	4,175,030	2,403,770	65,331	59,2	456,903	10,9	100,772	2,4	502,016	11,3	260,294	6,1	30,068	0,6	355,876	8,5
Slovénie	2,168,646	369,575	22,724	18,0	372,746	17,1	39,729	1,9	336,387	15,6	905,202	41,8	—	—	122,283	5,4
Serbie (vieille)	4,830,300	1,027,875	162,754	24,7	322,683	6,6	33,101	0,7	664,750	13,7	1,517,000	31,4	—	—	1,102,197	23,9
Totaux et Moyennes	21,830,680	6,644,819	376,846	32,1	2,002,740	9,1	310,278	1,4	3,276,962	15,0	7,109,186	32,6	44,412	0,2	2,065,597	9,5

VIGNOBLES

PAYS	Surface des vignobles (en hectares)	P. 100 du sol cultivé	Rendement en 1910 (en hectolitres)	En moyenne hectolitres par hectare	Valeur du rendement (en couronnes)
Croatie et Slavonie	47,754	1,1	247,837	5,2	10,021,248
Bosnie et Herzégovine	6,640	0,3	40,000	6,0	1,600,000
Dalmatie	82,282	6,4	727,992	10,4	36,000,000
Parties libérées de la Hongrie	100,772	2,4	634,887	6,3	25,000,000
Slovénie	39,729	1,9	837,013	21,0	29,285,455
Serbie	33,101	0,7	394,917	12,0	23,524,554
Totaux et moyennes	310,278	1,6	2,882,046	9,7	125,431,257

FORÊTS

PAYS	Superficie (en hectares)	Rendement annuel (en mètres cubes)	Valeur du rendement (en couronnes)	Valeur des forêts convertie en capitaux (en couronnes)
Croatie et Slavonie	1,496,429	5,092,900	70,821,295	2,360,709,000
Dalmatie	378,361	519,405	3,472,685	115,756,000
Bosnie et Herzégovine	2,552,800	9,137,124	102,352,280	4,411,743,000
Parties libérées de la Hongrie	260,294	968,964	20,630,125	688,571,000
Slovénie	905,202	873,169	25,575,853	877,960,000
Serbie	1,517,000	(?)	(?)	1,000,000,000
Totaux	7,109,186	16,391,562	222,852,238	9,454,739,000

(non compris la Serbie).

STATISTIQUE DU BÉTAIL

P A Y S	CHEVAUX, MULETS ANES		BÊTES À CORNES		PORCS		MOUTONS		CHÈVRES	
	Total	Par Km ²	Total	Par Km ²	Par 1000 habitants	Total	Par Km ²	Par 1000 habitants	Total	Par Km ²
Croatie et Slavonie	353,234	8,0	1,134,857	27,0	432	1,164,022	27,0	443	95,598	1,8
Bosnie et Herzégovine	228,831	4,4	1,309,922	25,5	700	527,371	10,2	277	1,393,068	27,2
Dalmatie	69,200	6,4	104,716	8,2	162	70,849	5,5	109	254,896	19,9
Parties libérées de la Hongrie	558,864	13,3	1,236,490	30,0	462	1,566,840	37,5	585	55,662	1,3
Slovénie	68,553	3,1	684,505	26,9	363	605,625	27,9	376	18,719	0,9
Serbie	153,737	3,1	965,208	20,0	326	863,544	17,9	292	627,427	12,9
Totaux	1,632,419	—	5,435,698	—	—	4,798,151	—	—	3,345,370	—

La richesse totale du Royaume actuel des Serbes, Croates et Slovènes se chiffre, d'après les experts, par 90 milliards de francs environ, richesse considérée à la veille de la guerre (1).

L'administration de la Dette publique avait définitivement centralisé toutes les données relatives à la dette de la Yougoslavie dans le pays même et à l'étranger en y comprenant toutes les dettes ante bellum contractées par ses nouvelles provinces alors qu'elles faisaient encore partie intégrante de la monarchie austro-hongroise.

La Yougoslavie doit donc en tout : 3 milliards 456 millions de francs, 40 millions de dollars (2), 327 millions de couronnes autrichiennes d'avant guerre, 1 milliard, 36 millions de couronnes yougoslaves (3), et 639 millions de dinars. Si nous convertissons la dette totale en francs elle s'élevait à *4 milliards, 450 millions*.

D'après les derniers renseignements fournis par la presse de Belgrade il y a en circulation en Yougoslavie pour près de 4 milliards de papier-monnaie. C'est la Banque Nationale qui se charge de l'impression et de l'émission de ces billets. Nous ne savons pas exactement quelle est la couverture métallique de ces billets, car la Banque Nationale ne publie pas

(1) Nous donnons ce chiffre sous toute réserve n'ayant pu en vérifier l'exactitude et l'estimation des divers experts ne concordant pas.

(2) Le dollar au cours de 5,18 francs.

(3) 4 couronnes Yougoslaves équivalent à 1 dinar serbe.

le bilan, mais d'après les on-dit la réserve d'or de la Banque Nationale serait de 300 millions de francs.

Lorsqu'après l'armistice le Gouvernement Serbe a repris le pouvoir en mains sur le territoire de la Yougoslavie il y avait en circulation près de 350 millions de dinars et 5 milliards de couronnes autrichiennes. L'estampillage de ces couronnes une fois effectué, on compta alors 4 milliards de déclarés. Comme le cours de la couronne variait suivant les régions, l'état dut unifier ce cours et établit un cours officiel qui est encore aujourd'hui le même. Une couronne vaut 0,25 dinar ou 4 couronnes valent 1 dinar. D'après ce cours les 4 milliards de couronnes ont été convertis en 1 milliard de dinars.

Donc jusqu'en 1921 il y avait en circulation 1 milliard 350 millions de dinars, et actuellement 4 milliards.

Grâce à cela notre cours est bien bas à l'étranger aussi actuellement pour 100 francs français nous devons payer 400 dinars environ. Cette baisse anormale du cours provient surtout de la situation politique et non économique car la Yougoslavie est le pays qui de tous les Etats presque possède le moins de dettes proportionnellement à sa richesse.

Espérons que notre situation financière ne tardera pas à s'améliorer grâce au commerce d'exportation, à l'exportation surtout des céréales et du bétail. Jusqu'à présent notre importation a prévalu sur l'exportation, la nécessité de restaurer, de rétablir ce que

l'ennemi a détruit. Notre industrie étant nulle, nous étions obligés de nous pourvoir à l'étranger durant ces trois années écoulées depuis la libération. Aussi notre commerce d'exportation s'en est-il ressenti. Il y a du progrès cependant, puisqu'il y a balance déjà entre l'importation et l'exportation, et le moment ne tardera pas où l'exportation dépassera de beaucoup l'importation apportant l'unique remède, tant attendu, dans notre situation financière. Nous sommes en droit de prévoir un rapide retour de cette amélioration vu qu'à la tête de nos finances Yougoslaves se trouvent actuellement deux hommes d'une grande énergie et d'une compétence indiscutable. Ce sont, d'abord le Ministre actuel des finances M. Kosta Koumanoudi, professeur des plus distingués à l'Université de Belgrade, ancien élève et docteur en droit de la Faculté de Paris et son bras droit le Chef de la Direction des Finances, M. Douthitch également docteur en droit. Ces deux hommes, grâce à leur savoir et leur énergie, ont contribué, dans une large mesure à rétablir l'équilibre dans les finances en corrigeant les errements de leurs prédécesseurs. Un de leurs grands mérites est, sans conteste, le grand succès obtenu par l'emprunt national de 500 millions de dinars destiné à la restauration et la construction de nouvelles voies ferrées et des routes, comme des édifices publics. Si l'Etat s'était adressé à la Banque Nationale celle-ci aurait dû faire une nouvelle émission et lancer dans la circulation 500 nouveaux millions ce qui aurait encore baissé le

cours du dinar. Tandis que l'état ouvre une souscription dans le peuple qui permettra de faire face aux nécessités sans augmenter le nombre de dinars en ce moment en circulation qui fixe la stabilité de notre cours. Ces emprunts nationaux étaient pour ainsi dire inconnus dans le pays, et le succès de l'emprunt souscrit, auquel ont contribué même les bourses les plus pauvres du pays, atteste une confiance très grande du peuple dans son Gouvernement, confiance pleinement justifiée d'ailleurs, car la Serbie d'avant guerre, si l'on en croit les données relatives à notre dette à l'étranger était la meilleure débitrice, celle qui s'exécutait le plus volontiers. Pendant notre exil à Corfou, le Gouvernement Serbe n'a-t-il pas payé la plupart de ses dettes à l'étranger, et avant la guerre nos finances n'étaient-elles pas excellentes ?

Le Ministre actuel des finances a encore conclu un emprunt en Amérique en dollars-or, à des conditions fort avantageuses et dont le montant convertis en francs représenterait une valeur de 500 millions en or.

Voilà comment nous aurons dans le pays une grande quantité d'or, et pour peu qu'on en fasse une disposition judicieuse, qu'il reste surtout dans le pays, notre situation financière, grâce à l'exportation des céréales et du bétail, grâce aussi à la situation politique intérieure, ne tardera pas à remonter à flot et le cours de notre dinar à redevenir au pair surtout après le vote de la constitution.

Il me semble qu'il serait intéressant également de dire quelques mots sur notre budget de l'Etat.

La discussion du budget 1922 de la Yougoslavie est actuellement à l'ordre du jour. Certains départements, notamment la Guerre et l'Instruction Publique prévoient d'immenses dépenses ce qui ferait monter le budget à 9 milliards de dinars. Mais le Ministre des Finances actuel faisant pression sur le Gouvernement, a réussi à réduire ces dépenses au minimum en abaissant le chiffre du budget total de 9 à 5 milliards comptant que les recettes de l'année suivante atteindront le chiffre de 5 milliards palliant ainsi un déficit inévitable qui n'aurait pas manqué de se produire en cas de maintien du chiffre primitivement fixé.

En donnant ici les renseignements concernant la richesse de la Yougoslavie, en parlant de sa dette publique et de son budget, de la monnaie en circulation, je pensais compléter ainsi tout ce que j'avais dit jusque là relativement à la situation générale de la Yougoslavie qui se trouve actuellement en face d'un problème des plus ardues, la révision du régime agraire.

CHAPITRE I •

Programmes des divers partis politiques pour l'instauration des Réformes agraires.

Deux programmes principaux sont à l'ordre du jour pour la révision du régime agraire et l'introduction des réformes agraires.

C'est d'abord le programme du Parti Communiste qui réclame « l'abolition de la propriété privée ».

Les programmes de tous les autres partis qui diffèrent dans certains détails mais qui dans le fond constituent un seul et même programme, vue qu'ils « maintiennent la propriété privée ».

Programme Communiste.

Jusqu'en l'année 1914 la Serbie comptait au Parlement sur 232 représentants, deux Députés socialistes seulement, actuellement par contre la Skoupchtina constitutionnelle, dont les 412 membres avaient pour mission d'apporter une Constitution à la Yougoslavie, compte 53 représentants communistes.

La Yougoslavie est un pays agricole dont 80 % de la population représente l'élément rural alors que 20 % seulement habitent la ville. De ces 20 %, 5 % se livrent également à l'agriculture alors que les 15 %

autres représentent toutes les autres professions y compris les ouvriers. Etant donnée cette répartition il paraîtra étrange à chacun de voir figurer au Parlement une représentation communiste aussi importante, dans un pays où la population est en majorité paysanne, un pays dépourvu d'ouvriers industriels où le paysan, pas plus que dans tout autre pays d'ailleurs, ne professe des idées communistes.

Cette situation provient uniquement de manœuvres électorales, de l'assaut au pouvoir de chaque parti, chacun mettant sa liste en avant en s'efforçant d'évincer le parti voisin. Point de discipline dans les partis ce qui pourrait justifier en quelque sorte ce succès obtenu par le parti communiste lors des élections communales tenues à Belgrade où sur le nombre de 12.000 votants inscrits le jour du vote, le parti communiste a obtenue 4.000 voix.

On peut encore invoquer d'autres causes pour expliquer cette extension du communisme. La révolution Russe en est certes la principale; mais le mécontentement général qui a surgi partout au lendemain de la guerre mondiale, n'y est point étranger. D'autre part la lenteur qui a présidé à l'élection de l'Assemblée Constituante, qui a apporté la Constitution seulement trente mois après la proclamation de l'Armistice. Autant de circonstances aggravantes ayant pesé sur l'esprit du peuple. En outre la tolérance du Gouvernement à l'égard de tous les partis se targuant de quelque vague démocratisme.

Voilà en général tout ce qui a influé et qui a favorisé le développement du communisme, d'ailleurs admirablement organisé. Pendant les travaux de la Constituante, ses représentants affirmaient sans cesse à la tribune qu'ils étaient nationalistes, qu'ils luttaient pour l'unité Yougoslave et l'unité de toute la race Slave. Cependant le 28 Juin, jour du vote de la Constitution, le Prince-Régent fut, si non victime, du moins l'objet d'un attentat, pas absolument manqué, puisqu'il fit quelque 20 victimes : tués ou blessés. Quelques jours plus tard le Ministre de l'Intérieur succomba à son tour victime lui aussi des ressentiments communistes. Lorsque les auteurs de ces deux attentats tombèrent aux mains de la justice, il fut avéré qu'ils étaient les instruments du parti communiste. Ils déclarèrent eux-mêmes qu'ils avaient reçu mandat des députés communistes pour accomplir leur forfait. L'enquête ouverte prouva que les instigateurs, les auteurs de l'attentat et leurs acolytes étaient tous des Magyars, des Autrichiens voire des Allemands ayant adhéré au parti communiste pour préparer des troubles et organiser la révolte en Yougoslavie, en ceci tous agents directs de leurs gouvernements respectifs.

Toute cette machination avait été habilement combinée en vue d'un coup d'Etat en Yougoslavie et l'institution immédiate des Soviets inondant le territoire entier. En cas de réussite, la Hongrie et l'Autriche, sans compter les autres nations ennemies auraient fait une incursion armée en Yougoslavie pour étouffer le

mouvement communiste et non comme on serait tenté de le croire, pour réaliser l'occupation du territoire Yougoslave que le paysan-soldat Serbe venait, avec tant de vaillance et l'aide de ses alliés français et autres d'arracher à l'oppression.

Mécontents de tels agissements la France et nos autres Alliés se seraient certainement désintéressés de la Yougoslavie, en présence du fait accompli, et tout le clan de nos ennemis aurait réalisé son idéal de conquêtes. Quant à la Yougoslavie il n'en serait peut-être même plus question.

Telles étaient les aspirations communistes. Combien fausses étaient donc leurs protestations de nationalisme, de Slavophilie, de Slavisme. N'étaient-ils pas les pires ennemis de leur peuple, puisqu'ils travaillaient pour l'étranger, pour l'ennemi du peuple Yougoslave.

Si les tendances communistes étaient saines et réalisables nos ennemis s'en seraient accaparés les premiers. Par contre nous voyons en Hongrie, l'Autriche et même l'Allemagne non seulement fuir le communisme mais désirer ardemment le retour à la monarchie, le retour au passé.

Que voulaient donc les communistes chez nous ? Sur la base de la définition commune socialiste qui veut l'égalité dans la condition et sur la base de son principe : chacun selon sa force, chacun selon ses besoins, les communistes voulaient supprimer la propriété et socialiser le bien et ils voulaient y parvenir non par

la voie de l'évolution mais par la révolution, donc par la violence.

On s'est posé bien souvent cette question : l'idée communiste peut-elle exister et surtout peut-elle subsister ?

Les communistes ont fait couler des flots d'encre a ce sujet comme leurs antagonistes également. Karl Marx a dit que la cause du mal actuel c'est le capital. Supprimez le capital, socialisez-le et vous aurez tué le coupable. Mais Karl Marx ne nous a pas laissé entrevoir comment fonctionnerait un Gouvernement communiste. Il a déclaré sa théorie scientifique, qu'il a atteint un certain degré dans ce domaine scientifique mais qu'il ne peut plus loin. Il n'est pas le premier qui nous a révélé le communisme. Platon déjà a prêché le communisme à ses contemporains. « Lorsque dans la cité vous voyez un homme se réjouir ou pleurer imitez-le tous ». Mais Platon ne nous a pas davantage éclairés sur le fonctionnement d'une société communiste, en quoi il a été fortement critiqué par son disciple Aristotèle.

Depuis la révolution Russe — je suis avec le plus vif intérêt tout ce qui à trait au communisme — la littérature y afférante, toute la production des auteurs anciens et modernes et toute la littérature antagoniste. Tous s'accordent a prouver l'impossibilité du communisme, en affirmant que « dans un état communiste la division du travail comme la répartition des produits sont impossibles ». Par contre ni les uns ni les

autres ne s'attardent sur un trait capital du caractère humain qui combat sérieusement la théorie communiste, « l'égalité dans la condition ». Si les écrivains communistes avaient tenu compte de ce trait ils n'auraient certes pas propagé des théories utopistes, à moins que parfaitement conscients et au mépris de toute sincérité ils ne s'en soient fait un tremplin pour gagner la popularité des masses.

Les adversaires du communisme n'auraient-ils pas pu nous éclairer, plutôt que de s'attarder à des explications oiseuses. Un aveu simple et sincère et la masse aurait compris. Mais quel est donc ce trait essentiel qui se dresse contre la réalisation de l'idéal communiste. Ne l'a-t-on pas deviné déjà, c'est l'égoïsme humain.

La définition de l'égoïsme est bien simple, bien facile à comprendre et chacun la reconnaîtra. Aimer soi-même, plus que son prochain,— soi d'abord, avant son prochain — d'abord pour soi, ensuite pour autrui — plus pour soi, que pour son prochain.

L'égoïsme fait partie intégrante de l'homme il naît et vit et meurt avec lui, il ne l'abandonne jamais et forme avec son corps et son âme une sorte de trinité.

On entendra souvent dire dans la société : cet homme n'est pas un égoïste. Erreur. Il n'y a pas de créature humaine sans égoïsme, mais il arrive parfois que grâce à l'éducation et à l'instruction reçues l'individu dissimule ce défaut pour s'en servir à la première occasion venue.

Il n'est pas dans nos intentions de citer ici des exemples d'égoïsme ; il est trop connu et trop senti par tous, on le rencontre à chaque pas. Il nous fallait en parler cependant car il sera la cause primordiale et essentielle de l'échec communiste ; toutes les autres théories adverses ne peuvent servir que d'accessoire et de remplissage.

Ainsi il est impossible de réaliser « l'égalité dans la condition » du moins tant que l'égoïsme existera et il ne disparaîtra qu'avec l'homme. L'homme n'admettra donc jamais le communisme ni sa théorie, la suppression de la propriété et l'égalité dans la condition, bien au contraire, il s'appliquera toujours à acquérir du bien et à se distinguer de son voisin.

Je répète donc : la théorie communiste est impossible et irréalisable, témoin la Russie actuelle. Ce pays dont le peuple avait été des siècles durant asservi par la noblesse féodale a dû s'affranchir d'abord du servage. Il l'a fait par la révolution, malheureusement cette révolution a dévoyé, donnant prise au communisme, au bolchevisme comme on dit là-bas. Mais tout cela n'existait en réalité que sur papier, jamais la Russie n'a connu le véritable communisme, mais un régime spécial créé de toutes pièces par Lénine. Et voilà que après quatre années de révolution et de désordre, nous voyons Lénine conclure des traités commerciaux avec les puissances étrangères, consentir la vente de menu produits, mais le plus intéressant c'est qu'il reconnaît aux paysans le droit de propriété, de

petite propriété, droit de libre disposition sur les produits, mais leur impose l'obligation de payer l'impôt. D'après ce qui précède il ne peut donc être question de communisme. Quant aux succès économiques de ce régime obtenus dans l'espace de 4 années, ils se résument en deux mots : famine, misère.

On ne peut pas ajouter entière foi à tout ce que la presse étrangère écrit, ce qui est cependant certain et indubitable c'est que 25 millions de malheureux, qui habitent cependant les régions fertiles de la Russie, meurent actuellement de faim. Les Soviets eux-mêmes le confessent puisqu'ils appellent au secours le Monde entier.

On attribue la famine et la disette à la sécheresse excessive qui a sévi cette année et au blocus des côtes Russes par l'Europe entière. Il peut y avoir du vrai, mais on sait pertinemment qu'il y a une centaine d'années, la Russie n'avait pour ainsi dire aucun rapport commercial avec l'Europe et en ce temps-là il y avait aussi des sécheresses, en Russie comme partout. Mais la famine qui y règne actuellement, est sans exemple dans son histoire. Jamais la grande et féconde Russie, dont les greniers peuvent alimenter l'Europe toute entière, n'avait eu besoin du secours d'autrui. La sécheresse, disent-ils, allons donc ! La chose est simple. En confisquant toutes les récoltes aux paysans dont regorgeaient les magasins de l'Etat, Lénine a produit un découragement auprès du paysan, qui cultivait de moins en moins, l'égoïsme intervenant et n'admettant

pas que le paysan travaille pour l'Etat, mais bien pour lui-même.

Voilà la véritable cause de cette famine irréparable; tous les autres facteurs sont d'importance secondaire, Lénine l'a fort bien compris et c'est pourquoi il a autorisé le paysan à disposer librement de ses produits. Il n'y a que trois mois de cela. Il ne se passera pas deux ans, trois au plus et la Russie deviendra une République démocratique, reconnaissant la liberté de la propriété privée, car l'égoïsme humain l'exige.

Les événements de Russie attestent la faillite du communisme. Nos communistes Yougoslaves ont bien tenté de l'implanter à toute force chez nous, mais ils ont également échoué.

La Yougoslavie n'a donc pas besoin d'un régime communiste puisqu'il est condamnable, mais le système socialiste actuel avec la grande propriété n'est pas davantage applicable. Il faut donc le modifier.

La propriété privée doit exister, ainsi le veut la nature humaine, mais elle doit exister sous la forme de bien privé de chacun, permettant à chacun de vivre de son travail et de son bien. Ce résultat ne sera atteint que si l'on arrive au partage de la grande propriété, à la division du territoire en petites propriétés.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, en Yougoslavie 85% de la population vit de l'agriculture et la terre arable ne manque point. On devrait la répartir de cette sorte, que chacun en obtienne une parcelle qui lui restera acquise en propre. Quelles sont les dispositions prises

actuellement à ce sujet et quelles seront elles à l'avenir, nous le verrons en examinant les programmes des autres partis. C'est ce que nous allons faire en ne nous arrêtant pas pourtant démesurément.

CHAPITRE II

Programmes des autres partis politiques.

Les programmes de tous les autres partis concordent dans l'ensemble et ne diffèrent que sur certains points de détail. Tous demandent la division, le partage de la propriété plus ou moins.

Le programme le plus démocratique est sans conteste celui du *parti paysan* qui demande l'établissement de la petite propriété. La création de ce parti remonte à juin 1920 et en novembre de la même année pour les élections de l'Assemblée Constituante, il comptait 29 députés sur 412, ce qui représente un succès formidable. La voix de ce parti n'a pas été de grande portée parce que sa représentation était assez faible, mais c'est le parti qui intéresse le plus le paysan, car c'est lui qui défend le mieux ses intérêts; il exclut de son programme la grande propriété et tout porte à croire qu'aux élections prochaines c'est lui qui obtiendra la majorité et il se pourrait également que c'est à lui qu'échouera l'honneur et le rôle principal dans la solution de la question agraire.

Il existe encore deux autres partis en Yougoslavie, les plus importants et leurs programmes, divergeants à un certain moment, sont devenus presque identiques

depuis qu'ils ont eu à former ensemble le gouvernement commun et depuis qu'ils se sont assuré la majorité dans la Constituante. C'est ce même programme que suit le gouvernement Yougoslave dans ses décrets, ordonnances et instructions et que lui dicte le parti pour réaliser en partie du moins les réformes agraires. Dans le chapitre suivant nous verrons comment s'opèrent ces réformes.

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE I

Les Réformes agraires en voie d'exécution dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes conformément aux Décrets, Ordonnances et Instructions.

L'exécution partielle des réformes agraires en Yougoslavie a commencé au lendemain de l'Armistice et se poursuit toujours. Elle ne s'opère pas sur la base d'une nouvelle loi, car aucune loi à ce sujet n'a été promulguée, mais conformément à des ordonnances publiées, émanant de l'autorité du Prince-Régent et suggérées par le gouvernement ou à des décrets et instructions publiés par le gouvernement et les ministres compétents.

Nous donnerons ici les principaux de ces documents et certains passages intéressants d'autres, ne pouvant reproduire ici le grand nombre de documents officiels ayant trait à cette question et certains passages n'intéressant pas directement l'objet de notre thèse.

Nous formulerons cependant notre opinion et quelques objections relativement à cette exécution des

réformes agraires sur la base des décrets, ordonnances et instructions, que nous réservons pour la dernière partie de cette thèse.

DECRETS

(Instructions préalables)

La Réparation pour l'Exécution et les Réformes agraires.

Ces instructions ont été publiées le 25 février 1919 par le Gouvernement Royal au nom du Roi et en vertu de l'art. 53 de la Constitution qui donne pouvoir au Gouvernement de remplacer le Roi, dans ce cas particulier, le Prince-Régent, pendant son absence, car à cette époque le Prince-Régent se trouvait à Paris.

Ces instructions constituent la base de la Réforme agraire sur laquelle reposent tous les autres décrets, ordonnances et instructions et que nous nous faisons un devoir de donner dans toute leur intégralité.

I. *Suppression de la condition de Kmet (tchiptchiya).*

§ 1.

La condition de Kmet (tchiptchiya) en Bosnie et en Herzégovine puis dans les contrées de la Serbie et du Monténégro est supprimée, et de nouvelles créations de cette charge de Kmet (tchitchiya) sont interdites.

§ 2.

Les Kmets (tchiptchiyas) actuels sont proclamés propriétaires libres des biens de Kmet qu'ils exploitaient jusqu'ici.

§ 3.

Les propriétaires actuels (agas) reçoivent pour les biens confisqués une indemnité garantie par l'Etat.

Une loi spéciale règlera le montant des indemnités et le mode de payement.

§ 4.

Dans les indemnités devront être comprises les dettes du Kmet (Khak) pour l'année 1918.

§ 5.

Jusqu'au règlement définitif de la question des indemnités, il sera accordé aux propriétaires actuels, sur leur demande, une rente provisoire, proportionnée aux revenus tirés jusque là des terres des Kmets. Il sera tenu compte de cette rente provisoire déjà versée, lors du règlement définitif.

Les propriétaires actuels des terres, qui par suite de la suppression de la condition de Kmet, désiraient, en place de la rente ou de l'indemnité totales ou des parties recevoir la valeur correspondante en terre et en quantité telle qu'ils pourront la travailler eux-mêmes, recevront du terrain provenant de l'expropriation des grands domaines ou provenant des domaines de l'Etat.

§ 6.

Seront suspendus tous les procès et jugements en cours, issus de la condition de Kmet (tchiptchiya) jusqu'à l'intervention d'une loi spéciale.

Seront suspendus également les plaintes, procès et jugements relatifs au paiement des annuités dues pour le rachat antérieur (facultatif) des terres des Kmet.

II. *Suppression de la condition de Colonat.*

§ 7.

Les rapports du Colonat et tous les rapports analogues à ceux du Kmet entre le propriétaire de la terre et l'agriculteur, en Istrie, Goritza, en Dalmatie et dans les autres provinces du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sont supprimés en vertu des paragraphes 1 à 6 des présentes instructions.

§ 8.

Sont déclarés nuls tous les jugements rendus pendant la durée de la guerre en faveur des propriétaires des terres situées dans les provinces énumérées au § 7 du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dans les procès relatifs à la suppression de la condition de Colonat (téjak) agriculteur et dans tous les cas analogues, et il devra être procédé au rétablissement de la situation telle qu'elle a existée au début de la guerre.

Cette situation une fois rétablie, il sera procédé à l'annulation conformément aux prescriptions de la présente instruction.

En sont exceptés les cas où le droit de propriété sur la terre en question aura été transféré en toute bonne foi aux mains d'un tiers avant le jour de la promulgation des dites instructions.

III. *Morcellement des grandes domaines.*

§ 9.

Il est procédé à l'expropriation de tous les grands domaines situés sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Il sera prélevé sur leur étendue des lots et accordé à ceux des administrés qui s'occupent d'agriculture et qui en général ne possèdent pas de terre ou n'en possèdent pas en quantité suffisante et il leur en sera donné autant qu'ils pourront en cultiver seuls avec le concours de leur famille. La priorité est accordée aux invalides de la guerre, aux veuves et orphelins des combattants, aux militaires et volontaires qui ont combattu pour l'unité des Serbes, Croates et Slovènes.

Une loi spéciale, inspirée par les conditions économiques de chaque contrée inhérentes à la propriété fixera ultérieurement la destination de la superficie restante du territoire exproprié, comme la définition de ce, qu'aux termes des dites instructions on entend par grands domaines.

§ 10.

Sans tenir compte des dispositions du § 9, sont proclamés, dès à présent, grands domaines :

a) tous les biens fidéi commissaires ;

b) tous les domaines dont la superficie est fixée par l'alinéa c) ci-après et qui sont affermés à un fermier ou qui ne sont pas cultivés ou le sont en partie seulement ;

c) les domaines qui mesurent une superficie variant de 100 à 500 arpent à raison de 1600 toises carrées par arpent de terre arable exploitée d'après les conditions économiques inhérentes à la propriété de la contrée.

Ces propriétés seront aussitôt soumises au lotissement (§ 14) en procédant par les plus vastes d'abord puis en suivant par les moindres.

§ 11.

L'indemnité du gros propriétaire pour l'expropriation de la terre, sa valeur et le mode de paiement seront fixés ultérieurement par voie légale, et d'ici-là il sera procédé conformément aux dispositions du § 5.

§ 12.

Il est procédé à la confiscation sans indemnité des domaines ci-après :

a) de tous les domaines appartenant à la dynastie des Habsbourg, ou au membre de la famille impériale des Habsbourg ;

b) de tous les domaines appartenant aux dynasties des puissances ennemies ;

c) de tous les domaines que reçurent naguère en don les étrangers pour des services rendus aux Habsbourg et qui ne sont pas encore passés à des tiers.

§ 13.

L'indemnité prévue par le § 11, pour les domaines acquis pendant la durée de la guerre, sur lesquels pèsent de graves présomptions d'avoir été acquis avec le produit de bénéfices de guerre illicites, ne sera pas accordée aux propriétaires, tant qu'une loi réglant les bénéfices de guerre ne sera pas intervenue.

§ 14.

Tant que la lotissement des grands domaines n'aura pas été définitivement achevé, conformément aux dispositions du § 9, l'Etat affermera provisoirement les domaines visés par le § 10, par complexes plus ou moins étendus, à des tiers prévus par le § 9.

Le fermage sera ultérieurement fixé d'après les conditions locales.

§ 15.

Il sera procédé à la résiliation de tous les contrats intéressant ces vastes domaines que le fermier n'exploite pas seul comme agronome professionnel ou comme agriculteur avec le concours de sa famille.

Le contrat de fermage pour les vastes domaines qui ont été affermés par lots moindres à des tiers désignés au premier alinéa sont maintenus jusqu'à une disposition légale ultérieure, mais le fermage convenu, ainsi que le mode de paiement et les échéances, sur la demande des intéressés peuvent-être annulés et il sera procédé à une nouvelle estimation compatible avec les conditions locales.

Conformément aux présentes dispositions, il sera procédé de même lors de l'affermage à des conditions analogues en Bosnie et Herzégovine connus sous le nom de : prioratz, priderjnik, prissiévnik et napolitchar.

§ 16.

Il est interdit de donner la terre en sous-fermage; dans ce cas, l'affermage principal est résilié. Les sous-fermiers sont considérés jusqu'à l'intervention de nouvelles dispositions légales comme fermiers, possesseurs de biens affermés, et il sera procédé à leur égard comme à l'égard des fermiers, conformément aux dispositions du second alinéa du § 15.

La présente disposition ne vise pas les rapports de sous location créés entre les associations agricoles paysannes (Zadrougas), leurs centres et leurs membres, mais sur la demande du sous-fermier il pourra être procédé à la révision du montant du fermage et des échéances, conformément au premier alinéa du présent paragraphe ou bien tout simplement à la résiliation du sous-fermage.

IV. *Domaines forestiers.*

§ 17.

Tous les complexes forestiers de quelque étendue deviennent propriété de l'Etat et les agriculteurs auront droit aux pâturages et droit au bois de chauffage et de construction.

§ 18.

Une loi spéciale interviendra pour régler l'indemnité à accorder aux propriétaires des forêts ainsi que le droit des paysans aux pâturages et au bois.

V.* *Révision des ségrégations.*

§ 19.

Dans les contrées où les anciens Kmets (sujets) avaient été lésés par la ségrégation au profit du propriétaire (spahi) il sera procédé, sur la demande des intéressés à la révision.

VII. *Administration officielle
pour les Réformes agraires.*

§ 20.

Pour l'exécution des réformes agraires il est créé une administration spéciale dénommée : Administration Officielle pour les réformes agraires.

Au nombre de ses attributions seront classées également la question de la colonisation intérieure, le rapatriement de nos émigrants immigrés en Amérique et dans d'autres pays, et en général le rapatriement des Serbes, Croates et Slovènes qui résident actuellement dans les autres pays. Cette administration fonctionnera sous le contrôle du Ministre de la Politique sociale et sa composition comme ses attributions seront réglées par une ordonnance particulière.

VII. *Dispositions finales.*

§ 21.

Les présentes instructions ne s'appliquent pas au territoire de la Serbie telle qu'elle existait jusqu'en 1912.

§ 22.

Nul n'est autorisé à aliéner, engager ou en général à transférer à des tiers, sans intervention de nouvelles dispositions légales, les biens ou terres concédés en vertu des présentes instructions. Tout contrat en opposition avec les présentes sera déclaré nul.

§ 23.

Perd le bénéfice des présentes instructions quiconque aura, après les promulgations des dites instructions, spolié, partagé arbitrairement ou pillé les biens d'autrui et qui de ce fait aura été passible de sanctions.

§ 24.

Les présentes instructions préalables entrent en vigueur à courir du jour de leur promulgation au Journal Officiel du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et doivent être soumises à l'adoption constitutionnelle de la Représentation Nationale.

Le Ministre de la Politique Sociale est chargé de l'exécution des présentes instructions.

Fait à Belgrade, au mois de Février 1919.

Suivent les signatures de tous les Ministres.

La promulgation des instructions préalables ci-dessus a été suivie d'une ordonnance émanant du Gouvernement Royal et datée du 10 Avril 1919.

Nous allons en donner les paragraphes les plus importants.

**Ordonnance du Conseil des Ministres relative à
l'exécution partielle des instructions préalables
pour la réalisation de la réforme agraire du
25 février 1919.**

§ 1.

En vertu des §§ 10 et 14 des Instructions préalables, le Ministre des Réformes agraires a plein pouvoir, jusqu'au partage définitif des grand domaines, conformément au § 9, et pour garantir aux familles d'agriculteurs la subsistance pour 1919, de prendre sous sa direction les surfaces territoriales visées par le § 2 de la présente ordonnance et de les affermer temporairement pour une durée d'un an à des tiers désignés par le § 9 des instructions préalables.

§ 2.

Sont affermées, suivant le § 1 les terres portées au cadastre sous la désignation terre de labour, pré ou pâturage que le Ministre chargé de l'exécution des réformes agraires par une décision et conformément au § 5, détachera des dits grands domaines et les proclamera biens affermables.

§ 3.

La présente ordonnance s'applique également aux gros propriétaires et aux gros fermiers qui possèdent en tout au moins 100 arpents (à raison de 1600 toises carrées) de terre arable, c'est-à-dire de terre de labour, si la dite surface n'a pas été affermée à des agriculteurs par lots moindres et qu'ils cultiveraient seuls avec l'aide de leur famille.

§ 4.

Il sera laissé à la disposition des gros propriétaires la partie seulement qui aura été jugée indispensable, selon l'avis de l'expert du Ministère, pour la liquidation de leurs biens pendant l'époque transitoire et répondant aux besoins de l'industrie agraire. Seront également affermés tous les prés et pâturages, à l'exception de ceux indispensables au propriétaires et qui auraient été désignés par l'expertise.

§ 5.

Le § 5 confie l'exécution des dispositions du § précédent au Ministre des Réformes agraires qui y procédera par l'intermédiaire de ses organes secondés par des compétences spéciales comme économistes, juriconsultes, géomètres, etc.

Le dit § 5 dit également que les biens sont affermés temporairement jusqu'au 31 octobre 1919 et non définitivement et que l'attention des fermiers devra être spécialement attirée sur cette clause de l'affermage.

§ 6.

Concerne le paiement du fermage par les fermiers. Les fermiers paient par chaque complexe de terrain à titre de fermage, pour les frais d'administration et le fonds de colonisation exactement le quintuple du revenu cadastral net de chaque complexe visé.

Certains fermiers paient d'après l'estimation de l'expert pour certains lots une taxe tantôt un peu supérieure tantôt inférieure à la taxe ci-dessus, selon la fertilité du sol. Les $\frac{4}{5}$ du montant du fermage appartiennent au propriétaire précédent.

Suivent 4 paragraphes sans importance que nous passerons sous silence.

Fait à Belgrade le 10 Avril 1919.

*Suivent les signatures de tous les Membres
du Gouvernement.*

Décret du Prince-Régent

portant interdiction d'aliéner et de surcharger les grands domaines fonciers.

ART. 1.

Interdit l'aliénation des grands domaines désignés par l'art 2 du présent décret. Le Ministre des Réformes agraires a pouvoir d'en autoriser la vente dans des cas exceptionnels.

Il est également interdit d'engager les dits biens à

l'exception toutefois s'il s'agit d'acquitter les impôts non payés ou autres taxes de l'Etat.

ART. 2.

Grands domaines envisagés selon l'esprit du présent décret sont considérés ceux qui dépassent :

a) sur le territoire de Goritza, en Istrie, Dalmatie et en Herzégovine, 50 hectares de terre cultivée (labours, prés, potagers, melonnières, vergers, vignobles et olivaias) ou 100 hectares de terre en général (y compris les forêts et les pâturages).

b) En Slovénie, territoire de Goritza excepté, dans le Préko-Mourié et le Médjou-Mourié, ensuite en Croatie et dans toute la joupanie (département) de Varajdine, de Moudrouch-Riéka et de Lika-Krbava, 75 hectares de terre cultivée ou 200 hectares de terre en général.

c) En Croatie dans les kotars (arrondissements) de Zagreb, Stoùbitza, Samobor, Digo-Sélo u Sveti-Ivan Zelina de la joupanie de Zagreb et dans le kotar de la ville de Zagreb, de même que dans les nouvelles contrées de Monténégro, dans les districts de Bélopolié, de Plévalj, de Bérané, de Kolachine et de Petch, 100 hectares de terre cultivée ou 300 hectares de terre en général.

d) En Croatie et dans les autres parties de la joupanie de Zagreb et dans toute la joupanie de Bélovar-Krijévatz 150 hectares de terre cultivée ou 400 hectares de terre en général.

e) En Slavonie et dans la joupanie de Pojéga comme en Bosnie et dans les kotars de Novi, Priédor, Bania-Louka, Bosanska, Gradichka, Derventa, Gradatchatz. Vertcha et Bélina, 200 hectares de terre cultivée ou 450 hectares de terre en général.

f) En Slaŭonie, dans les joupanies Virovititza et Srem (Syrmie) puis dans la Batchka, le Banat et la Barania comme dans les nouvelles contrées de la Serbie, 300 hectares de terre cultivée ou 500 hectares de terre en général.

Suivent encore 8 articles faisant partie du présent décret et concernant la faculté d'aliéner et de surcharger les grands domaines avec l'autorisation du Ministre de la Réforme agraire.

REGLEMENT

du Ministre des Réformes agraires daté du 6 juillet 1920, et du Ministre de l'Intérieur N° 10.500 relativement au recensement de la population intéressée à la réforme agraire.

Toutes les autorités communales sont tenues de procéder au recensement alphabétique de tous les administrés du Royaume des Serbes, Croates et Slo vènes qui résident en permanence sur le territoire de leurs communes respectives en les répartissant en catégories comme suit:

a) Dans la I^{re} catégorie seront compris tous ceux

qui s'occupent d'agriculture et ne possèdent pas de terre en propre ;

b) la II^e catégorie englobe tous ceux qui s'occupent d'agriculture et ne possèdent pas suffisamment de terre propre pour la cultiver avec les membres de leur famille ;

c) la III^e catégorie renferme tous ceux qui s'occupent d'agriculture et qui possèdent de la terre en propre en quantité telle qu'ils peuvent la cultiver seuls avec les membres de leur famille ;

d) à la IV^e catégorie appartiennent tous ceux qui cultivent leur propre bien, leurs propres terres avec l'aide d'ouvriers (domestiques, journaliers, etc.) ;

e) la V^e catégorie comprend tous les propriétaires qui font travailler leurs terres uniquement par les ouvriers agricoles.

§ 2.

Ce règlement désigne les catégories de gens qui ne doivent pas être portés sur les listes de recensement : ce sont les fonctionnaires, les ecclésiastiques, les négociants, les commerçants, les restaurateurs, les employés de commerce, et en général toutes les personnes dont l'agriculture ne constitue pas l'occupation principale, ni actuellement, ni dans le passé.

Mais les commerçants et les employés de commerce qui parallèlement à leurs occupations professionnelles se livraient, à titre complémentaire, à l'agriculture, pour pourvoir aux besoins de leur famille doivent être portés sur une liste de recensement spéciale.

Pour savoir dans quelle catégorie il faut classer ceux qui s'occupent de l'agriculture, en tant qu'occupation principale, on doit prendre pour base la superficie qui revient à chaque membre de la famille proportionnellement, voir s'il revient à chaque membre de la famille en tout, un arpent (1600 toises carrées) de terre cultivée.

Nous laissons de côté les 7 autres paragraphes qui suivent encore et qui présentent moins d'intérêt.

Décret du Prince-Régent

daté du 3 septembre 1920, N° 14.140 portant cession de terrains provenant des grands domaines à fermage tétrannuel.

§ 1.

Conformément aux §§ 10 et 14 du décret du 25 février 1919 concernant la réforme agraire, le Ministre de la Réforme agraire a plein pouvoir, de prendre sous sa direction, et jusqu'au partage définitif des grands domaines fonciers, les territoires visés par le § 3 du présent décret et de les affermer, pour une durée de quatre ans à courir du 1 octobre 1920 jusqu'au 30 septembre 1924, à des personnes visées par le § 9 du décret du 25 février, et à des organisations agricoles paysannes. Ce délai de 4 ans peut être prorogé par voie légale, tant que le terrain visé ne devienne pas propriété du fermier.

§ 2.

Le passage le plus important du présent paragraphe est le suivant :

Il sera tenu compte comme base pour l'affermage des terres de la pénurie de la main-d'œuvre dans le pays, en même temps que de la capacité de la dite main-d'œuvre, pour une culture rationnelle. Prévauront les capacités personnelles et professionnelles de chacun pour l'agriculture et il en sera tenu compte pour le partage du sol lors de l'application définitive des réformes agraire.

§ 3.

Sont affermées selon le § 1 du présent décret les terrains figurant au cadastre sous le nom du gros propriétaire et sont exploités actuellement comme terre de labour, prés et pâturages et si l'administration des réformes agraires par ces décisions, les détachent du grand domaine en question et les proclame disponibles pour les buts de la réforme agraire.

§ 4.

Il est laissé à la disposition du gros propriétaire le maximum de terre pour qu'il l'exploite en toute liberté. Le gros propriétaire a la faculté de choisir lui-même la moitié du maximum de surface que l'on met à sa disposition pour l'exploitation et lors de l'attribution de l'autre moitié il devra être tenu compte de l'éloignement du territoire de la commune et des habitations des fermiers.

Avec la surface de terre de labour on devra laisser également au gros propriétaire la partie de prés qui lui est nécessaire en restant dans les limites du maximum.

Il peut être laissé à la disposition du gros propriétaire une surface excédant le maximum prévu, après avoir pris connaissance de l'avis de l'expert, si cette surface est jugée indispensable pour l'industrie agricole et pour l'entretien des haras et l'élevage du bétail, pour la sélection des semences, pour la production du chanvre, du riz, de la betterave à sucre et autres plantes destinées à l'usage industriel.

Si le grand domaine n'excède pas le maximum de plus de 10 %, le gros propriétaire peut bénéficier de cet excédent qui lui sera laissé à sa libre disposition, mais qu'il devra cultiver (1).

§ 5.

Lors du morcellement du sol il sera procédé à l'égard des agriculteurs indigents selon les principes suivants :

a) la terre provenant d'un grand domaine sera affermée de préférence et en premier lieu aux agriculteurs des villages les plus proches, en second lieu viendront seulement ceux des villages plus éloignés si toutefois la distance qui les sépare du grand domaine n'est pas telle que les intéressés ne pussent se livrer à une exploitation rationnelle du sol par suite de l'é-

(1) On a extrait de ce § 4 seulement les passages les plus importants.

loignement et dans le cas où le partage entre les postulants de la première série laisseraient encore des lots disponibles.

b) Il sera procédé à la répartition des lots dans l'ordre établi par le § 9 des instructions préalables à ces familles d'agriculteurs qui en général ne possèdent pas de terre ou en ont moins de 10 arpents cadastraux (1) de terre arable. Aucune famille ne peut recevoir davantage de terre pour que la surface totale, y compris les terres lui appartenant en propre, ne dépassent pas la surface totale de 10 arpents de terre arable en y exceptant le cas où la famille se composerait de 10 membres habitant tous sous le même toit.

Même dans ce dernier cas la famille en question ne peut pas obtenir plus de terre qu'une surface telle qu'avec les terres qu'elle possède déjà en propre elle arrive à une superficie totale de 1 arpent par membre de la famille, de terre arable.

La priorité est accordée aux familles qui comptent plus de membres masculins adultes.

c) Dans les cas où il serait impossible de satisfaire au besoins des agriculteurs en entier avec la terre accordée, selon les dispositions des alinéas a) et b) on prendra en considération la situation de chacun en premier lieu et on favorisera les agriculteurs les plus pauvres de la proximité la plus proche en procédant, tout en allant, selon le degré d'indigence. Dans ces cas il sera procédé de la même manière au partage con-

(1) L'arpent comprend 1600 m²: toises carrées.

formément au alinéas a) et b) de telle sorte que chaque membre de la famille reçoive une part un peu moindre.

d) les pâturages seront concédés en totalité aux agriculteurs des villages voisins.

e) La terre ne peut être concédée qu'aux sujets du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui résident en permanence sur le territoire des communes intéressées.

Pour abrégé nous ne reproduisons pas les §§ 6, 7, 8, 9 et 10.

§ 11 (1).

Le fermage annuel représente :

Pour les terres de labours l'octuple revenu cadastral net et pour les prés et pâturages ce même revenu cadastral net décuplé.

Il sera prélevé sur la perception de ce fermage ainsi calculé, les $\frac{3}{4}$ pour le propriétaire du grand domaine qui lui seront servis sous forme de rente ou d'indemnité jusqu'à la liquidation définitive et le quart restant sera acquis à l'état pour les frais d'administration et le fonds de la colonisation.

§ 17 (1).

Le Ministre de la réforme agraire peut ordonner que les surfaces de terre provenant des grands do-

(1) Nous donnons ici les principaux passages.

(1) Les §§ intermédiaires comme le § 18 ont été omis étant sans grande importance.

maines qui, par suite des conditions de fumure et de culture, ne nécessitent pas un bail de plusieurs années et qui jusqu'à présent ont toujours été affermées pour une durée d'un an — continuent à être affermées pour cette durée d'un an.

Décret du Prince-Régent
portant liquidation financière des conditions agraires
en Bosnie et en Herzégovine, daté du 12 mai 1921.

ART. 1.

Toutes les conditions de Kmets (tchiptchiyas) en Bosnie et en Herzégovine sont liquidées moyennant une somme de 255 millions de dinars, somme avancée par l'Etat savoir: moitié en espèces et moitié en obligations de l'Etat.

ART. 2.

Sur la somme fixée par l'art 1 il sera mis à la disposition de la Direction agraire à Sarayévo immédiatement une somme de 60 millions de dinars en espèces à l'effet 1) de liquider au moyen de cette somme les conditions des Kmets envers les propriétaires qui payaient précédemment sur les terres des Kmets jusqu'à 40 couronnes (1) d'impôt foncier et 2) et d'accorder des avances nécessaires aux autres propriétaires les plus nécessiteux.

(1) Valeur de la couronne calculée avant la guerre.

ART. 3.

Le reliquat des 195 millions de dinars servira à indemniser les propriétaires lorsque la somme revenant à chacun sera fixée et cela sur la base suivante : 2/3 en obligations et 1/3 en espèces versés jusqu'au 15 Juin 1922 dernier délai.

ART. 4.

Pour la liquidation des conditions existant sur les biens dits beglouks, d'après les art. 2, 4 et 5 du décret relatif aux biens des begs en Bosnie et en Herzégovine daté du 12 mai 1921, il a été accordé une somme de 25 millions de dinars qui sera déposée à la Direction agraire à Sarayévo jusqu'au 15 juin 1922.

ART. 5.

La répartition se fera sur la base de l'impôt foncier qui a été fixé pour les propriétaires des terres des Kmets en 1918.

ART. 6.

Les paiements se feront sur la base du barème dégressif ci-contre :

Barème dégressif pour l'indemnité des biens expropriés.

I	catégorie. — L'impôt foncier jusqu'à	40 couronnes	se multiplie avec le facteur	1600
II	»	100	»	1400
III	»	150	»	1300
IV	»	200	»	1200
V	»	250	»	1165

VI	catégorie.— L'impôt foncier jusqu'à	300 couronnes se multiplie avec le facteur	1130
VII	»	350	1095
VIII	»	400	1060
IX	»	450	1025
X	»	500	990
XI	»	550	955
XII	»	600	920
XIII	»	700	885
XIV	»	800	850
XV	»	900	815
XVI	»	1000	780
XVII	»	1250	745
XVIII	»	1500	710
XIX	»	1750	675
XX	»	2000	640
XXI	»	2500	605
XXII	»	3000	570
XXIII	»	3500	535
XXIV	»	4000	500
XXV	»	4500	475
XXVI	»	5000	450
XXVII	»	6000	425
XXVII	»	» dépassant 6000	400

ART. 7.

Les propriétaires qui possèdent en biens immeubles — exception faite des terres qui tombent sous le coup des réformes agraires — d'après la valeur contribuable, une fortune s'élevant à plus de 500.000 dinars ou possèdent un revenu annuel imposable dépassant 25.000 dinars seront classés dans la XXVIII catégorie

de l'art. 6 du présent décret sans égard au montant de leur impôt foncier.

ART. 8.

La somme liquidée est comptée au propriétaire entrant dans la I catégorie sans égard aux biens de Kmet qu'il possède dans d'autres kotars (arrondissements) et pour les autres catégories on prend pour toute la terre de Kmet en Bosnie et en Herzégovine.

ART. 9.

Les vakoufs purs, les églises et les monastères (couvents) et autres institutions du culte sont classés dans la I catégorie sans tenir compte si les biens sont situés dans un ou plusieurs kotars (arrondissements) et sans égard à d'autres biens restants.

ART. 10.

Les co-propriétaires des anciens complexes de Kmet qui habitent dans des maisons séparées peuvent exiger que leur part leur soit calculée sur l'impôt foncier que doivent leurs parts de co-propriétaires et que cet impôt foncier ainsi établi, soit porté dans une catégorie déterminée ainsi comme chez les propriétaires libres.

ART. 11.

Si un propriétaire des catégories II à XXVIII devait obtenir moins du maximum de la catégorie précédente, il lui sera accordé le maximum de cette catégorie précédente.

ART. 12.

Les prêts hypothécaires avec les intérêts doivent être défalqués de la somme accordée au propriétaire et versées au dépôt du tribunal.

ART. 13.

La rente provisoire que les propriétaires auront touchée jusqu'à là ne sera pas défalquée de la somme liquidée.

ART. 14.

La Direction agraire de Sarayévo doit, par les administrations sous-préfectorales se procurer tous les éléments nécessaires lui permettant d'englober certains propriétaires dans les catégories leur convenant d'après le montant de leur impôt foncier et certaines conditions économiques individuelles. Elle devra être secondée dans cette tâche par les employés du cadastre et du fisc.

ART. 15.

La Direction agraire pourra, si besoin est, détacher ses employés pour collaborer à cette besogne.

ART. 16.

Pour la fixation de la somme revenant à chaque propriétaire, chacun de ces derniers sera convoqué par l'administration sous-préfectorale ou le délégué de la Direction agraire pour justifier ses prétentions sur la base du cadastre.

ART. 17.

La somme accordée pour la liquidation devra être

de suite comptée aux propriétaires entrant dans la I catégorie qui seront avisés par écrit. La dite somme sera liquidée après l'autorisation de la Direction agraire.

ART. 18.

Les propriétaires des catégories II à XXVIII seront avisés de la somme leur échéant après que la Direction agraire à Sarayévo en aura établi le montant.

ART. 19.

Si après enquête la Direction agraire juge la somme de 255 millions de dinars insuffisante pour liquider toutes les conditions de Kmet d'après le barème dégressif de l'art. 6 du présent décret — alors les sommes dûes pour la liquidation aux propriétaires des catégories II à XXVIII seront diminuées proportionnellement.

S'il y a excédent toutefois, l'excédent sera partagé entre les propriétaires des catégories II à XXVIII.

Dans l'un ou dans l'autre cas la Direction agraire statuera dans une séance de tous les chefs de sections réunis en conseil, sous la présidence du Directeur de la Direction agraire.

Si après toutes les investigations prises il est établi que la somme de 25 millions de dinars prévue par l'art. 4 du présent décret est insuffisante pour désintéresser tous les propriétaires, le déficit sera alors comblé et la somme nécessaire déposée à la Direction agraire à Sarayévo jusqu'au 15 juin 1923 dernier délai.

ART. 20.

Contre les décisions de l'administration sous-préfecturale le propriétaire lésé peut recourir à la Direction agraire et contre celles de la Direction agraire il peut recourir à l'arbitrage du Ministère pour la réforme agraire. Le délai pour toute réclamation est de 8 jours. La réclamation doit être présentée à l'autorité dont on requiert l'arbitrage.

ART. 21.

Le Ministre des Finances est autorisé d'émettre des obligations pour éteindre la moitié de la somme prévue par l'art. 1 du présent décret pour la liquidation. Ces obligations seront au porteur, amortissables par tirage.

Elles sont dénommées « Obligations pour la liquidation financière des conditions agraires en Bosnie et en Herzégovine ».

L'émission des dites obligations se fera suivant les besoins de la liquidation des conditions de Kmet en Bosnie et en Herzégovine.

ART. 22.

Par les présentes obligations le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à payer tous les semestres échus à savoir le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre à courir du 1 mai 1922 un intérêt de 4 % par an sur le principal de 100 dinars et d'éteindre dans un délai de 50 ans le principal au moyen de tirages.

Le tirage aura lieu tous les ans à la date du 2 jan-

vier à courir de l'année 1923. Quatre mois après chaque tirage, on procédera au remboursement, au prix nominal de toutes les obligations sorties au tirage. Les obligations sorties cessent de porter intérêt.

ART. 23.

Sur la somme destinée, pour la liquidation, il peut être accordé au propriétaire, sur sa demande, et d'après l'estimation de la Direction agraire, un acompte de 25 % sur la somme qui lui revient.

ART. 24.

Le Ministre pour la réforme agraire et le Ministre des Finances sont chargés d'apporter pour l'exécution du présent décret, les règlements nécessaires.

ART. 25 (1).

Le présent décret entre en vigueur à courir du jour où le Roi y aura apposé sa signature et où il sera publié au « Journal Officiel ».

Le Ministre de la Réforme agraire et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

Décret du Prince-Régent
portant colonisation des nouvelles contrées méridionales et daté du 24 septembre 1920 (2).

ART. 1.

Le Ministère de la Réforme agraire procédera à la

(1) Ce décret a été reproduit ici intégralement.

(2) Il s'agit ici des contrées libérées des Turcs en 1912.

colonisation des nouvelles régions méridionales par le canal des organes qu'il aura désignés à cet effet.

Par colonisation pris aux termes du dit décret on entend la cession de terre pour l'exploitation et la colonisation par le Gouvernement a tous ceux qui suivant le présent décret peuvent être désignés sous le nom de colons.

ART. 2.

Les territoires que le Gouvernement accorde en vertu de l'art 1 sont:

1) Les terrains disponibles provenant des domaines de l'Etat ;

2) Les terrains communaux et ruraux ainsi que les jachères dépassant les besoins des dites communes et villages, pour le partage de leur bétail, et de ce fait rendus disponibles ;

3) Les terrains vagues et tous ceux abandonnés définitivement par leurs propriétaires. Si un tel terrain a été affermé le Ministre de la réforme agraire de concert avec le Ministre de l'Agriculture et des Eaux pourra résilier le bail ;

4) Les terrains qui, conformément aux dispositions des instructions préalables pour l'exécution des réformes agraires et le décret portant expropriation partielle du sol du 12 février 1920, peuvent être détachés de la propriété privée.

ART. 3.

Une commission sous-préfectorale sera chargée en

vertu des arts 10 et 11 du présent décret, à répartir le territoire pour la colonisation.

ART. 4.

Le droit de colonisation est conféré à tout sujet du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui s'occupe d'agriculture ou professe un métier rural et qui ne possède pas de la terre en général ou en possède trop peu ou insuffisamment, puis tous ceux encore qui désirent se livrer dorénavant à l'agriculture et cultiver la terre qui leur serait concédée en qualité de colons.

Les sujets étrangers ne peuvent ni acquérir, ni affermer des biens immeubles ni les coloniser sans une autorisation préalable du Ministre pour la Réforme agraire et du Ministre de l'Intérieur.

ART. 5.

Pour la colonisation chaque famille recevra au minimum 5 hectares de terre et dans les cas exceptionnels où la famille se composera de 2 membres seulement le chef de la famille ayant dépassé la cinquantaine, la dite famille pourra recevoir 4 hectares seulement.

Font exception aux termes de l'art 4 du présent décret, les colonisations à proximité des centres urbains et agricoles où une famille peut recevoir moins du minimum fixé mais jamais moins de 2 hectares.

Aux associations (communautés) familiales il sera accordé de la terre de la manière ci-après : sur la tête

du chef de l'association (Zadrouga), 5 hectares; à chaque membre masculin marié, 4 hectares; à chaque célibataire masculin âgé de 16 à 21 ans, 2 hectares et aux célibataires dépassant l'âge de 21 ans, 3 hectares; si le chef ou le membre de l'association est âgé de plus de 50 ans on peut lui attribuer seulement 2 hectares.

L'organe compétent du Ministère de la Réforme Agraire pourra en égard à la qualité de la terre et aux conditions familiales des colons ajouter à l'étendue de la terre encore 5 hectares de terre avec l'assentiment du Ministre pour la Réforme agraire.

La famille qui apportera avec elle tout l'outillage indispensable pour l'exploitation de la terre recevra 3 hectares de terre en plus.

ART. 6.

Pour la création d'institutions agronomiques et l'érection d'écoles d'agriculture le Ministre pour la Réforme Agraire de concert avec le Ministre de l'Agriculture et des Eaux pourra accorder jusqu'à 50 hectares de terre.

ART. 23 (1).

Les colons ne pourront aliéner les terres à eux concédés tant qu'ils n'en seront pas devenus propriétaires.

ART. 26.

Les colons deviennent propriétaires des terres concédées 10 ans après, à courir du jour de leur arrivée.

En cas de décès du colon les ayant-droit légaux,

(1) Les autres articles ont été omis par suite de l'intérêt moindre qu'ils présentent.

héritent de tous ses droits acquis et de tous les engagements prescrits par le présent décret.

ART. 28.

Tous les litiges seront soumis à l'arbitrage de l'organe principale du Ministère pour la Réforme Agraire pour les contrées méridionales.

Les intéressés peuvent faire appel contre la décision de cet organe, au Ministre pour la Réforme agraire dans un délai de 15 jours à courir du jour de la réception de la décision.

ART. 30.

Le présent décret dès qu'il aura été signé par le Roi aura force de loi et entrera en vigueur trente jours après sa publication au Journal Officiel du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et devra être soumis préalablement à l'approbation de la Représentation Nationale.

Le Ministre pour la Réforme Agraire est chargé de l'exécution du présent décret qui en matière de commentaire donnera un règlement détaillé.

Les autorités sont chargées de s'y conformer et à tous de leur obéir.

Décret relatif aux Volontaires publié par le Gouvernement en vertu de l'art. 53 de la Constitution qui autorise le Gouvernement à remplacer le Roi pendant son absence.

ART. 1.

Est considéré comme volontaire dans l'esprit du

présent décret tout sujet du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui est entré bénévolement dans les rangs de l'armée serbe comme simple soldat ou sous-officier jusqu'au 18 novembre 1918 et qui s'y est maintenu jusqu'à la démobilisation ou bien qui en a été exempté régulièrement comme inapte au service militaire.

ART. 2.

Tout volontaire qui croit pouvoir prétendre au bénéfice du présent décret doit adresser une demande au Ministère de la Politique Sociale qui par le canal du Ministère de la guerre établira sa qualité de volontaire conformément à l'art. 1.

ART. 3.

En cas de contestation issue de la question de savoir si quelu'un doit être considéré comme volontaire, conformément au présent décret, il appartient au Comité Interministériel pour les Volontaires, rattaché au Ministère de la Politique Sociale de trancher la question.

.

ART. 13.

Aux volontaires agriculteurs il sera attribué pour la colonisation savoir aux combattants à raison de 5 hectares aux non combattants à raison de 3 hectares de terre fertile dans les endroits pour la colonisation conformément au plan établi par le Ministère pour la Réforme agraire.

Perd la qualité de combattant celui qui après avoir

fait la demande régulière et avoir réussi d'être versé du rang des combattants dans les non combattants. Mais si cette permutation a eu lieu sur la base de certificats médicaux émanant de la Commission sanitaire et attestant l'incapacité pour le service, l'intéressé continuera à être considéré comme combattant au point de vue de l'application du présent décret.

ART. 14.

Il sera concédé de la terre seulement au volontaire indigent qui la cultivera lui-même et dont il sera fait contrôle ; en cas de non exécution de la présente clause, le terrain concédé sera repris.

ART. 15.

Il est interdit d'engager ou d'aliéner ou de vendre pour dettes, conformément au règlement général pour la colonisation qui ont été acceptés sur la proposition du Ministre pour la réforme agraire.

ART. 16.

L'attribution de la terre aux volontaires se fera parallèlement avec l'organisation générale de la colonisation, et de ce fait elle ressort du Ministère pour la Réforme Agraire. Lors de la colonisation en général les volontaires auront la priorité.

ART. 17.

Il sera attribué aux volontaires agriculteurs, selon la possibilité, également le bétail nécessaire qui restera propriété de l'état pendant 3 ans. Ce délai passé, le volontaire devient propriétaire absolu de ce bétail.

.

ART. 24.

Le Ministre de la Politique Sociale ainsi que tous les autres Ministres compétents sont autorisés à établir les règlements nécessaires pour la bonne compréhension du présent décret.

ART. 25 (1).

Tout volontaire qui organise un mouvement quelconque contre la sécurité de l'Etat et l'ordre public, qui prend part ou se rend coupable de délits, forfaits et de crimes de quelque nature que se fut, est déchu du droit de bénéficier des dispositions du présent décret.

Les Associations (Zadrougas) agricoles.

Il existe encore un décret du Ministre pour la Réforme agraire daté du 12 octobre 1920, et des instructions émanant du même Ministère et datées du 9 novembre 1920, pour la création « des Association Agraires » dites Zadrougas ainsi que des prêts qui seront accordés par l'Etat aux dites Zadrougas.

D'après ce décret dans les localités où il y a au moins 10 volontaires colons, agriculteurs, ou en général des intéressés à la réforme agraire, ces derniers sont autorisés à se réunir en association et de former ce qu'on est convenu d'appeler une « Zadrouga » (association agricole).

(1) Les autres articles n'intéressent pas les volontaires agriculteurs.

Ces associations sont tenues de faire la déclaration au Tribunal de Commerce, d'élire un président et un conseil d'administration et de fixer et d'indiquer leur siège social.

Ces formalités remplies, les associations peuvent commencer à fonctionner et ouvrir une liste d'adhésion. En pourront devenir membres les collectivités ou les particuliers qui ne sont ni colons, ni volontaires ni même en général intéressés à la Réforme agraire et ne le pourront que sous certaines conditions.

Ces associations ont droit aux prêts sans intérêt institués par l'Etat.

L'Etat accorde des prêts à ces associations la première année seulement de leur colonisation et par la suite seulement en cas de mauvaise récolte et d'intempéries.

Une section spéciale du Ministère pour la Réforme agraire s'occupe spécialement de ces associations et est chargée de centraliser et d'examiner les dossiers relatifs aux demandes de prêt émanant de ces associations, et le Ministre pour la Réforme Agraire, sur la proposition de cette section, accepte ou rejette la demande de prêt de ces associations.

L'Etat accorde aux associations ces prêts pour les besoins ci-après :

- a) Pour l'achat des semences, du blé pour la nourriture, des vêtements et autres approvisionnements ;
- b) Pour l'achat du bétail ;

c) Pour l'achat des outils, machines et du matériel agricole ;

d) Pour l'achat des matériaux pour la construction des maisons d'habitation et bâtiments destinés à l'usage agricole.

Les associations peuvent céder à leurs membres les outils et autres instruments, de même que la semence, le bétail, au prix coûtant payé comptant, mais légèrement majoré des frais de transport de la ville aux magasins de l'association et autres menu frais.

Les associations peuvent consentir à leurs membres les prêts susmentionnés dont les membres se libéreront à des échéances fixées par les statuts de l'association. Mais dans aucun cas les associations ne prêteront prêter de l'argent liquide à leurs membres. S'il manque quelque chose aux magasins de l'association qui a été demandé par un membre, l'association le fera venir, acquittera elle-même la note du fournisseur et remettra au membre qui le lui a demandé, l'outil, l'instrument ou la machine.

Les Associations amortiront ces emprunts dans certaines conditions, fixées par le Ministère pour la Réforme Agraire.

Décret portant organisation du Ministère pour la Réforme Agraire.

Pour la préparation et l'exécution des réformes agraires sur le territoire de la Yougoslavie, il a été

créé, par un décret spécial daté du 12 février 1920, un Ministère pour la Réforme Agraire qui n'avait jamais existé au paravant.

D'après l'art. 3 du présent décret les attributions de ce Ministère pour la Réforme Agraire sont les suivantes :

a) Préparer les projets de loi, décrets et règlements concernant la Réforme Agraire et les faire exécuter par le canal de ses organes);

b) Organiser et expédier les travaux nécessités par le partage de la terre, la colonisation, le rapatriement; opérer le transfert aux mains de l'Etat des grands domaines agricoles et forestiers, assurer la suppression et l'organisation des conditions de Kmets, de Colonats et analogues et de veiller parallèlement à tout ce qui pourra contribuer au relèvement de l'agriculture en général.

Le Ministère mentionné est divisé en plusieurs sections chacune ayant ses attributions spéciales.

Pour la simplification et l'économie de temps il a été créé dans certaines provinces du Royaume, des Directions Agraires qui sont au nombre de six. Ces Directions représentent les organes exécutifs du Ministère.

Outre ces directions provinciales il existe encore des directions départementales et sous-préfectorales une pour chaque département et chaque arrondissement qui sont les organes exécutifs des directions provinciales pour la réforme agraire.

Comices Agricoles
communaux, sous-préfectoraux et départementaux.

Sur le territoire de la Yougoslavie où doit s'opérer la réforme agraire il a été encore créé des comités spéciaux.

Dans chaque commune il existe un Comité agraire ou Comice Agricole. Pour l'élection de ce Comité on procède par vote public.

Possède le droit de vote pour l'élection du Comité agraire tout citoyen (sujet) majeur inscrit au registre des intéressés à la réforme agraire dans une des cinq catégories, dont nous avons déjà parlé.

Possède le droit d'éligibilité comme membre du Comité agraire de la I^{re} et II catégorie, tout citoyen majeur inscrit au registre aux dites catégories et qui s'occupe principalement d'agriculture. Ne peuvent être élus membres du Comité agraire les fonctionnaires, négociants, commerçants, restaurateurs et en général toutes les personnes qui s'occupent d'agriculture à titre accessoire ou secondaire.

Peut être élu membre de Comité Agraire pour la III, IV et V catégorie tout citoyen majeur porté dans les catégories susdites du registre sans égard à son occupation principale.

7 jours après l'élection du Comité communal les membres de celui-ci se réunissent en séance pour procéder entre eux à l'élection du Comité sous-préfec-

toral, élection qui a lieu suivant un règlement spécialement établi.

Dans le délai de 30 jours à compter du jour de l'élection des Comités Communaux, le préfet du département est tenu de convoquer en séance les membres du Comité sous-préfectoral qui procèdent entre eux à l'élection du Comité départemental conformément à un règlement spécialement établi pour cette élection. Chaque comité est élu pour une durée d'un an, ce délai passé, on procède à de nouvelles élections.

La fonction de chaque membre dans les trois sortes de Comités est purement honorifique et il est interdit aux membres de réclamer ou prétendre à aucune espèce d'indemnité ou compensation pour l'exercice de cette fonction.

Les Comités agricoles communaux, sous-préfectoraux et départementaux sont les organes consultatifs de l'autorité qui est chargée d'appliquer les instructions préalables pour la Réforme Agraire.

Ces Comités se réunissent sur la convocation de leur président ou à défaut de son remplaçant ou bien sur la demande des organes compétents chargés de l'exécution de la Réforme Agraire.

La première des attributions du Comité Communal sera de procéder à la vérification des listes de recensement par catégories (1). Dans le cas d'erreur constatée par le Comité sur les listes de recensement

(1) Nous avons déjà parlé des 5 catégories visées.

des agriculteurs, le Comité devra dresser un procès-verbal à part dans lequel l'administration municipale consignera ses remarques et le dit procès-verbal sera alors adressé à la Direction agraire sous-préfectorale aux fins d'examen et de décision.

Et ainsi nous terminons avec l'exécution partielle de la Réforme Agraire sur le territoire de la Yougoslavie, exécution portée au moyen de décrets, ordonnances et instructions publiés par le Gouvernement.

Nous réitérons que nous n'avons pas apporté ici tous ces décrets, ordonnances et instructions du Gouvernement, leur nombre est trop grand. Nous en avons extrait ce qui nous a paru le plus important et les paragraphes d'après lesquels se poursuit en partie la réforme agraire.

La Nouvelle Constitution Yougoslave.

Ainsi que nous l'avons dit au début de cette thèse une nouvelle Constitution a été votée le 28 juin 1921 et le Prince-Régent a prêté serment dessus, après quoi la Nouvelle Constitution est entrée aussitôt en vigueur.

Il serait intéressant de reproduire ici certains articles de la dite Constitution qui se rapportent spécialement à la propriété privée et à la réforme agraire.

Ces articles sont les suivants :

.

ART. 37.

La propriété est inviolable. De la propriété décou-

ient aussi des obligations. Son utilisation ne doit pas être préjudiciable à la collectivité. La superficie, les dimensions et les limites de la propriété privée sont établies par la loi.

L'expropriation de la propriété privée dans un but d'intérêt général, est autorisée sur la base d'une loi, avec indemnité accordée aux particuliers en compensation.

ART. 38.

Les fidéicomis sont supprimés.

.

ART. 41 (1).

Cet article intéresse les grands complexes forestiers qui deviennent légalement propriété de l'Etat ou simplement des corps administratifs. Le code forestier établira les conditions dans lesquelles les agriculteurs et tous ceux qui s'occupent incidemment d'agriculture peuvent bénéficier de la coupe de bois pour le chauffage et la construction de même que pour le pacage du bétail dans les forêts de l'Etat ou dans les forêts administratives.

ART. 42.

Les conditions féodales sont considérées légalement supprimées du jour de la libération du pouvoir étranger. Toutes les injustices commises avant cette date par la suppression des conditions féodales ou par leur

(1) On en a tiré les principaux passages seulement.

transformation en institutions de droit privé doivent être rétablies par voie législative.

Les Kmets (tchiptchiyas) comme en général les agriculteurs qui cultivent la terre dans des conditions analogues à celles du Kmet sont déclarés propriétaires libres des terres de l'Etat n'ayant aucune indemnité à verser et devant être aussitôt déclarés bachtiniks (propriétaires).

ART. 43.

L'expropriation des grands domaines et leur partage et attribution en propre à ceux, qui exploitent la terre, sera réglée par une loi. La loi déterminera les indemnités qui devront être accordées pour cette expropriation. Pour les grands domaines qui avaient appartenu aux membres des anciennes dynasties étrangères et pour ceux que les Gouvernements étrangers avaient donnés à des particuliers, il ne sera pas accordé d'indemnité.

La colonisation s'effectuera tout d'abord au moyen des collectivités librement organisées pour la colonisation et il devra être veillé à ce que ces colons soient pourvus de tous les moyens indispensables pour une production favorable.

La priorité pour la colonisation et pour le partage des terres expropriées est accordée aux combattants indigents qui ont lutté pour l'affranchissement des Serbes, Croates et Slovènes et pour leurs familles.

Une loi fixera le maximum de propriété foncière

ainsi que les cas où le minimum de terre ne pourra être aliéné.

Voilà tout ce que dit la Nouvelle Constitution relativement à la propriété privée et à l'exécution de la Réforme Agraire ; il est vrai qu'elle annoncera l'intervention d'une loi spéciale pour régler définitivement et dans tous ses détails la dite exécution de la Réforme Agraire sur le territoire de la Yougoslavie. Et la loi forestière qui sera apportée règlera également ce qui aura trait aux forêts.

Mais la nouvelle Constitution dans son art. 130 dit que toutes les lois, décrets, règlements et décisions provisoires du Conseil des Ministres qui règlent les conditions agraires du pays et qui ont été promulgués ou publiés dans la période comprise entre le 1^e Décembre 1918 et la date de la proclamation de la nouvelle Constitution « Ne peuvent être modifiés que par la voie législative ».

Nous voyons donc, par ce qui précède que tous les décrets, ordonnances, règlements et instructions qui se rapportent à la Réforme agraire resteront valables jusqu'au moment où le Parlement votera une ou de nouvelles lois qui régleront minutieusement et définitivement l'exécution de la réforme agraire en annulant tous les décrets, ordonnances et règlements en vigueur jusque-là.

Il nous paraît intéressant de citer encore à cette place les principaux passages de la loi votée en Roumanie, pays de très gros propriétaires de même que le

projet de loi qui était à l'étude en 1919 en Hongrie, également pays de gros propriétaires fonciers « Lati-fundia ».

CHAPITRE II

Loi relative à l'exécution de la Réforme agraire en Roumanie.

La présente loi a été votée dans le courant de cette année par 217 voix, contre 78.

Cette loi agraire constitue une partie de la loi constitutionnelle de la Roumanie et conformément à cette loi, 3 millions et demi d'hectares de terre, ce qui représente 92 % du territoire total de la Roumanie, reviendront à la population rurale agricole. Nul n'a le droit de posséder plus de 250 hectares de terre. Cette loi supprime la grande propriété foncière, dite « Latifundia ». Le prix de ces terres a trente fois (30) la valeur de leur fermage actuel et un tiers ($\frac{1}{3}$) de cette valeur sera acquitté par l'Etat au moyen d'un impôt prélevé sur les enrichis de la guerre, et les deux tiers restants seront versés avec le temps par les nouveaux propriétaires.

CHAPITRE III

Projet de loi pour l'exécution de la Réforme Agraire en Hongrie, datant de 1919.

D'après ce projet, il serait laissé au gros propriétaire foncier, jusqu'à 500 arpents cadastraux (à raison de 1600 toises carrées par arpent) et si les besoins du pays sont très grands 200 arpents.

Pour les vignobles il est attribué 50 arpents et dans les cas de nécessité grande jusqu'à 30 arpents.

L'expropriation ne portera pas sur les fruitiers, potagers, pâturages, forêts et les terres qui ont déjà été affermées à des familles pauvres.

Les familles dépourvues de terre reçoivent 5 à 20 arpents de terre, ou $1/2$ à 3 arpents de vignobles ou 2 arpents de jardins potagers.

D'après la loi la terre sera affermée à bail perpétuel et ne deviendra propriété personnelle que sur la demande du fermier et dans des conditions spéciales.

Les lots concédés aux familles pauvres de la manière susmentionnée ne peuvent être vendus avant l'expiration d'un délai de 10 ans, et pour le partage de cette terre entre les membres de la famille ou pour l'affermage il faudra une autorisation spéciale du Ministre pour la Réforme Agraire.

Il existe dans toutes les communes une commission ou un comité spécial qui exerce le contrôle sur les biens précédés, et pour les litiges il a été créé des tribunaux mixtes où siègent également les intéressés. L'étude de ce projet venait d'être achevée lorsque surgirent les communistes en Hongrie. Après la victoire remportée sur les communistes, le présent projet fut classé *ad acta* et jamais la Hongrie, depuis ce moment, n'eut l'idée de reprendre et de remettre à l'ordre du jour cette question de réformes agraires si essentielle dans le pays des plus vastes domaines fonciers.

CHAPITRE IV

La Réforme Agraire en Tchéco-Slovaquie.

Le gouvernement tchéco-slovaque a pris certaines mesures en vue d'amener une meilleure répartition des terres par la division des grands domaines.

La loi du 16 avril 1919, dite de réforme agraire, a décidé l'expropriation des domaines appartenant à un même propriétaire dont la superficie dépasse 150 hectares du sol agricole (champs, prés, jardins), ou 250 hectares du sol en général; elle a prévu même l'expropriation de surfaces plus petites si les nécessités sociales l'imposent et n'a autorisé qu'à titre exceptionnel, le maintien, dans un but artistique, des parcs, jardins, sites de plus de 150 ou 250 hectares et à condition que leur superficie ne dépasse jamais plus de 500 hectares.

CINQUIÈME PARTIE

Critique des décrets, ordonnances et instructions préalables et de quelle façon doit être effectuée la Réforme Agraire.

D'après les décrets, ordonnances et instructions ci-dessus, nous avons vu, que le Gouvernement Yougoslave, ordonne par un acte portant, soit parrallèlement la signature du Prince Régent et celle du Gouvernement, soit sous sa seule signature, ordonne l'expropriation de grands domaines au profit des agriculteurs en les affermant et en fixant lui-même le prix du fermage.

Les §§ 9 et 10 du décret du 25 février 1919 traitent spécialement de l'expropriation et le § 10 se termine ainsi :

« Il sera procédé aussitôt au partage de ces biens en commençant par les plus vastes et en procédant tout en allant suivant l'étendue ».

Il se pose là une question de droit pur; un gouvernement peut-il par un simple décret ordonner l'expropriation de la propriété privée dans quelque but que ce soit ?

Naturellement pour résoudre cette question il faut

savoir d'abord si dans un état le souverain règne sans Constitution ni Parlement ou bien au contraire s'il règne parallèlement avec un Gouvernement responsable et un Parlement.

L'Histoire de France nous apprend qu'au temps de Louis XIV avaient paru quelques décrets par lesquels il expliquait et ordonnait à la fois à ses sujets de le considérer comme le propriétaire de tous les biens de son royaume y comprenant aussi les biens privés. Ce cas ne se présentait pas seulement pour Louis XIV mais pour bien d'autres Monarques et principalement pour les Empereurs de Russie. Evidemment cela se passait jadis au temps où les souverains étaient tout puissants, où il n'existait point de Parlement, où les rois faisaient eux-mêmes les lois et où les Ministres n'étaient responsables que devant le souverain. De nos jours, par contre, aucun souverain ne règne sans Constitution, et sans Parlement qui limitent son pouvoir et pardevant lesquels les Gouvernements sont responsables.

Le souverain de l'ancien petit Royaume de Serbie était un monarque constitutionnel qui a régné par l'entremise de son Gouvernement, responsable devant le Parlement et chaque signature du souverain devait être accompagnée des signatures des membres du Conseil ou d'un seul Ministre, ces derniers rendus responsables de toute action, le monarque étant irresponsable.

D'après cette Constitution, les prérogatives du sou-

verain serbe étaient extrêmement limitées; on peut dire sans hésitation que le souverain portait uniquement le titre de Roi, mais qu'en réalité il n'avait pas plus de prérogatives que le Président de la République Française.

Le feu Roi de Serbie, Pierre le Grand, le libérateur et l'unificateur des Slaves du Sud, a été, son règne durant, le plus constitutionnel des monarques, il n'a jamais entravé l'action d'aucun Gouvernement, lui laissant toute la liberté d'action, se reposant en cela entièrement sur la majorité du Parlement.

Son fils, le roi actuel Alexandre, se conforme entièrement aux idées de son auguste père et respectant les traditions innovés par Pierre I^{er}, il n'exerce jamais aucune pression sur ses Gouvernements qui ont toujours été formés par la majorité parlementaire.

Malgré tout cela, nous voyons que le Gouvernement Yougoslave, en remplacement du Prince Régent, absent du pays, a promulgué son premier décret, daté du 25 février 1919, et par lequel il est procédé à l'expropriation de la propriété privée.

En promulguant le dit décret, le Gouvernement ne s'est basé sur aucune loi, mais bien au contraire, il donne à ce décret la force d'un texte législatif.

Il est vrai, qu'au lendemain de l'Armistice, la petite Serbie s'est transformée en Yougoslavie, englobant une masse de nouveaux territoires qui étaient jusque là au pouvoir de l'Autriche-Hongrie.

Il était nécessaire d'apporter à ce nouvel état une

Constitution nouvelle, car la Constitution de la Serbie semblait être spécialement adaptée à la Serbie et à ses conditions et votée uniquement par les représentants du peuple serbe. Il fallait donc voter une nouvelle Constitution compatible avec les conditions nouvelles et un état nouveau et qui devait être votée par tous les représentants yougoslaves.

Nous devons reconnaître la justesse de cette opinion et lui accorder tout le mérite qu'elle comporte; on ne pouvait vraisemblablement gouverner la Yougoslavie sur la base de la Constitution Serbe.

Mais la question qui se pose c'est de savoir si le gouvernement yougoslave avait le droit de promulguer un acte, un décret, ayant force de loi et d'exécuter aux moyens de ses ordonnances une des réformes les plus délicates à apporter dans un pays, savoir la réforme agraire.

Il semble que le Gouvernement a exécuté cette réforme pour les raisons suivantes :

1) Parce que le pays ne possédait pas de Constitution, et en attendant qu'elle fut votée, il fallait bien expédier tous les travaux en cours que l'on ne pouvait faire sans ordonnances ni instructions.

2) Que le cas présent est un cas exceptionnel, de force majeure, créé par l'absence de la Constitution et surtout par l'annexion de territoires nouveaux.

3) Que le Gouvernement doit prendre toutes les mesures nécessaires pour mener à bonne fin l'exécution des réformes agraires afin de donner satisfaction

aux grandes masses de la classe agricole, évitant ainsi la révolution dans le pays.

Les raisons énumérées plus haut ne peuvent, en aucune façon, justifier les agissements du Gouvernement, quand bien même il n'y a pas eu de Constitution et que le pays se trouvait dans un cas de force majeure, les esprits échauffés mûrs pour la révolution, on pouvait malgré tout éviter tout cela en apportant la Constitution à temps, ce qui ne fut pas fait. Au lieu d'avoir procédé aux élections pour la Constituante, aussitôt après la libération ou 6 mois après, au plus tard, et avoir apporté une Constitution dans le courant de la première année, cette dernière fut apportée 2 ans et demi seulement après l'affranchissement, car les élections ont eu lieu deux ans après.

Une autre argument qui a également toute son importance et qui n'admet pas de justification en faveur du Gouvernement pour les procédés employés. Le pays n'a pas de Constitution, car si l'on se reporte à la date du premier décret, publié par le Gouvernement, qui est du 25 février 1919, on verra aussitôt que le Gouvernement invoque l'art. 53 de la Constitution de l'ancienne Serbie qui donne pouvoir au Gouvernement de remplacer le Roi à l'intérieur pendant la durée de son absence à l'étranger.

Non seulement le Gouvernement s'appuie sur la Constitution dans ce cas spécial, mais dans bien d'autres cas encore : il s'appuie sur la Constitution Serbe et sur bien des lois Serbes. D'après cela nous voyons

clairement que le Gouvernement se servait de la Constitution et des lois Serbes dans les cas seulement où cela était nécessaire, et dans les autres cas il apportait des décrets et des règlements qui avaient force de loi.

Puisque le Gouvernement n'hésitait à recourir à la Constitution et aux lois Serbes du Royaume précédent dans certains cas, ne pouvait-il pas le faire également dans ce cas particulier pour l'exécution des réformes agraires et son acte eut été plus conforme à la loi.

D'après le code civil serbe la propriété privée est inviolable. (Principe de l'inviolabilité de la propriété).

La loi dit également que l'expropriation, pour cause d'utilité publique, peut être autorisée à charge de dédommagement, au prix d'acquisition et suivant l'appréciation du tribunal.

La loi précitée cite tous les cas où l'expropriation de la propriété privée est autorisée, mais cette loi ne mentionne pas que l'expropriation peut être faite par le Gouvernement sur toute l'étendue du territoire, afin de procéder au morcellement de la propriété privée et au partage des lots de terre entre tous ceux qui n'en possèdent pas.

La nouvelle Constitution elle-même qui fut votée et entrée en vigueur le 28 juin 1921, dit dans son art. 37, relativement à la propriété privée :

« La propriété est inviolable. La propriété engendre des obligations. Son utilisation ne doit pas porter préjudice à la masse. Une loi fixe la superficie, les dimen-

sions et les limites de la propriété. L'expropriation de la propriété privée, pour cause d'utilité publique, est autorisée par la loi à charge de dédommagement ».

A peu de chose près, la nouvelle Constitution nous cite la même chose que l'ancienne Constitution du Royaume Serbe, touchant la propriété privée de même que le code civil. L'expropriation est autorisée dans un but d'intérêt général, nous dit la Constitution nouvelle en s'appuyant sur la loi.

Nulle part, ni dans aucun cas, dans les lois précédentes comme dans la nouvelle Constitution, il n'est dit que le Gouvernement a plein pouvoir pour effectuer l'expropriation de la propriété privée au moyen de ses décrets; mais c'est sur la base de la loi que l'on peut effectuer l'expropriation et non sur la base des décrets et règlements émanant du Gouvernement.

Il est net que le Gouvernement n'aurait dû en aucun cas se servir de ses décrets et règlements pour l'application des réformes agraires, mais qu'il aurait dû attendre la Constitution et une loi spéciale qui doit être apportée pour l'exécution des réformes agraires préconisées.

Malgré tout la nouvelle Constitution (art. 130) a reconnu valables tous les décrets, règlements et instructions publiés par le Gouvernement et qui se rapportent à l'exécution de la réforme agraire en spécifiant que ces décrets, règlements et instructions ne peuvent être modifiés que par voie légale.

Dans le Droit Public Général, M. Larnaude, en trai-

tant des libertés individuelles pendant la durée des crises dans un Etat, crises qui peuvent être dues aux troubles politiques et économiques intérieurs, où à l'époque des épidémies, à l'état de siège ou de guerre, M. Larnaude dit que les libertés individuelles peuvent alors être limitées par le Gouvernement. Pour ce cas, dit toujours M. Larnaude, il existe en Europe deux systèmes législatifs. L'Angleterre, où les lois limitant la liberté individuelle sont votées pendant la durée même de la crise, et la France, où le vote de la loi en question prévient la crise. Mais il existe encore un système intermédiaire, c'est celui de l'Allemagne et de l'Autriche, dans lequel les Gouvernements respectifs sont autorisés par la Constitution, à mettre en exécution des actes qui auront force de loi pendant la durée de la crise. Ce système est connu sous le nom de « Ordonnances-de nécessité ».

Les décrets et ordonnances dont nous avons parlé et qui avaient été publiés par le Gouvernement Yougoslave ne peuvent être mis en parallèle avec aucun de ces cas précités; on ne peut cependant pas dire que la Yougoslavie, après sa libération, traversait une crise; mais ce qui est certain, c'est qu'elle se trouvait dans une situation anormale et le Gouvernement, invoquant cette situation anormale, s'est attribué le rôle de législateur. En ratifiant tous ses décrets, ordonnances, etc., la Constituante a du même coup approuvé ce rôle joué par le Gouvernement législateur.

Si l'on veut bien admettre que cette situation anor-

male, où se trouve la Yougoslavie depuis la libération équivalant à une crise, on peut dire alors que notre système est un système mixte, formé des deux systèmes anglais et austro-allemand.

Mais ce n'est pas tout, il se pose encore une question de droit qui est celle des prérogatives, accordées au Ministre de la Réforme Agraire.. D'après le décret du 12 février 1920, il a été créé le Ministère pour la Réforme Agraire, qui n'existait pas encore. Pour la création du Ministère, il n'y a rien à dire, ce département était vraiment d'une utilité indiscutable et incontestable ; mais le Ministre pour la Réforme Agraire, a des pouvoirs illimités, touchant l'expropriation et l'affermage des grands domaines, de même que les compensations et indemnités aux gros propriétaires, si le Ministre le juge à propos.

Les décrets, ordonnances et instructions qui précèdent, nous ont donc éclairés sur les prérogatives, les pouvoirs illimités que possède le Ministre pour la Réforme Agraire. Les parties lésées peuvent se plaindre au Ministre contre les décisions de ses subordonnés et c'est le Ministre qui, en dernier ressort, tranche les différends. Le Ministre est donc, pour le cas présent, la juridiction suprême, quelle que soit sa décision les intéressés n'ont plus aucun recours.

Le Ministre possède donc un rôle double, il est à la fois administrateur et arbitre.

Dans le droit administratif Français, le professeur Jacquelin rappelle que jusqu'en 1881, le Ministre en

France avait également ce rôle double, qu'il était à la fois administrateur et juge. Mais depuis l'année susdite, on ne lui reconnaît plus ce second rôle de juge administratif de droit commun qui a été reporté sur le Conseil d'Etat.

D'après l'ancienne Constitution du Royaume de Serbie, pour chaque décision du Ministre, on pouvait faire appel devant le Conseil d'Etat, (car chez nous également le Ministre n'était qu'administrateur et non juge à la fois). La nouvelle Constitution cependant ne touche pas cette question.

De même tous les décrets et ordonnances, publiés par le Gouvernement relativement à la Réforme Agraire, ne mentionnent nulle part le Conseil d'Etat ni aucun autre arbitre qui aurait qualité pour procéder à la révision des décisions ministérielles.

Ce qui veut dire en somme que les décisions du Ministre pour la Réforme Agraire sont inattaquables et irrévocables et qu'aucune action n'est possible contre elles.

Si l'on ne perd pas de vue que nous nous trouvons dans une situation anormale, extraordinaire, où malgré tout règnent les passions politiques au plus haut degré, on peut affirmer avec justesse qu'il a été non seulement antilégal mais illogique aussi de conférer à un Ministre le droit de juge administratif en dernier ressort dans une question aussi délicate dont dépend l'avenir de tout le pays, la Réforme Agraire.

Il est vrai que la nouvelle Constitution dans ses

art. 91, 92 et 93, traitent de la responsabilité des Ministres. Il y est dit que les Ministres sont responsables devant le Roi et devant le Parlement, pour toute infraction à la loi constitutionnelle et aux autres lois du pays, faite dans l'exercice de leurs fonctions et qui le peuvent mettre en état d'accusation. Mais pour ce faisant il faut un vote du Parlement et que les 2/3 des députés aient voté pour. Alors seulement le coupable est traduit devant un tribunal spécial, formé de 6 conseillers d'Etat et 6 conseillers à la Cour de Cassation. Il est de notoriété publique que presque jamais un Ministre, dans aucun pays, n'a été reconnu coupable par les lois qui existent pourtant. Aucun Ministre n'a été rendu responsable chez nos ennemis, pas même pour la Grande Guerre qui a bouleversé le monde. La responsabilité des Ministres existe, mais elle n'existe que sur papier.

Donc, les décisions du Ministre, pour la Réforme Agraire, n'entraînent à aucune responsabilité, pas même à la révision qui veut dire que chacune de ses décisions équivaut à un texte législatif.

En exposant ici une opinion, nous ne pouvons entrer dans les moindres détails qui touchent à cette question, que nous envisageons au point de vue juridique seulement. Nous nous hâtons d'ajouter qu'il n'est nullement dans nos intentions de soutenir la grande propriété, notre opinion à ce sujet ressortira plus loin. Nous défendons ici uniquement la cause du droit.

Voyons maintenant de quelle façon le Gouvernement applique cette réforme agraire et comment il faudrait en général l'appliquer.

Disons avant tout ce qu'est la Réforme Agraire. Il existe à ce sujet plusieurs définitions que nous ne citerons pas ici. Nous nous bornerons à donner de la Réforme Agraire la définition suivante :

Par Réforme Agraire on doit entendre toutes les modifications apportées dans la propriété foncière sur la base de lois, nouvellement votées par le Parlement et tendant à donner satisfaction à la majorité de la classe agricole afin d'éviter la révolution dans le pays.

Cette définition nous apprend que les modifications dans le domaine de la propriété foncière ne peuvent être apportées que par de nouvelles lois, votées par le Parlement et non décrétées par le Gouvernement, ce dernier en qualité de pouvoir exécutif devant se borner à l'exécution de la Réforme Agraire sur la base des lois votées par le Parlement.

Si nous parcourons l'Histoire des Réformes Agraires, apportées en Europe dans les derniers 200 ans, et il nous suffit de lire l'Histoire du Régime Agraire en Europe au XVIII^e et XIX^e siècles, par le professeur Henri Sée, ouvrage qui vient de paraître — nous verrons que les Réformes Agraires au sens propre du mot, commencent à s'introduire seulement depuis la Révolution Française, du moment donc où les Parle-

ments reçoivent leur pouvoir et élaborent des lois pour leur pays.

Il est vrai qu'encore avant cette époque certains monarques avaient apporté des lois concernant le régime politico-agraire. Tel était le cas de l'Angleterre et de l'Autriche. Quant à l'Empereur de Russie, cet Empereur anti-constitutionnel, Alexandre II, par un simple *oukase*, publié en 1861, il avait fait un grand progrès dans le domaine de la politique agraire, en abolissant le servage et en affranchissant le paysan du joug de son seigneur auquel il était lié, lié à la terre du seigneur. Ainsi, par cet acte, il avait réalisé une réforme agraire.

Mais tous les actes exécutés par les souverains avant la Révolution Française et notamment dans le domaine de la politique agraire, n'ont pas apporté de grands changements, ni une amélioration sensible dans la propriété foncière et au profit de la classe agricole qui est en majorité et qui, à elle seule, cultive toute la propriété foncière.

Donc la véritable amélioration dans la condition du paysan date seulement de la Révolution Française et elle s'opère progressivement et lentement dans chaque pays selon le degré de civilisation et de constitutionnalité de chacun de ces pays. Mais si cette amélioration vient même à pas lents, il ne faut pas l'attribuer au simple bon vouloir du souverain ou du Gouvernement comme du Parlement. On s'en sert pour faire

taire les masses en effervescence, pour éviter la révolution.

En y prêtant attention nous verrons en effet que dans tous les pays les Réformes Agraires avaient été apportées depuis la Révolution Française soit par la Révolution Nationale soit par le Gouvernement pour étouffer précisément la révolution.

D'un autre côté par contre, toutes les révolutions dans les divers pays ont été engendrées par la politique agraire dans les dits pays. L'histoire confirme nos assertions à ce sujet. Ainsi la Révolution Française a pour origine la politique agraire et c'est elle qui a réalisé la Réforme Agraire dans le pays. La révolution qui a soulevé plusieurs contrées en Autriche a abouti à l'exécution de la Réforme Agraire en 1848. Toutes les réformes apportées au siècle dernier par certains Etats confédérés de l'Allemagne ont également pour cause la révolution et les troubles intérieurs, soulevés par les paysans. La révolution de 1907 en Roumanie a apporté un changement et des modifications dans le régime politico-agraire de la Roumanie.

Le fameux oukase de l'Empereur Alexandre II de Russie n'a pas eu d'autre but : éviter la révolution. Et la révolution de 1917 qui de nouveau s'est emparée de la Russie, ne vient-elle pas aussi du défectueux régime agraire ? Et les réformes qui s'accomplissent actuellement, que le Gouvernement poursuit en Yougoslavie, n'est-ce pas encore et toujours dans le même but d'éviter la révolution ?

Tous ces éléments militent en faveur de l'exactitude de la définition donnée.

Il nous faut maintenant passer aux imperfections de ce système, aux fautes commises par le Gouvernement, dans l'exécution partielle de la Réforme Agraire en Yougoslavie et apporter ici quelques idées personnelles et quelques suggestions pour l'application de ces réformes.

Avant que de procéder à l'application des Réformes agraires dans un pays, il est indispensable de prêter quelque attention à trois choses : 1) A la statistique concernant la propriété privée; 2) Au Cadastre; 3) A la situation financière et voir si l'Etat des finances permet l'exécution des réformes.

Il faut donc avant tout posséder des données statistiques exactes. La statistique doit englober tout ce qui est nécessaire pour mener à bonne fin l'application des réformes agraires. Elle doit donner tout d'abord la superficie de terre fertile qui se trouve sur un territoire, indiquer combien il y a de terre stérile, de forêts, de pâturages, de terrains vagues, de jachères, de marécages et en général de toutes autres espèces de terrains. La terre fertile devra être répartie en catégories suivant la fertilité; connaître ensuite la distance qui sépare les terrains des habitations et leur accessibilité. Ouvrir un registre pour les noms des propriétaires que l'on groupera par catégories suivant la terre qu'ils possèdent. Un autre registre recevra les noms de tous les habitants qui ne possèdent pas de terre du tout.

Connaître en outre la situation exacte de la famille, savoir combien elle compte de membres et quelle quantité de terre lui est nécessaire pour la culture. La dite statistique doit renfermer encore tous les autres détails utiles à l'application des Réformes Agraires.

Les communes devront être chargées de dresser la présente statistique, étant les plus compétentes à ce sujet, et le contrôle en devra être confié à un comité spécial. L'arrondissement devra centraliser tous les renseignements fournis par les communes et les transmettre au département qui les enverra au Ministère, lequel formera des dossiers pour le territoire entier. Des comités spéciaux exerceront également le contrôle sur les arrondissements et les départements.

Il fallait donc avant tout posséder toutes ces données statistiques et entreprendre alors seulement les Réformes Agraires.

Cependant l'expropriation du sol a été commencée presque aussitôt après l'Armistice, dès qu'avait paru le décret de février 1919, sans aucune donnée statistique préalable. Le règlement du Ministre pour la Réforme Agraire, publié le 6 juillet 1920, seulement sous le numéro 10,500 et publié avec l'assentiment et d'accord avec le Ministre de l'Intérieur, confirme nos assertions. Dans ce règlement, le Ministre a ordonné aux autorités de procéder au recensement de la population en tenant compte de la propriété foncière. Par ce règlement il exigeait que les autorités lui fournissent les éléments nécessaires pour dresser une statis-

tique, celle dont nous venons de parler. On peut constater encore, à l'heure qu'il est, que le Ministère pour la Réforme Agraire qui a déjà commencé la réforme partielle, malgré tous les règlements et circulaires lancés aux directions agraires et diverses autorités, ne possèdent pas encore une statistique exacte.

Il est vrai qu'on avait créé des comités agraires qui sont venus un peu tard et qui, si l'on en juge les règlements ministériels, n'ont pas dû remplir leur mission d'une façon satisfaisante.

En fin de compte il résulte de tout cela que les Réformes Agraires s'introduisent malgré l'absence de données statistiques positives.

La seconde condition pour l'exécution de la Réforme Agraire exige l'établissement d'un cadastre, c'est-à-dire la détermination de l'étendue et de la valeur des biens fonds. Mais cette opération devrait précéder l'application des Réformes Agraires, bien que l'établissement d'un cadastre, soit une des conditions les plus importantes pour ce but mais aussi une des plus difficiles à exécuter.

Au moyen du cadastre, la statistique est aisée à établir et tout ce qui s'y rattache.

Tous les auteurs qui se sont occupés et ont écrit sur les Réformes Agraires rappellent sans cesse que l'établissement du cadastre est une opération des plus difficiles et surtout onéreuses, ce qui est plus important.

Certains auteurs en Yougoslavie qui s'occupent de

la question, prétendent que l'établissement du cadastre sera une chose impossible avant quelques années encore, les spécialistes en géodésie étant peu nombreux encore dans le pays. Et un de ces écrivains pousse la chose si loin et ose prétendre que la Yougoslavie, avec les éléments dont elle dispose, ne sera pas en possession d'un cadastre avant une trentaine d'années.

Tout en partageant ces avis à un certain point de vue, en admettant les difficultés d'exécution, nous pensons au contraire que le cadastre peut être mis debout en peu de temps si seulement le Gouvernement voulait s'y intéresser d'une façon sérieuse.

Et cela aurait pu se faire aisément si le Gouvernement avait voulu y songer dès le début. Il aurait dû faire venir de l'Etranger un assez grand nombre de spécialistes en la matière qui auraient ouvert des cours dans les principaux centres et les villes de quelque importance, secondés dans cette tâche par nos spécialistes nationaux. Si cette organisation avait été créée dès le début, combien le cadastre serait maintenant avancé.

Pour savoir ce qui a été fait dans cet ordre d'idées il n'y a qu'à consulter la presse de Belgrade.

Voici à peine un mois qu'un Journal de Belgrade publiait un article concernant le Cadastre. Il s'agit du cadastre dressé par un arrondissement de l'ancienne Serbie, opération qui a été menée à bonne fin avec grand succès et qui a été entreprise, toujours avec le

même succès par deux autres arrondissements encore. Le journal en question nous apprend que ce travail est poursuivi par un nombre très restreint de spécialistes, géomètres nationaux et étrangers, ces derniers surtout d'origine russe. La population suit ces mesures avec satisfaction et assure le plus large concours aux spécialistes afin de leur alléger la besogne et d'activer les travaux, comprenant sans peine que le cadastre est une institution aussi utile à l'Etat qu'à eux-mêmes, à eux surtout vu qu'il mettra fin aux répartitions d'impôts injustes et excessives. Le paysan comprend aussi que les registres de propriété, *bachtinské knigué*, sont indispensables également pour leur éviter des procès, des délits et des forfaits qui résultent fort souvent de querelles autour de la propriété.

A la même époque un autre journal écrivait que la Direction du Cadastre d'Etat a fait une proposition au Ministre des Finances de créer une commission spéciale qui aurait pour but d'étudier les moyens de dresser un cadastre, d'organiser les services nécessaires et former un personnel compétent et suffisant et enfin d'étudier la question des crédits y afférents.

Une autre commission de son côté aurait pour but d'élaborer les projets de lois suivants :

L'organisation globale du Cadastre d'Etat;

L'unification du cadastre sur toute l'étendue du royaume, la création et la tenue de registres de propriété *bachtinské knigué*;

L'unification de l'impôt sur toute l'étendue du territoire;

L'estimation du sol en vue de répartition de l'impôt sur la base du revenu et le groupement des biens.

Tout ce qui précède nous démontre clairement que le Gouvernement commence seulement l'établissement du cadastre, c'est-à-dire trois ans après l'Armistice, alors que l'application des Réformes Agraires a suivi de près l'affranchissement. L'application des Réformes Agraires s'opère donc sans cadastre ni statistique.

La troisième condition pour l'exécution des Réformes, est la question de crédits. On sait que pour toute ouverture de crédits il faut un emprunt, soit à l'intérieur, soit au dehors, et le succès de ces emprunts dépend surtout de la confiance qu'inspire l'état intéressé. L'état Yougoslave, ainsi que nous avons pu le voir, possède une dette relativement minime en tenant compte de sa richesse et en la mettant en parallèle avec les autres états, et l'on se souvient que nous avons déjà présenté l'Etat serbe comme un excellent débiteur. Le Gouvernement Yougoslave n'aura donc pas beaucoup de difficultés à se procurer les crédits nécessaires pour l'application des Réformes Agraires. Il s'est déjà procuré de l'argent dans le pays et au dehors; nous avons parlé du succès de ces deux emprunts, nos suggestions ne sont donc pas si absurdes. Mais nous ne pouvons nous étendre davantage sur ce sujet, ce serait empiéter sur un autre domaine, la science financière qui doit rester étranger à notre thèse,

Donc les trois choses essentielles pour assurer le succès de la Réforme Agraire sont : la statistique, le cadastre, les crédits.

Il faut avant tout savoir à qui attribuer de la terre et en quelle quantité.

S'il faut attribuer de la terre aux agriculteurs seulement ou à d'autres aussi.

Il s'agit de savoir si on considère comme agriculteur celui qui habite la campagne ou celui qui cultive la terre. Nous avons vu qu'en Yougoslavie une partie de la population urbaine se livre également à l'agriculture. Partout, on devrait considérer comme agriculteur quiconque se livre à l'agriculture, à la culture du sol, sans tenir compte s'il habite la campagne ou la ville.

La seconde question qui se pose consiste à savoir s'il faut donner de la terre à ceux qui l'exploitent et en vivent exclusivement ou à ceux qui l'exploitent à titre secondaire en se livrant principalement à d'autres occupations et ne demandent à la terre que le complément de leurs besoins que l'occupation principale n'arrive pas à couvrir.

Le Gouvernement a tranché ces questions, les a résolues de la façon la plus heureuse. Par ses décrets et ses ordonnances on voit qu'il attribue de la terre et considère comme agriculteur quiconque cultive la terre, à titre principal et exclusif comme à titre secondaire, parallèlement avec d'autres professions, insuffisamment lucratives pour lui permettre de subvenir à tous

les besoins de sa famille. Seulement ces derniers reçoivent moins de terre que les premiers, les vrais agriculteurs, et c'est logique.

Malheureusement l'attribution de la terre ne s'est pas faite suivant les prévisions du Gouvernement, grâce à l'absence des éléments déjà nommés, le cadastre, la statistique et l'absence d'un contrôle plus sévère, peut être aussi une interprétation fausse des décrets du Ministre de la Réforme Agraire. On voit toujours que certains ont obtenu de la terre qui n'en devaient pas avoir, alors que les vrais agriculteurs n'en ont pas eu.

Dans l'exécution des Réformes Agraires il faut savoir encore, et ceci est capital, s'il faut maintenir les vastes domaines fonciers ou les supprimer. Les avis sont partagés. Certains économistes, et ils sont minorité infinie, désirent le maintien de la grande propriété, les autres, la majorité donc, réclament la petite propriété.

Pour soutenir leur thèse, les minoritaires s'appuient sur les moyens pécuniers dont disposent les gros propriétaires, sur leur capacité professionnelle plus grande que chez le petit propriétaire. Le grand propriétaire est nécessairement plus entreprenant que le petit, puisque ses ressources sont grandes; il emploie pour l'exploitation de ses domaines l'outillage et les machines les plus perfectionnées, ce que ne peut faire le petit. Son rendement est donc infiniment supérieur tout en employant une main d'œuvre moindre. Dispo-

sant de fonds considérables, il peut favoriser et créer même l'industrie agricole en installant des sucreries, des distilleries, des établissements vinicoles, et bien d'autres industries, laiteries, brasseries, etc., ce que ne peut faire le petit propriétaire. En somme les grands complexes de terre peuvent être utilisés aussi plus rationnellement, donner un rendement supérieur en qualité et en quantité proportionnellement bien entendu à la petite propriété.

Ainsi Buchenberger nous dit qu'un hectare faisant partie d'un grand domaine, peut produire jusqu'à 50 à 80 quintaux de blé alors qu'un hectare de petite propriété donne en tout 10 à 15 quintaux métriques.

D'autres auteurs prétendent que les grands complexes sont supérieurs à la petite propriété au point de vue du rendement en blé et en plantes fourragères principalement.

Les partisans de la petite propriété par contre, comme Aùchagen, nous vantent la supériorité de la petite propriété sur les vastes domaines : 1) Chacun, disent-ils, cultive beaucoup mieux sa propre terre que le bien d'autrui.

2) Dans une petite propriété les travaux, du moins certains travaux, s'expédient mieux, aux époques favorables et par un meilleur temps, car le paysan, petit propriétaire, a proportionnellement à l'étendue de son bien, plus de bras dans sa famille que ne pourrait utiliser, avec profit, le grand propriétaire dans son domaine.

3) Sur une petite propriété on peut procéder à des travaux impossibles dans un grand domaine, tel la destruction des insectes nuisibles.

4) La petite propriété, a moins de pertes lors de la moisson, parce qu'elle peut plus facilement éviter les intempéries.

5) Le petit propriétaire dispose de plus de fumier relativement, puisqu'il possède plus de bétail et de chevaux proportionnellement au grand domaine.

6) Le petit peut sélectionner plus facilement ses semences, puisqu'il fait tout le travail lui-même.

D'autres auteurs nous apprennent comment les petits propriétaires se distinguent des grands dans l'arboriculture, la culture potagère, l'élevage de la volaille et des animaux domestiques. Le professeur de la science financière à l'Université de Paris, M. Hitier, en traitant l'impôt sur le bénéfice agricole, affirme qu'en France c'est le petit cultivateur qui réalise proportionnellement les plus gros bénéfices agricoles. Voici les raisons qu'il en donne :

1) Le petit cultivateur exploite lui-même sa terre, il supprime donc toutes les grandes dépenses qu'entraîne le salaire de la main d'œuvre sur les grands domaines ;

2) Les plus gros bénéfices que l'on réalise actuellement proviennent de la basse-cour, de la vente des œufs, du beurre, du lait, du fromage, de la volaille, tous produits de petits et moyens exploitants ;

3) Les petits cultivateurs pour la plupart, consom-

ment eux-mêmes leurs produits tels que les œufs, le lait, le beurre, le fromage, la viande, le vin, etc., et c'est précisément sur ces produits que la hausse s'est opérée dans la plus large mesure.

En traitant ces questions, M. Hitier n'a pas abordé la question de la grande et de la petite propriété, il s'est confiné à l'impôt sur le bénéfice agricole et a établi que de nos jours les petits cultivateurs réalisent relativement de plus gros bénéfices agricoles que les gros propriétaires et demande en conséquence que les premiers payent l'impôt sur leurs bénéfices tout comme les grands.

Certains ajoutent encore que les petites propriétés favorisent la colonisation, alors que les grands domaines aux mains d'un petit nombre de propriétaires maintiennent la dépopulation ainsi que le cas se produit pour l'Irlande où en 1867 il y avait 5 millions et demi d'habitants, alors qu'en 1897 on ne comptait plus que 4 millions et demi, cette diminution provenant spécialement de ce fait qu'en 1873 plus de la moitié du territoire entier de l'Irlande se trouvait entre les mains de 744 gros propriétaires.

Il faut dire en passant que les gros propriétaires entretiennent fort souvent de grands parcs et des forêts pour la chasse et pour leurs plaisirs, ce qui est contraire à la justice d'abord et ce qui nuit à la production agricole en l'amoindrissant.

M. Souchon, professeur à l'Université de Paris, a parlé également, bien des années avant la guerre, de

la supériorité de la petite propriété sur la grande et sur la disparition de la grande propriété.

« Il nous est apparu, que la propriété paysanne » est au point de vue économique un type supérieur » soit à la grande propriété, soit à l'exploitation parcellaire.

» On peut même affirmer que les conditions contemporaines de la culture et de l'économie générale » accentuent rapidement cette double supériorité, et » il n'est pas excessif de prévoir le temps où il ne » sera même plus permis de dire que le maintien de » la grande propriété reste désirable à raison de sa » mission éducative ».

M. Souchon a eu véritablement raison en prévoyant la disparition de la grande propriété, car pendant la guerre et surtout après l'Armistice, les petits propriétaires-paysans, grâce aux bénéfices considérables réalisés par la hausse excessive sur leurs produits et grâce au bas de laine, se sont emparés peu à peu de la grande propriété qu'ils rachètent constamment aux gros propriétaires, qui en France surtout disparaissent peu à peu.

D'après une statistique, publiée par le Ministre de l'Agriculture, il existe en France 5,702,000 exploitations dont 4,280 seulement possédant 300 hectares et plus de terre et 130,000 avec plus de 40 hectares, ce qui revient à dire que la France est un pays de petites et moyennes propriétés.

Une foule de preuves viennent encore attester que la

petite propriété est plus profitable que la grande, mais nous croyons avoir apporté ici assez d'arguments et prouvé nettement la supériorité de la petite propriété.

Autrefois, les anciens physiocrates, comme d'autres écrivains anglais, s'ingéniaient à démontrer la supériorité de la grande sur la petite propriété. Mais à l'époque cette opinion pouvait s'admettre, l'Angleterre ayant toujours été le pays de vastes domaines qui avait placé son agriculture au premier rang, et qui pouvait en quelque sorte attribuer cette situation florissante de son agriculture à l'existence de ces vastes domaines, car la petite propriété lui était presque inconnue, les grands domaines l'ayant entièrement absorbée.

A l'époque contemporaine on a constaté que précisément les pays de petite culture réalisaient les plus gros bénéfices agricoles, et ces pays accusent un progrès général observé dans toutes les directions. Prenons seulement comme exemple la Suisse et l'ancien Royaume de Serbie.

Actuellement les seuls partisans de la grande propriété sont encore les socialistes et certains partis bureaucrates composés de gros propriétaires.

Puisque la grande propriété ne doit plus exister, il faut savoir ce qu'on entend au juste par cette désignation.

Les écrivains ne s'accordent pas en général sur l'étendue qu'il faut attribuer à la grande propriété, le

nombre d'hectares qu'elle doit renfermer. Il est bien entendu que ce n'est pas sur le nombre d'hectares qu'il faut s'arrêter lors du classement de la propriété, mais bien tenir compte de la fertilité du sol et du rendement, donc des bénéfices. Il faut bien se rendre compte du nombre d'hectares qu'il est nécessaire à une famille d'exploiter pour assurer sa subsistance.

Les économistes nous disent, pour une famille composée de 5 membres, 5 hectares de terre fertile suffiront pour permettre à cette famille de vivre médiocrement. Mais si cette famille de 5 membres possède 10 hectares de terre, elle peut déjà vivre confortablement, mais si elle en possède 15, c'est l'aisance. La même famille avec 20 hectares à tout en abondance et avec 25 à 30 hectares de terre fertile c'est la fortune, la richesse.

Une famille de 10 membres se tirera avec satisfaction avec 8 hectares de terres, vivra bien avec 12, très bien avec 20 et sera considérée riche avec 30 hectares de terre fertile.

Comme les familles paysannes comptent généralement de 5 à 10 membres, ce qui est le cas de la Yougoslavie, et que nous venons d'établir la supériorité de la petite propriété sur la grande, il serait nécessaire de ne pas accorder plus de 30 hectares de terre fertile à aucune famille. Car les petites propriétés qui rapportent proportionnellement plus que les grandes ne profitent pas seulement aux particuliers, mais aussi à la collectivité et à l'Etat.

Nous nous souvenons encore des leçons que nous ont données tant de fois les économistes anglais relativement à la terre. Lorsqu'une terre conserve toujours ses mêmes dimensions, elle devient de plus en plus chère, puisque la population qui y vit s'accroît toujours et que le propriétaire est seul à en tirer profit au préjudice de la collectivité, c'est pourquoi lui donne-t-on le nom de « conjucteur social ».

Au début de notre thèse nous avons rappelé qu'il y a 60 à 70 ans, on trouvait en Serbie, vu la faible densité de la population, autant de terre qu'on en voulait et chacun en prenait autant qu'il en voulait. Aujourd'hui, par contre, la situation est toute autre.

Si donc, en appliquant les Réformes Agraires on maintenait intactes les grandes propriétés, on commettrait une faute grave même au point de vue politique. La population se multipliant dans une ascendance toujours croissante si une famille de 5 membres recevait maintenant 5 hectares de terre, dans 50 années, cette famille comptera 10, peut-être 15 membres et 5 hectares de terre ne lui suffiront plus. Comme cette famille représentera la majorité de la classe agricole, des cas analogues se présentent sans cesse et sans nombre, préparant ainsi le mécontentement dans les masses, mécontentement qui dégénérerait facilement en troubles et en révolution.

Tous ces facteurs ne doivent point échapper à l'attention lors de l'application définitive de la Réforme Agraire si l'on veut créer une situation définitive et

stable. Pour y parvenir il faut absolument limiter la propriété, lui assigner des bornes qu'elle ne devra en aucun cas franchir. Cette limite, à notre humble avis, ne doit pas dépasser 30 hectares de superficie de terre fertile.

Toute terre fertile qui excèdera donc la superficie de 30 hectares devra être considérée comme grande propriété et subir le sort du morcellement.

On pourra toutefois faire exception pour certaines entreprises industrielles, composées de plusieurs familles ou Zadrougas pour le plus grand bien de la société et de l'Etat. Mais ces cas ne doivent constituer que des exceptions rares et on ne devra y recourir qu'en cas de nécessité absolue.

Si dès maintenant on ne se décidait pas à procéder ainsi, la chose viendra peut-être dans 20, 30 ou 50 ans d'elle-même par suite de l'accroissement de la population, des idées démocratiques, car il ne faut pas perdre de vue que la démocratie se développera de plus en plus et se dressera principalement contre la grande propriété.

En parlant des familles paysannes, nous avons dit qu'elles se composaient généralement de 5 à 10 membres, mais il est plus exact de dire qu'elles comptent 5 à 7 membres généralement et la majorité d'entr'elles comptent 5 membres seulement.

Quand une famille de 5 membres peut vivre assez bien avec 5 hectares de terre et bien avec 10 hectares

de terre fertile, pourquoi donc lui permettre d'en acquérir 30 hectares pour devenir riche ?

L'égoïsme humain, dont nous avons déjà parlé ici-même, veut que chacun cherche à travailler avec énergie et bonne volonté, seulement lorsqu'il est persuadé que ce travail lui sera profitable et lui permettra d'étendre son bien et d'augmenter sa production. C'est pourquoi il faut accorder à une famille qui possède 5 hectares de terre, le droit d'acquérir 30 hectares de terre. Pour y parvenir, la dite famille développera le maximum d'activité et d'énergie dont elle ne sera pas seule à bénéficier ; la collectivité et l'Etat auront leur part. D'après les économistes, les biens qui renferment de 10 à 30 hectares de terre fertile, sont les plus productifs et les plus aptes à n'importe quel genre d'exploitation. Cette répartition serait donc tout à l'avantage de l'Etat.

Indépendamment de ces raisons, il serait également utile pour la concurrence libre, d'accorder les achats de terre dans la limite indiquée, car la concurrence n'existe en somme que s'il y a transaction, achat et vente, et la concurrence est si utile.

Si l'on permettait par contre l'achat de terre sans limite comme on le fait actuellement, ce ne serait plus de la concurrence libre mais de l'accaparement.

Certains Etats ont déjà entrepris la limitation de la propriété. La Roumanie notamment, le pays des plus vastes domaines fonciers a apporté, l'été dernier, une loi agraire qui fixe le maximum à 250 hectares de

terre. Nous en avons d'ailleurs déjà parlé. La Tchéco-Slovaquie limite ce maximum à 150 hectares.

La grande propriété n'est pas nécessaire, il faut donc la supprimer, l'interdire.

Quelle a été l'attitude de la Yougoslavie à ce sujet ?

Le décret, publié par le Gouvernement, en date du 25 février 1921, nous apprend ce que le Gouvernement entend par grande propriété, dans le § 10 du dit décret : « Tous les biens qui comportent une superficie d'au moins 100 à 500 arpents (1 arpent = 1600 toises carrées) de terre labourable selon les conditions économiques de la contrée, doivent aussitôt se soumettre au morcellement, les plus vastes en premier, les autres tout en suivant d'après leur étendue ».

La Yougoslavie considère donc comme grande propriété tout domaine qui dépasse 100 jusqu'à 500 arpents.

Cette conception est extrêmement élastique et manque de précision; d'autre part elle tend au maintien de la grande propriété.

Cela est pourtant véridique et un décret ultérieurement publié, le 21 juillet 1919, précise ce maintien puisqu'il cite les grands domaines, d'après les provinces, disséminés sur tout le territoire Yougoslave. Il cite des grands domaines excédant 300 hectares de terre labourable ou 500 hectares de terre en général dans les régions les plus riches du territoire Yougoslave, notamment dans la Batchka, le Banat, la Barania, la

Syrmie, toutes provinces qui, quant à leur fertilité, détiennent le record en Europe.

Le Gouvernement Yougoslave maintient donc la grande propriété dans les plus fertiles régions de son territoire et on sait que 42 % de la terre appartiennent dans ces provinces aux gros propriétaires, tandis que dans l'ancienne Serbie, il existe seulement 3 propriétaires dont le domaine comporte 300 hectares chacun.

Il s'en suivrait qu'au point de vue où s'est placé le Gouvernement, il considère la grande propriété plus utile que la petite. Mais nous ne devons plus revenir sur cette question l'ayant suffisamment traitée dans le chapitre précédent et démontré les inconvénients de la grande propriété.

En ce qui concerne le partage de la terre et la part devant revenir à chaque famille, le décret du 3 novembre 1920, numéro 14,140, § 5, alinéa b, nous dit : que la terre sera attribuée aux familles qui en général ne possèdent pas de terre ou en possèdent moins de 10 arpents (1 arpent = 1600 toises carrées) et qu'aucune famille ne pourra recevoir plus de 10 arpents y compris la terre qu'elle possède déjà. Si toutefois la famille compte plus de 10 membres, il pourra lui être attribué plus de 10 arpents mais de telle sorte qu'elle ne possède pas plus de 1 arpent par membre de sa famille.

Nous ne connaissons pas de statistique exacte déterminant la surface totale à répartir, ni le nombre de

familles résidant sur le territoire Yougoslave devant bénéficier de cette répartition.

Nous n'avons pu, par aucun moyen, nous procurer les renseignements, mais nous doutons même que le Gouvernement, du moins le Ministre pour la Réforme Agraire possède des données exactes.

Donner 10 arpents de terre par famille nous semble impossible; quelque riche que soit la Yougoslavie en terre, à cause de sa population clairsemée, — qui est loin d'égaliser l'Italie ou la Belgique, — et qu'elle possède encore bien des régions très peu peuplées comme la Macédoine, par exemple, il nous paraît irréalisable d'attribuer 10 arpents à chaque famille dépourvue de terre. Le dit paragraphe ne précise pas si une famille de 3 à 4 membres et même une de 2 membres pourra recevoir également 10 arpents de terre. Cette répartition nous paraît d'autant irréalisable que les grands domaines ont été maintenus sur toute l'étendue du territoire de la Yougoslavie.

L'absence de données exactes nous empêche d'entrer dans les détails de cette répartition; mais d'après certains règlements spéciaux du Ministre pour la Réforme Agraire, qu'il adresse à ses subordonnés, tout porté à croire que cette répartition s'opère d'une façon très défectueuse.

Il serait intéressant de donner ici l'opinion de certains journaux Yougoslaves, relativement à l'application partielle des dites Réformes Agraires, autant qu'on peut ajouter foi aux journaux qui représentent

les passions des partis politiques et ce qui est important, c'est qu'aucune enquête parlementaire n'avait été ouverte à ce sujet. La Constituante a commencé ses travaux en janvier 1921 et s'est occupée exclusivement de l'élaboration de la nouvelle Constitution qui a été votée fin juin et la Constituante a pris ses vacances jusqu'au 20 octobre, où elle a repris ses travaux en qualité de Parlement ordinaire. Le projet de loi pour la Réforme Agraire est élaboré au Ministère pour la Réforme Agraire et d'après la déclaration du Ministre, il sera soumis à l'approbation du Parlement dans le courant de l'an prochain. En ce qui concerne l'application partielle des Réformes Agraires, exécutées jusqu'alors, la presse de Belgrade, qui s'occupe en général peu de cette question, nous donne les renseignements suivants :

La Réforme Agraire s'opère actuellement d'une façon intensive seulement en Bosnie et en Herzégovine et conformément au décret du Prince-Régent du 12 mai 1921, dont nous avons eu l'occasion de parler et en vertu de l'art. 42 de la nouvelle Constitution, qui est ainsi conçu : « Les *Kmets (tchiptchiyas)*, comme en général les agriculteurs qui cultivent la terre dans les conditions analogues au Kmet sont proclamés propriétaires libres des terres détenues, ne devant eux-mêmes aucune indemnité en compensation et devant être proclamés *bachtiniks* (propriétaires) ».

Les propriétaires des vastes domaines en Bosnie

et en Herzégovine sont pour la plupart des Serbes de confession mahométane.

Ces musulmans ont envoyé au Parlement 25 de leurs représentants députés, et comme le Gouvernement avait besoin d'avoir la majorité au Parlement, il lui a bien fallu faire certaines concessions aux musulmans pour avoir leurs voix. C'est ainsi qu'on est arrivé au décret sur la liquidation des biens des begs en Bosnie et en Herzégovine. Cette liquidation avait été sollicitée par les begs qui craignaient la confiscation de leurs biens par les Kmets et les paysans, confiscation ou spoliation plutôt, car elle serait opérée sans aucune espèce d'indemnité. Alors que l'Etat leur offrait une indemnité de $\frac{1}{3}$ en espèces et $\frac{2}{3}$ en obligations dont les coupons leurs seront payées tous les semestres pendant 50 ans à raison de 4 %.

Mais voyant que dans les derniers temps le calme parfait régnait en Bosnie, ils jugèrent préférables pour eux de conserver une partie de leurs biens. Ils tinrent la dragée haute au Gouvernement et réussirent à obtenir la restitution d'une partie des biens qui avaient été concédés aux Kmets et aux paysans.

Ceci provoque naturellement un peu de mécontentement auprès des Kmets qui ne voulaient pas s'éloigner des biens qu'on leur avait donnés. Les autorités durent intervenir et les expulser *mani militari* de leurs biens qui furent de nouveau donnés aux begs. Toute la presse de Belgrade critique sévèrement l'attitude du Gouvernement dans cette affaire.

Dans les contrées méridionales de la Serbie, c'est-à-dire en Macédoine et dans le Sandjak de Novi-Bazar, ainsi que nous l'avons déjà dit, fonctionne le même Régime Agraire qu'en Bosnie et en Herzégovine. Aussitôt après l'affranchissement il a été dit au peuple que la terre lui appartenait et l'art. 42 de la nouvelle Constitution, dont nous avons parlé plus haut, est venu le confirmer. Cependant le peuple continue toujours à payer aux propriétaires le « *Khak* », c'est-à-dire qu'il donne la moitié des récoltes au beg, ce qui veut bien dire que la terre ne lui appartient pas mais bien au beg.

De ce fait les deux parties sont mécontentes, car les paysans qui vivaient en paix continuent à donner le *Khak* au beg comme au temps de la domination, les autres, par contre, qui étaient plus libres se conformant à la Constitution, se sont tout simplement accaparés des biens des begs sans leur donner le *Khak*, de telle sorte que ces begs se trouvent dépossédés d'une part par les paysans sans *Khak* et ne sont pas indemnisés par le Gouvernement, puisqu'il n'y a aucune loi ni décret à ce sujet. Certains paysans aspirent à racheter les biens aux begs nonobstant le décret qui interdit formellement la vente des terres tant qu'elles n'auront pas été soumises à la Réforme Agraire. Tous achats et ventes ayant enfreint le décret en question seraient déclarés nuls. Cet état de choses, disent les journaux, a produit un vif mécontentement dans la population des contrées précitées qui sont très

arriérées en général, non seulement en Yougoslavie, mais dans l'Europe entière.

D'après les informations de la presse de Belgrade, la Réforme Agraire se poursuit dans toutes les contrées de la Yougoslavie — en exceptant la Serbie — de la façon suivante :

La grande propriété est partagée entre les paysans qui n'en sont pas les propriétaires, mais fermiers seulement. Le premier bail est d'un an, le second de 4 ans.

Un partisan de la grande propriété fait ressortir les inconvénients de ces affermage, et dit :

1) Que le morcellement de la grande propriété supprime l'industrie agricole. Les machines et les fabriques qui étaient destinées pour la grande propriété restent inactives;

2) La diminution de la production agricole s'accroît, car les $\frac{3}{4}$ des terres louées aux fermiers, n'ont pas atteint leur but, c'est-à-dire que l'affermage n'a pas été fait d'une façon rationnelle. Les uns exploitaient mal, les autres n'exploitaient pas du tout mais sous-louaient;

3) Personne ne fume plus la terre pas plus le propriétaire que le fermier, puisque ni l'un ni l'autre ne sait à qui elle appartient;

4) L'affermage des grands domaines morcellés diminue le revenu de l'Etat, provenant de la perception de l'impôt, vu que ces fermiers sont imposés dans une mesure insignifiante;

5) Les frais qu'entraînent ces mises en location, ces affermage sont tellement élevés que dans certains endroits ils dépassent le fermage;

6) Pour réaliser ces affermage et pour maintenir l'ordre, l'Etat doit s'assurer le concours d'un grand nombre de fonctionnaires et de policiers;

7) Dans bien des endroits les propriétaires ne touchent même pas le fermage;

8) De telles opérations mécontentent tout le monde et cela pourrait avoir des suites fâcheuses pour le Gouvernement. Mais comme nous l'avons déjà fait observer, on ne peut pas accorder grand crédit aux journaux, il faudra attendre que la question vienne devant le Parlement et alors les documents parlementaires renseigneront exactement en même temps que feront foi.

Qu'il nous soit permis de faire ici même encore une remarque relativement au décret du 24 septembre 1920, intéressant la colonisation dans les nouvelles contrées méridionales du royaume (1).

Par colonisation, le décret ci-dessus entend l'attribution de terre pour la culture et l'habitation à ceux-là même qui, aux termes du dit décret, peuvent être considérés comme colons, et ce droit de colonisation possèdent tous ceux, sujets du royaume Yougoslave, qui se livrent à l'agriculture ou aux métiers ruraux et qui ne possèdent pas de terre en propre pour la culture

(1) On entend par là les contrées affranchies des Turcs en 1912 : la Macédoine et le Sandjak de Novi-Bazar.

ou qui en possèdent en quantité insuffisante, et en outre tous ceux encore qui désirent désormais cultiver la terre qui leur serait attribuée à titre colonisateur ».

Le dit décret ajoute plus loin que le terrain pour la colonisation sera attribué par des commissions sous-préfectorales et les litiges seront examinés par l'organe de la Réforme Agraire, désigné pour la région et le Ministre de la Réforme Agraire jugera en dernier ressort.

Nous avons dit à l'avance que le Gouvernement ne possède ni statistique ni cadastre, et opérer la colonisation à défaut de ces données signifie travailler sans plan déterminé ni méthode et sans stabilité aucune dans l'exécution de la colonisation.

Le décret ci-dessus nous dit que la terre sera attribuée aux agriculteurs et aux artisans ruraux qui parallèlement à leur métier travaillent la terre. Bien entendu qu'il n'y a rien à dire à ce sujet, mais le décret dit encore : « Que la terre sera donnée à ceux qui désormais désirent la cultiver ». C'est bien vague cela, et bien élastique (car il ne faut pas perdre de vue que ce décret, d'après son art. 30, équivaut à une loi). On peut donc donner de la terre à n'importe qui, pourvu qu'il ait émis l'intention d'en cultiver à l'avenir; en quelle quantité ? cela dépend du bon vouloir du Ministre pour la Réforme Agraire, et des bonnes dispositions de ses subordonnés, car ils sont les administrateurs pour l'exécution de cette colonisation et le pou-

voir du Ministre est en l'espèce illimité, en tant qu'administrateur et juge.

Ce passage est extrêmement dangereux au point de vue social et politique, car l'art. 26 du dit décret dit : « Que les colons deviennent propriétaires 10 ans après leur arrivée », et l'art. 23 nous apprend que les colons devenus propriétaires, peuvent aliéner leurs terres. Ceci n'ouvre-t-il pas la porte à la spéculation ? Il peut en effet se trouver parmi les colons de ces spéculateurs qui, mettant à profit l'ambiguïté du texte législatif, se font accorder de la terre quoique non agriculteurs, la conservent pendant 10 ans et une fois devenus propriétaires la vendent, réalisant ainsi de respectables bénéfices puisque la valeur de la terre est si élevée.

Au point de vue politique ce texte présente également du danger. Qui en effet peut nous garantir qu'aux temps où nous vivons, où les passions politiques en Yougoslavie sont si développées, les organes du Ministère pour la Réforme Agraire ne favoriseront pas plutôt leurs partisans que d'autres, n'étant soumis à aucun contrôle et leur volonté étant pour ainsi dire toute puissante, illimitée.

D'après l'art. 5 on voit que toute famille de colons recevra 5 hectares de terre au minimum, mais que les organes compétents du Ministère peuvent lui en attribuer jusqu'à 5 hectares de plus, ce qui revient à dire qu'une famille peut recevoir jusqu'à 10 hectares de terre suivant la qualité de la terre et des conditions

familiales du colon. Ce passage n'est pas moins sujet à caution car lui aussi est subordonné au bon vouloir et aux bonnes dispositions de ces organes ministériels et entraîne à toutes les conséquences fâcheuses dont nous avons parlé plus haut.

La colonisation est en général une des questions primordiales de la Réforme Agraire et elle demande les plus grands soins dans son exécution et surtout aucune précipitation. Elle doit s'opérer suivant un plan suivi à l'avance où tout aura été prévu. Ce sont les seules conditions qui la rendront stable et utile à l'Etat comme à la société.

Pour cette colonisation le Gouvernement aurait dû attendre que le Parlement vote une loi et non publier un décret qu'il proclame aussitôt loi pour procéder immédiatement à la colonisation sans aucune préparation ni aucun ordre.

D'après le décret mentionné, le Gouvernement a inauguré la colonisation dans les contrées méridionales de la Serbie seulement, alors qu'il aurait fallu la généraliser sur tout le territoire de la Yougoslavie. Il est vrai que les contrées du sud, le Sandjak de Novi-Bazar et la Macédoine sont très peu peuplées, car sur une superficie de 32,000 km² elles possèdent seulement 1,500,000 habitants. On y rencontre de grands complexes de terre presque déserts tel le Kossovo Polié qui mesure environ 60 km. de longueur et 40 km. de largeur et constitue une plaine fertile qui pourrait servir de merveilleux terrains pour la culture du blé.

Cette plaine est déserte, on n'y rencontre âme qui vive et malheureusement son cas n'est pas isolé. De nombreuses autres régions dans cette province sont également désertes, notamment les rives de la Tzerna et celles des marais de Scutari qui devraient être régularisées et qui formeraient ensuite des complexes extrêmement fertiles.

En nous reportant vers le nord, nous trouvons également des régions peu peuplées comme en Slavonie qui compte d'immenses domaines extrêmement fertiles mais à peine habités.

Le plus important c'est que chez nous il existe énormément de terres incultes et on ne peut s'y établir avant de les avoir défrichées. Outre les régions avoisinant, le cours de la Tzerna Réka et les marais de Scutari en Macédoine, il y a encore des terres incultes sur le territoire de l'ancienne Serbie, notamment dans la vallée de la Morava, territoire de la province dite Matchva, comme dans les nouvelles provinces de la Croatie et de la Slavonie, les contrées de Iélas, Lónsko-Polié et la région sud-est de la Symie. Si l'on régularisait les cours d'eau dans ces régions et défrichait le sol pour l'adapter à la culture, on gagnerait d'immenses complexes de terre fertile pour l'agriculture et si cette adaptation ne se faisait qu'en Croatie et Slavonie, nous aurions déjà de ce côté quelques centaines de milliers d'hectares de terre, la plus fertile que l'on puisse souhaiter. Ne parlons pas des autres régions.

Aucun décret, aucune ordonnance ni circulaire ne

font mention de l'amélioration de la terre, qui pourtant serait si nécessaire chez nous et aurait un vaste champ d'opération qui nous apporterait des richesses.

Les auteurs allemands nous donnent des résultats qui peut atteindre cette amélioration. Buchenberger nous dit : que sur la rive droite de la rivière Lipa se trouvait, dans la plaine, nommée Boka, un terrain stérile siliceux. On y a fait des travaux d'irrigation artificielle qui se sont élevés en tout à 120,000 marks. Ces terrains étaient jusque là absolument improductifs et dès que l'irrigation y fut établie et le terrain livré à la culture, ce terrain donna un rendement brut de 400,000 marks par an, au début. D'après Schiff, la régularisation des rivières Visloka et Bielnitza en Galicie ont apporté une plus value au terrain de 100 % et la régulation de la rivière Knila Lipa a augmenté le rendement de 300 %. L'amélioration du sol en Basse-Autriche, dont les travaux se sont montés à 1 millions de couronnes, augmenté le rendement annuel de 6 millions de couronnes au début.

Tels sont les résultats acquis par l'amélioration du sol, malheureusement en Yougoslavie nul n'y songe.

La presse de Belgrade, qui s'occupe en général peu des Réformes Agraires, nous apprend que la colonisation des contrées déjà nommées se poursuit surtout de la part des Yougoslave qui jusqu'alors résidaient à l'Etranger, principalement en Amérique. Ce qui nous prouve bien que le Gouvernement agit dans cette voie

en s'appuyant sur son premier décret, publiée le 25 février 1919, car l'art. 20 en parle précisément.

Il n'y a en somme pas à blâmer le Gouvernement à ce point de vue. Il est indispensable que les Yougoslaves émigrés reviennent à leur foyer natal ou se fixent tout au moins dans un coin quelconque de leur patrie. La terre patrie est généreuse et fertile, elle leur ouvrira ses bras mais encore faut-il que le Gouvernement s'en mêle et d'une façon rationnelle, qu'il organise la colonisation sur une base plus profitable que nous allons suggérer ci-après.

Dans nos nouvelles contrées récemment libérées de l'Autriche-Hongrie il existe un assez grand nombre de colons Allemands qui sont de petits et moyens propriétaires et qui le sont devenus d'une manière très simple vers la fin, ou plutôt dans la seconde moitié du siècle dernier. La maison de Habsbourg désirant faire passer la propriété des mains des Serbes aux Allemands et aux Magyars, encouragea ceux-là à émigrer à l'Etranger, les força pour ainsi dire à l'exil, ce qu'ils firent en abandonnant leurs biens et en émigrant surtout en Amérique. Nous ne reviendrons pas la-dessus en ayant déjà parlé dans un chapitre précédent.

Les Allemands en question qui sont propriétaires des terres dont nous avons parlé, sont des émigrés de date assez récente. La fertilité de notre sol a été un appât suffisant pour qu'ils abandonnent leur foyer et patrie. C'est d'ailleurs une des particularités de leur

caractère; ils vont volontiers là où ils peuvent trouver du travail et des avantages. Et si on leur proposait maintenant de la terre en Macédoine, dans certaines conditions bien entendu, et des étendues plus vastes qu'ils n'en possèdent, ils s'en iraient volontiers coloniser les nouvelles régions de la Serbie méridionales. Dans ce cas leurs terres resteraient désertées, on pourrait les attribuer à des colons inférieurs au niveau de leurs voisins et qui ne tarderaient pas à s'élever à ce contact. On réaliserait de même coup et la colonisation et la civilisation.

Les Allemands établis en Macédoine se livreraient à des organisations très profitables à toute la région, car ils sont connus comme travailleurs, comme bons agriculteurs et même excellents éducateurs. Nul ne peut égaler leur discipline. Voilà bien des qualités qui assureraient une organisation excellente dans ces contrées réputées les plus arriérées peut-être de toute l'Europe.

Au point de vue politique ils ne constitueraient pas un danger parce qu'on les répartirait dans les villages par groupes moindres où ils ne pourraient jamais avoir la majorité. On sait fort bien que les Allemands sont des nationalistes enragés lorsqu'ils sont en nombre suffisant pour former la majorité, dans le cas contraire, on peut les considérer comme inoffensifs, car alors ils ne pensent plus qu'à leurs propres intérêts.

De l'Histoire de Russie nous savons que Pierre le Grand a colonisé certaines villages de la Russie au moyen de très petits groupes d'Allemands qui ont été

d'excellents colonisateurs et ont créé pour ainsi dire l'agriculture en Russie qui n'existait à cette époque qu'à l'état le plus rudimentaire. Si plus tard la Russie politique en a pâti, ce n'est certes pas la faute de Pierre le Grand. Pouvait-il prévoir que ses descendants accorderaient à ces colons Allemands d'immenses privilèges dans l'administration et à la Cour même ?

Revenons à la Yougoslavie. Relativement à la colonisation il a été publié un décret spécial émanant du Gouvernement et qui concerne les volontaires. L'art. 1^{er} précise la définition de volontaire tel qu'il doit être pris au sens du décret. C'est tout simple soldat ou sous-officier qui est entré bénévolement dans les rangs de l'armée serbe le 18 novembre 1918 inclusivement et qui s'y est maintenu jusqu'à la démobilisation. Les art. 2 et 3 ajoutent que c'est le Ministère de la politique sociale qui, avec le concours du Ministère de la Guerre, établira qui a été volontaire pendant la guerre et qui en délivrera acte. D'après l'art. 16 les volontaires ont la priorité pour la colonisation et l'attribution de la terre.

Celui qui a été pendant la guerre volontaire dans l'héroïque armée serbe, qui connaît bien tous les événements qui se sont écoulés pendant la guerre et les conditions en général sera le premier le critique le plus sévère des présentes dispositions.

Dans la première année de guerre, au mois de novembre, la vaillante armée serbe, lors d'une des premières victoires remportée sur le Général Potiorek,

à fait prisonniers plus de 80,000 hommes, parmi lesquels un grand nombre de Serbes, Croates et Slovènes d'Autriche-Hongrie et la plupart d'entre eux ont été engagés comme volontaires, mais presque tous versés à l'arrière dans les différents services sanitaires et autres, mais bien loin du front et de l'armée. Un nombre infime est rentré dans les rangs des combattants. Plus tard, dans le courant des hostilités, le front de Salonique a été renforcé par un important contingent de soldats Yougoslaves, — faits prisonniers par les Russes et revenus sur ce front, après le fameux coup des communistes et surtout en 1918. Il faut bien le reconnaître de ce contingent Yougoslave on forme deux divisions qui ont lutté vaillamment aux côtés de l'armée serbe en septembre 1918, lorsque le front ennemi a été rompu et l'ennemi battu, grâce à l'aide de nos vaillants alliés français. Cependant un certain nombre de ces Yougoslaves n'avaient jamais vu le front mais été restés loin en arrière, bien nourris et bien équipés, ne manquant rien en somme et à l'abri du danger.

Il est donc illogique et rien ne peut le justifier ce passage du décret qui accorde de la terre à tous sans distinction s'ils ont été combattant ou non.

Et cet autre passage l'emporte sur le premier, celui qui considère comme volontaire tout individu qui est entré au service de l'armée serbe inclusivement jusqu'au 18 novembre, c'est-à-dire à l'époque de la cessation des hostilités, car nous savons que l'Armistice a

été proclamé le 11 novembre. Par cela même le Gouvernement a donné raison à toutes nos objections précédentes, il n'a pas suffisamment précisé qui doit être considéré comme volontaire puisqu'il admet comme tels tous ceux qui ont fait partie de l'armée serbe.

Lorsqu'on songe encore que c'est au Ministère de la Politique Sociale qu'il appartient de constater qui a été volontaire, ce Ministère le plus récrié par la presse de Belgrade, qui fonctionne déjà depuis deux ans et qui a trouvé moyen de créer un tel chaos dans la Réforme Agraire qu'il est impossible d'y rien démêler. Il ne faut donc pas s'étonner si la répartition de la terre pour la colonisation se fait en sorte que celui qui y a droit n'en obtienne pas, par contre les intrigants, et les imposteurs qui n'ont jamais tiré un seul coup de fusil pour l'affranchissement de la Yougoslavie seront les premiers et les plus favorisés. Cela, la presse de Belgrade et d'autres nous l'ont déjà prédit.

Devrait être considéré comme volontaire seulement celui qui a été dans la tranchée, le fusil en mains et qui a lutté à côté du soldat serbe contre l'ennemi de la nation serbe. Celui-là devrait avoir la priorité pour la colonisation et pour le partage de la terre.

Tous les autres incorporés dans l'armée, à tout autre titre, ne devraient pas se nommer volontaire ni prétendre aux avantages réservés à ceux-ci.

Pour constater et déterminer qui a été volontaire dans l'armée serbe, seul le Ministre de la Guerre ou

les autorités militaires devraient être compétentes. La constatation leur est si aisée au moyen des chefs, des registres des unités où chacun a servi, et le témoignage des soldats serbes aux côtés desquels ils ont combattu. Comment le Ministère de la Politique Sociale peut-il être compétent en cette matière ? Son personnel n'a rien de commun avec l'armée, et si l'on croit la presse de Belgrade, la plupart des fonctionnaires de ce Ministère n'ont pas été soldats, ne peuvent donc savoir ce que c'est l'armée et les volontaires encore biens moins. Ils ont créé la même anarchie dans la question des invalides qui leur avait été confiée.

D'après tout ce qui précède, nous voyons que la colonisation des régions méridionales de la Yougoslavie se poursuit sans aucun plan et sans aucune préparation préalable avec une précipitation et un désordre sans nom, sans souci des conséquences désastreuses qui s'en suivront, désastreuses pour l'Etat comme pour la société, et c'est bien une opinion non seulement qui nous est personnelle mais qui est généralement répandue dans toute la presse de Belgrade.

Rien à dire également sur la création des Associations Agricoles sinon qu'elles sont extrêmement utiles et indispensables dans chaque pays agricole.

Si nous lisons l'ouvrage *La Politique Agraire*, de M. Eugène Philipovitch, professeur à l'Université de Vienne, nous verrons tous les avantages que présentent ces associations pour un pays agricole.

Tous les pays civilisés, quelle que soit leur impor-

tance, possèdent aujourd'hui des associations agricoles, ainsi la France en comptait en 1888, 461; en 1906, 3553 associations avec 700,000 membres. Toutes ces collectivités sont reliées entre elles et forment une union et lorsqu'elles sont étendues sur tout le territoire, elles prennent le titre d'Union Centrale, laquelle réunit toutes les unions du territoire. Les plus grands succès obtenus par ces associations sont ceux remportés dans le domaine des achats collectifs, mais en même temps elles constituent des centres éducatifs pour la technique agricole. Depuis 1894 ces associations, dits syndicats, sont favorisés par le Crédit Agricole.

En 1910 l'Allemagne comptait 23,362 syndicats qui se sont réunis en Unions Régionales, et toutes en une Union Centrale. Outre que ces syndicats ont contribué au développement de l'Agriculture en Allemagne, elles ont été d'un secours énorme à la patrie pendant la guerre en avançant au trésor les fonds nécessaires pour la poursuite des hostilités. Dans de plus petits Etats comme la Belgique, le Danemark, la Suisse, ces associations remplissent un rôle des plus utiles. Dans l'ancienne petite Serbie ces associations agricoles existaient déjà et commençaient à s'étendre surtout dans les dernières années qui ont précédé la Guerre Balkanique.

Maintenant l'Union des Zadrougas serbes a fusionné avec tous les autres syndicats agricoles des provinces Yougoslaves en une Union Centrale.

D'après un arrêté ministériel, daté du 12 octobre 1920, l'Etat consentira des prêts sans intérêts à ces Zadrougas. L'arrêté en précise les conditions. Et c'est fort bien si l'arrêté est exécuté selon ses promesses, ce sera pour le grand bien général. Mais le dit arrêté renferme un passage ainsi conçu : « Une section spéciale est ouverte au Ministère pour la Réforme Agraire pour examiner toutes les demandes et les plaintes concernant les prêts faites par les associations, et c'est au Ministre pour la Réforme Agraire qu'il appartiendra d'accorder les prêts ou de rejeter les demandes des Zadrougas ».

Partout et à chaque pas dès qu'il s'agit de Réforme Agraire, nous nous heurtons à ce Ministre pour la dite Réforme qui est toujours l'administrateur et juge en dernier ressort.

Aucun recours contre ces décisions, aucun contrôle.

Il nous semble que dans le cas présent il était absolument superflu de conférer au Ministre un tel pouvoir dont il pourrait à la rigueur faire abus sans s'en rendre compte. L'effet en serait fâcheux et préjudiciable à tous, étant donné que ces décisions sont irrévocables, que son pouvoir est illimité et lorsqu'on a présentes à l'esprit toutes les passions politiques qui animent aujourd'hui le monde entier. Nul ne nous garantit que le Ministre ne peut favoriser, inconsciemment peut-être, ceux qui sollicitent des prêts sans nécessité, alors que d'autres Zadrougas nécessitant absolument de fonds se voient leur demande rejetée.

A notre humble avis on aurait dû procéder autrement dans cette question.

Nous avons déjà dit plus haut qu'il existait des comités agricoles dans les communes, les arrondissements et les départements. C'est à ces comités qu'il aurait fallu laisser le soin de s'occuper des prêts à accorder aux associations agricoles. Ainsi une telle demande aurait d'abord dû être soumise à l'approbation du comité agraire communal et en cas de nécessité, elle aurait passé par toute la filière hiérarchique et c'est le comité départemental qui aurait eu à statuer définitivement sur l'approbation ou le rejet de la demande.

Mieux encore, on aurait pu procéder parmi les membres des comités agraires départementaux à l'élection d'un Comité Central Général pour toute l'étendue du territoire qui aurait statué en dernier ressort. Chaque département aurait eu un fonds de crédit spécial pour ces prêts auquel il aurait dû se limiter sans jamais le dépasser.

Sans nul doute ce système aurait été préférable, vu que soumis au contrôle de tous les comités hiérarchiquement, supprimant donc ou réduisant au minimum les abus qui pourraient être commis par un Ministre exempt de tout contrôle.

En ce qui touche la formation des comités agraires même et leur organisation, il n'y a qu'à s'en louer. Les membres de ces comités sont tous les élus du peuple et ils décideront toujours dans le sens de la ma-
jorité.

rité populaire. Seulement ces comités me semblent nés trop tard, ils auraient dû être créés plus tôt et former la base principale des Réformes Agraires en qualité de représentants du peuple, alors qu'en réalité ils sont les organes consultatifs de l'autorité, du Ministère pour la Réforme Agraire. Ils n'ont aucune voix dans les décisions et l'exécution de la Réforme Agraire que seul assure le Ministre pour la Réforme Agraire.

Les travaux de ces comités nous sont inconnus, nous n'en possédons aucun renseignement positif, pas plus que sur leur rôle d'organes consultatifs de l'autorité du Ministère Agraire. La presse de Belgrade est muette à ce sujet ; les écrits de particuliers intéressés à la question n'en souffle mot, et personnellement nous n'avons pu recueillir aucune donnée auprès des Comités mêmes, ayant poursuivi nos études à l'étranger, loin de notre patrie.

Il existe encore une question, infiniment délicate et capitale dans l'exécution des Réformes Agraires, concernant l'indemnité à verser aux anciens gros propriétaires dépossédés. Est-ce l'Etat, est-ce les nouveaux successeurs ?

Une importante discussion pourrait être ouverte à ce sujet qui partagerait l'opinion publique en deux clans opposés, l'un rejetant toute la dette sur l'Etat, l'autre demandant que les nouveaux propriétaires acquittent eux-mêmes tout le montant des indemnités.

Voyons comment le Gouvernement Serbe a résolu la question !

Par le décret du 12 mai 1921, on voit que la liquidation des conditions agraires en Bosnie et en Herzégovine doit s'opérer pour le compte de l'Etat, et que les nouveaux propriétaires doivent être proclamés « bachtiniks » (propriétaires) des nouveaux biens qu'on leur a accordés sans aucune espèce d'indemnité.

Le Gouvernement a donc assumé seul la charge de débiteur envers les anciens propriétaires des gros domaines et il estime devoir lui-même acquitter les indemnités.

Nous ne sommes nullement d'accord avec le Gouvernement à ce sujet. Son point de vue est illogique et injuste et voici pourquoi :

Puisque le Gouvernement doit acquitter l'indemnité totale aux anciens propriétaires et que cette indemnité se monte pour les deux provinces seulement de Bosnie et d'Herzégovine à 256 millions de dinars, que devient l'indemnité à accorder aux autres provinces ? Il faut songer qu'il y a encore les anciens propriétaires des domaines du Sandjak de NoviBazar, de la Macédoine, ceux encore et non les moindres, des anciennes provinces de l'Autriche-Hongrie où cela mènera-t-il l'Etat ? A distribuer les indemnités non plus par millions mais par milliards et toutes ces charges pèseront de nouveau sur tous les sujets de la Yougoslavie. Les impôts actuels, déjà très élevés seront encore grevés de cette nouvelle dette et réparés sur une foule qui n'a rien de commun avec ces biens expropriés et chose plus importante encore, ces

charges pèseront également sur les sujets de l'ancien royaume de Serbie qui ont constamment lutté pour affranchir la Yougoslavie du joug ennemi. C'est grâce au vaillant paysan serbe que la Yougoslavie a été créée, mais cette libération a coûté au pauvre paysan tant de sang et tant d'argent, puisque plus de la moitié de sa population masculine a disparu et que le pays a été pour ainsi dire totalement ruiné par la guerre et l'occupation prolongée par l'ennemi; faut-il encore que ce malheureux paysan paye encore les dettes de ses frères, libérés par lui ?

Ceci dépasse toute logique et tout bon sens et l'on s'étonne que le Gouvernement ait pu apporter une telle décision. Par bonheur elle ne s'applique encore qu'à la Bosnie et l'Herzégovine et lors de la généralisation de ces mesures nous espérons que le Parlement interviendra avec une solution meilleure et plus équitable.

Nous n'avons pas souvenance qu'aucun Etat étranger lors de l'application des Réformes Agraires ait surchargé tous les gouvernés sans exception de la même façon; il a augmenté les charges de ceux-là seulement qui avaient acquis de nouveaux biens. La Roumanie par exemple, en votant sa nouvelle loi agraire, dans le courant de l'été dernier, et dont nous avons déjà parlé, rejette les $\frac{2}{3}$ de la dette, c'est-à-dire les indemnités à accorder aux anciens propriétaires dépossédés, sur les nouveaux propriétaires et elle se réserve $\frac{1}{3}$ seulement, tiers que verseront, sous forme d'impôt seuls les sujets du royaume qui

pendant la guerre auraient réalisé des bénéfices considérables les ayant fait aboutir à la richesse.

Nous estimons que ce type, adopté par la Roumanie, conviendrait admirablement à la Yougoslavie, ou au pis aller le Gouvernement devrait prélever sur les nouveaux propriétaires là 1/2 de la dette totale et l'Etat se réserverait l'autre moitié en exemptant les sujets de l'ancien royaume de Serbie. Bien entendu que c'est encore l'Etat qui devrait au début, acquitter aussi la première moitié à charge de se faire rembourser cette moitié par les nouveaux propriétaires sous forme d'une surtaxe ou surcharge d'impôts que les intéressés verseraient pendant 50 à 60 ans.

Seule une solution analogue pourrait être pratique et utile. Quant à la forme adoptée par le Gouvernement qui sait quels déboires économiques et politiques elle nous prépare ?

Arrêtons-nous encore sur une question. Doit-il y avoir un minimum de terrain inaliénable ?

La nouvelle Constitution, dans son art. 43 dit : « La loi déterminera le maximum de biens-fonds, ainsi que les cas où le minimum des biens-fonds ne pourra être aliéné ».

Il n'y a donc rien de positif, rien d'arrêté, à ce sujet, la loi interviendra ultérieurement.

D'après une loi qui était en vigueur dans l'ancien royaume de Serbie, ne pouvait être saisi pour dettes personnelles le cultivateur qui possédait moins de 5 hectares de terre ; mais lorsque les dettes concernaient

l'impôt inpayé à l'Etat il n'y avait plus aucune exception, toute la terre devait être soumise à la licitation.

La France a voté en 1909 une loi qui protège la propriété immobilière jusqu'à une valeur de 8000 francs de même que l'installation intérieure et l'outillage jusqu'à une valeur de 2000 francs. Ce qui veut dire que la valeur susdite est considérée comme un minimum pour l'entretien d'une famille de propriétaire et ne peut être aliéné pour dettes. Mais pour certaines dettes il est fait exception et les créanciers peuvent recourir à la licitation.

Cette question de savoir s'il faut accorder au cultivateur un minimum pour la subsistance et l'entretien de sa famille, minimum inaliénable pour dettes personnelles ou s'il faut laisser au cultivateur la libre disposition de son bien et le libre arbitre de ses dettes privées, a été traitée maintes fois en public. Laissant de côté les opinions émises nous nous bornerons à dire ce que nous pensons nous-mêmes, et comment il faudrait selon nous, procéder lors d'un nouveau vote en Yougoslavie concernant la question.

En traitant la question de la grande et de la petite propriété ici même, nous avons fait remarquer que les économistes ont établi qu'une famille composée de 5 membres peut vivre assez bien en exploitant 5 hectares de terre fertile et que les propriétés comptant de 10 à 30 hectares réalisent relativement les plus gros profits et sont les plus favorables pour les particuliers comme pour la société et l'Etat également.

Nous avons vu d'autre part que la majorité des familles Yougoslaves comptent 5 à 7 membres au plus. En se basant sur tout ce qui précède, on ne devrait admettre, à mon avis, qu'en aucun cas une famille obtienne ou possède plus de 30 hectares de terre, puisque c'est la limite du meilleur rendement et de plus gros profit relatif.

On se demande encore si lors de l'application des Réformes Agraires une loi ne devrait pas établir, fixer le minimum de terre qu'on ne peut aliéner à l'agriculteur ?

Pourtant le but de la Réforme Agraire est bien celui de garantir à l'agriculteur sa subsistance en lui donnant de la terre qu'il ne possède pas en lui en donnant un minimum dont il deviendrait propriétaire et qui lui permettrait de vivre avec sa famille.

Si l'on permettait de vendre ou d'aliéner d'une façon quelconque, après un certain temps, la terre qui a été donnée à un cultivateur lors de l'exécution des Réformes Agraires, cette réforme ne serait d'aucune utilité et alors il ne devrait même pas en être question.

Le minimum est donc indispensable, un minimum inaliénable dans aucun cas et ce minimum devrait être fixé à 5 hectares de terre. Une propriété ne devrait donc pas excéder 30 hectares de terre comme elle ne devra pas être inférieure à 5 hectares.

Sous aucune condition on ne devait vendre ces 5 hectares du cultivateur lorsqu'il s'agirait d'éteindre des dettes personnelle.

Pour la perception de l'impôt impayé on pourrait lui vendre la terre mais dans le cas où l'on aura prouvé que les bénéfices de l'année en cours, qu'il a eu soin de dissimuler, lui auraient permis de payer l'impôt qu'il a omis de faire.

Si par suite des intempéries, sécheresse, grêle, etc., la récolte du cultivateur a été déficitaire, ses revenus nuls ou considérablement diminués et qu'il n'ait pu arriver à boucler son budget et à faire face aux dépenses indispensables pour la nourriture et la subsistance de sa famille, il faudrait non seulement ne pas le saisir et vendre, mais bien l'exonérer de l'impôt pour cette année en totalité, ou si non en totalité, lui faire grâce de la moitié, lui permettant de se libérer de l'autre moitié en 3, 4 ou même 5 ans qui suivront.

Aucune loi n'a encore fixé quel impôt doit être voté en Yougoslavie.

Dans l'ancien royaume de Serbie l'impôt sur la propriété foncière était très peu élevé et se montait de 9 à 12 francs par an et par hectare de terre. L'impôt le plus élevé était perçu sur les professions libérales. On comptait en tout 700,000 contribuables et il revenait en moyenne par chaque contribuable 200 francs par an l'impôt d'état et des taxes municipales.

Depuis qu'une nouvelle loi a réglé l'impôt, il faudrait introduire le système de l'impôt progressif et prendre pour base les lois françaises réglant l'impôt et votées de 1914 à 1918. C'est d'ailleurs à la France que nous avons emprunté de nombreuses autres lois,

ce qu'ont fait également bien d'autres Etats Européens, alors pourquoi ne le ferions-nous pas aussi pour la loi concernant l'impôt, nous ne pourrions nous en trouver que bien. Toutes les lois fiscales en France sont pratiques et équitables, elles ont été très profondément étudiées et élaborées par un corps d'élite universellement connu. Car au point de vue de la science juridique la France est le premier pays du monde.

Nous ne faisons qu'effleurer cette question d'impôt car elle sort du cadre de notre thèse puisqu'elle appartient à la science financière.

Une question encore, la dernière, qu'il nous faut envisager ici, qui doit fixer l'attention du législateur dans l'élaboration de la nouvelle loi pour les Réformes Agraires, c'est celle des ouvriers agricoles.

Il est universellement connu que c'est grâce aux principes démocratiques du grand Wilson, ancien président de la République Nord-Américaine, qu'une clause a été réservée au Traité de Versailles pour les ouvriers et la journée de 8 heures. Suivant cet exemple presque tous les Etats ont voté la loi de 8 heures de travail par jour ou 48 heures de travail par semaine de 6 jours. Mais cette loi s'applique seulement aux ouvriers d'usines et de l'industrie en général, fabriques, manufactures, de même qu'au commerce. Mais la grande majorité des ouvriers qui ont été lésés par cette loi ce sont les ouvriers agricoles. En Angleterre seulement cette loi de 8 heures est également applicable à l'agriculture. Dès qu'un ouvrier agricole dépasse

huit heures de travail, toutes les heures supplémentaires lui doivent être comptées à part et payées en conséquence. L'Angleterre qui est le pays de grands domaines féodaux et biens seigneuriaux a réussi de conserver ce système jusqu'à nos jours, le maintiendra aussi à l'avenir grâce à son libéralisme. Elle laisse à la classe ouvrière les plus grandes libertés comme elle lui accorde les plus gros salaires, comme aucun autre pays.

Appliquer aux travailleurs agricoles la journée de huit heures paraît impossible et insensé. Le travail dans l'agriculture ne peut se mesurer à l'heure mais à la tâche. Peu importe s'il faut travailler 18 ou 20 heures sur 24 si on a réussi à achever le travail avant l'arrivée du mauvais temps, car le beau temps est le facteur le plus à considérer. Pendant l'été l'ouvrier agricole se surmène, c'est un fait certain, mais n'a-t-il pas tout l'hiver pour récupérer les forces perdus, pour goûter le repos qui lui est interdit pendant l'été. Quant à l'ouvrier d'usine, il n'y a point de saison réparatrice pour lui.

D'après tout ce que nous avons exposé ci-dessus, il faut conclure que l'Etat maintient en Yougoslavie la grande propriété, et si l'on veut bien se souvenir, 85 % de la population s'occupe d'agriculture. Et dès que dans un pays il existe des grandes propriétés, il doit y avoir également des gens qui n'en ont point ou qui en ont si peu qu'ils sont obligés de travailler pour

le gros propriétaire afin de subvenir à l'indispensable, surtout si leur famille est grande.

Il est vrai que le travail dans l'agriculture est subordonné à la tâche, au beau temps; il est vrai aussi que durant tout l'hiver l'agriculteur ne fait pour ainsi dire rien. Mais les partisans de cette opinion oublient que si le cultivateur se repose tout l'hiver c'est purement à ses dépens, si son économie y gagne, sa bourse en pâti terriblement vu qu'il ne touche aucun salaire. Ils oublient également que nous sommes au XX^e siècle, que le démocratisme humain se développe dans une mesure telle que les individus se groupent pour former des sociétés qui ont la mission de protéger les animaux. Nous voyons souvent dans les grandes villes (il nous a été maintes fois donné de le voir à Paris) une voiture surchargée dont les chevaux s'arrêtent ne pouvant plus avancer et le cocher sévir à coup de fouet sans le moindre ménagement. Et la foule de s'arrêter, de prendre la défense de la bête, en invectivant le cocher d'abord puis en se mettant à pousser la voiture pour aider aux pauvres chevaux à franchir le passage difficile. Une fois le haut de la côte atteint, le public est content. Son démocratisme est satisfait car c'est lui qui est intervenu en faveur de la bête, pour la protéger et la soulager.

Puisque tels sont ses sentiments à l'égard des animaux, doit-il rester indifférent au sort de son prochain et à son propre sort ? Telle est la question qui se pose.

Evidemment il doit tout d'abord penser à son semblable, et après seulement à tout le reste. Et alors doit-il admettre que dans un pays agriculteur par excellence où 85 % de la population se livre à l'agriculture, les ouvriers agricoles de ce pays travaillent comme des bêtes de somme, sans répit, faisant des journées de 16 à 19 heures sur 24, étant levés et déjà aux champs à 3 heures, y étant encore à 8 heures du soir et à peine couchés à 10 heures. Ce qui leur fait à peine 5 heures de repos par jour.

Nous répétons si les ouvriers agricoles ne travaillent pas de l'hiver, ils ne touchent point de salaire, aussi ne devaient-ils pas pendant la saison estivale travailler plus de 8 heures par jour ou 48 heures par semaine ainsi que font les autres ouvriers. Il est de toute iniquité d'accorder des privilèges aux autres classes ouvrières, lésant ainsi la catégorie la plus nombreuse et la plus utile à l'Etat.

Les ouvriers agricoles doivent donc, tout comme tous les autres ouvriers, bénéficier de la journée de huit heures, et en cas de travail supplémentaire, recevoir le salaire normal fixé pour les heures supplémentaires d'après le tarif local.

Tout autre solution donnée à cette question serait illogique et injuste et perpétuerait le système féodal, ce régime féodal médiéval de la politique agraire de l'Europe centrale, où le cultivateur était l'esclave du seigneur.

Nous terminons ainsi notre thèse, rappelant que

nous nous sommes heurté à des inombrables difficultés dans la recherche des documents et données nécessaires très éparses et rares mais que nous pouvons affirmer avoir introduites en totalité dans cette étude, afin de la rendre complète. Nous nous proposons à l'avenir, dès que des nouvelles lois auraient été votées, de reprendre cette question de politique agraire et de tout ce qui s'y rattache, de la traiter en langue française, afin de présenter à l'opinion publique de France la façon dont cette question essentielle se traite en Yougoslavie, pays créé uniquement par la bravoure des vaillants soldats serbes et français.

Vu : Le Président de la Thèse,
SOUCHON.

Vu : Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. APPELL.

TABLES DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	I
Le régime agraire de la Serbie du moyen-âge.	
<i>Première Partie :</i>	
CHAP. 1 ^{er} . — La propriété	1
CHAP. 2 ^{me} . — Le régime politico-agraire de la Serbie sous la domination des Turcs . . .	11
Le <i>spahi</i> et le <i>tchitlouk-sakhibiya</i>	19
<i>Deuxième Partie :</i>	
CHAP. 1 ^{er} . — Le régime politico-agraire actuel en Yougoslavie	33
CHAP. 2 ^{me} . — Le régime agraire actuel dans les contrées qui étaient sous la domination turque	55
Les terres assujetties	61
Les obligations du <i>tchiptchiya</i> dans le <i>tchiflouk</i> .	65
Les ouvriers travaillant dans les domaines privés .	75
Le régime politico-agraire en Bosnie et en Her- zégovine	81
<i>Troisième Partie :</i>	
Le troisième Régime politico-agraire en Yougo- slavie	85
CHAP. 1 ^{er} . — Programmes des divers partis poli- tiques pour l'instauration des réformes agraires	97

CHAP. 2 ^{me} . — Programmes des autres partis politiques	107
---	-----

Quatrième Partie :

CHAP. 1 ^{er} . — Les réformes agraires en voie d'exécution dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes conformément aux décrets, ordonnances et instructions	109
Décrets (Instructions préalables,) pour la préparation et l'exécution des réformes agraires :	
I. — Suppression de la condition de <i>Kmet</i> (<i>tchiptchiya</i>)	110
II. — Suppression de la condition de Kolonat	112
III. — Morcellement des grands domaines	113
IV. — Domaines forestiers	116
V. — Révision des régrégations	117
VI. — Administration officielle pour les réformes agraires	117
VII. — Dispositions finales	118
Ordonnance du Conseil des Ministres relative à l'exécution partielle des instructions préalables pour la réalisation de la réforme agraire du 25 février 1919	119
Décret du Prince-Régent portant interdiction d'aliéner et de surcharger les grands domaines fonciers	121
Règlement du Ministre des Réformes agraires daté du 6 juillet 1920 et du Ministre de l'Intérieur n° 10.500 relativement au recensement de la population intéressée à la réforme agraire	123
Décret du Prince-Régent, daté du 3 septembre 1920, n° 14.140, portant cession de terrains	

provenant des grands domaines à fermage tétrannuel	125
Décret du Prince-Régent portant liquidation fi- nancière des conditions agraires en Bosnie- Herzégovine, daté du 12 mai 1921	130
Décret du Prince-Régent portant colonisation des nouvelles contrées méridionales, daté du 24 septembre 1920	137
Décret relatif aux Volontaires, publié par le Gou- vernement en vertu de l'article 53 de la Con- stitution qui autorise le Gouvernement à remplacer le Roi pendant son absence	141
Les Associations (Zadrugas) agricoles	144
Décret portant organisation du Ministère pour la réforme agraire	146
Commices agricoles communaux, sous-préfec- turaux et départementaux	148
La Nouvelle Constitution Yougoslave	150
CHAP. 2 ^{me} . — Loi relative à l'exécution de la ré- forme agraire en Roumanie	155
CHAP. 3 ^{me} . — Projet de loi pour l'exécution de la réforme agraire en Hongrie datant de 1919	156
CHAP. 4 ^{me} . — La réforme agraire en Tchéco- Slovaquie	158
CHAP. 5 ^{me} . — Critiques des décrets, ordonnances et instructions préalables et de quelle façon doit être effectuée la réforme agraire	159

